

Rapport aux actionnaires pour le quatrième trimestre de 2007

BMO Groupe financier annonce son revenu net pour le quatrième trimestre.

Les résultats démontrent la valeur de la diversification des activités de BMO et le dynamisme soutenu de ses activités d'exploitation malgré une conjoncture difficile sur les marchés financiers.

Points saillants des résultats :

Comparaison des résultats du quatrième trimestre de 2007 avec ceux du quatrième trimestre de 2006 :

- Revenu net de 452 millions de dollars, soit une baisse de 244 millions de dollars ou de 35 %.
- Résultat par action¹ (RPA) de 0,87 \$ et RPA avant amortissement² de 0,89 \$, soit une baisse de 0,48 \$ dans les deux cas ou de 36 % et 35 % respectivement.
- Les résultats du trimestre comprennent des éléments significatifs³ qui ont réduit le revenu net de 275 millions de dollars ou de 0,55 \$ par action. Les résultats de l'an dernier comprenaient une réduction de la provision générale qui avait eu pour effet d'augmenter le revenu net de 23 millions de dollars ou de 0,04 \$ par action.
- Si on fait abstraction de ces éléments significatifs⁴ :
 - le revenu net s'élève à 727 millions de dollars, soit une hausse de 54 millions de dollars ou de 8,0 %;
 - le RPA s'établit à 1,42 \$ et le RPA avant amortissement, à 1,44 \$, soit une hausse de 0,11 \$ dans les deux cas ou de 8,4 % et 8,3 % respectivement.
- Le ratio du capital de première catégorie est solide, à 9,51 %.

Comparaison des résultats de l'exercice 2007 avec ceux de l'exercice 2006 :

- Revenu net de 2 131 millions de dollars, soit une baisse de 532 millions ou de 20 %.
- RPA de 4,11 \$ et RPA avant amortissement de 4,18 \$, soit une baisse de 20 % dans les deux cas ou de 1,04 \$ et 1,05 \$ respectivement.
- Rendement des capitaux propres de 14,4 %, reflet de la vigueur de nos activités de base et de la diversification des activités, en dépit des éléments significatifs comptabilisés au cours de l'exercice.
- Les résultats de 2007 comprennent des éléments significatifs⁴ qui ont réduit le revenu net de 787 millions de dollars ou de 1,55 \$ par action. Les résultats de l'exercice précédent comprenaient une réduction de la provision générale qui avait eu pour effet d'augmenter le revenu net de 23 millions de dollars ou de 0,04 \$ par action.
- Si on fait abstraction de ces éléments significatifs :
 - le revenu net s'élève à 2 918 millions de dollars, soit une hausse de 278 millions de dollars ou de 10,5 %;
 - le RPA s'établit à 5,66 \$, soit une hausse de 0,55 \$ ou de 10,8 %, et le RPA avant amortissement s'établit à 5,73 \$, soit une hausse de 0,54 \$ ou de 10,4 %;
 - le rendement des capitaux propres s'établit à 19,8 %.

¹ Sauf indication contraire, lorsqu'il est question du résultat par action (RPA) dans le présent document, il s'agit toujours du résultat dilué par action.

² Les rajustements qui ont pour effet de substituer les résultats avant amortissement aux résultats selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) et de substituer le revenu et les impôts sur les bénéfices sur une base d'imposition comparable (bic) au revenu et aux impôts sur les bénéfices selon les PCGR sont exposés plus loin dans la section Mesures non conformes aux PCGR, où sont également expliqués toutes les mesures non conformes aux PCGR et leurs plus proches équivalents selon les PCGR. Les revenus et les impôts sur les bénéfices sont indiqués dans les états financiers conformément aux PCGR. Sauf en ce qui concerne les états financiers, tous les revenus et impôts sur les bénéfices, ainsi que les mesures qui incluent des revenus ou des impôts sur les bénéfices, qui sont présentés dans le présent document le sont sur une base d'imposition comparable.

³ Les éléments significatifs sont présentés plus loin, dans le tableau intitulé Sommaire du revenu net.

⁴ Les résultats qui excluent les pertes sur produits de base, les charges liées à la détérioration des conditions des marchés financiers, les changements à la provision générale pour pertes sur créances et les charges de restructuration constituent des mesures non conformes aux PCGR. Voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

Faits saillants

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Pour les trois mois terminés le

Pour les douze mois terminés le

	31 octobre 2007	31 juillet 2007	30 avril 2007	31 janvier 2007	31 octobre 2006	Variation par rapport au 31 octobre 2006	31 octobre 2007	31 octobre 2006	Variation par rapport au 31 octobre 2006
Points saillants de l'état des résultats									
Revenu total	2 200 \$	2 555 \$	2 528 \$	2 066 \$	2 461 \$	(10,6) %	9 349 \$	9 985 \$	(6,4) %
Revenu total (bic) a)	2 244	2 609	2 571	2 105	2 494	(10,1)	9 529	10 112	(5,8)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	151	91	59	52	16	+100	353	176	100,4
Frais autres que d'intérêts	1 655	1 659	1 614	1 673	1 613	2,6	6 601	6 353	3,9
Revenu net	452	660	671	348	696	(35,0)	2 131	2 663	(20,0)

Données relatives aux actions ordinaires (en dollars)

	31 octobre 2007	31 juillet 2007	30 avril 2007	31 janvier 2007	31 octobre 2006	Variation par rapport au 31 octobre 2006	31 octobre 2007	31 octobre 2006	Variation par rapport au 31 octobre 2006
Résultat dilué par action	0,87 \$	1,28 \$	1,29 \$	0,67 \$	1,35 \$	(0,48) \$	4,11 \$	5,15 \$	(1,04) \$
Résultat dilué par action, avant amortissement a)	0,89	1,30	1,31	0,68	1,37	(0,48)	4,18	5,23	(1,05)
Dividende déclaré par action	0,70	0,68	0,68	0,65	0,62	0,08	2,71	2,26	0,45
Valeur comptable d'une action	28,29	28,81	28,95	28,90	28,89	(0,60)	28,29	28,89	(0,60)
Cours de clôture d'une action	63,00	66,59	69,46	70,01	69,45	(6,45)	63,00	69,45	(6,45)
Valeur marchande globale des actions ordinaires (en milliards de dollars)	31,4	33,2	34,7	35,1	34,8	(3,4)	31,4	34,8	(3,4)

Au

	31 octobre 2007	31 juillet 2007	30 avril 2007	31 janvier 2007	31 octobre 2006	Variation par rapport au 31 octobre 2006
Points saillants du bilan						
Actif	366 524 \$	359 154 \$	356 527 \$	355 491 \$	319 978 \$	14,5 %
Solde net des prêts et acceptations	201 188	205 612	203 210	205 472	190 994	5,3
Dépôts	232 050	229 027	221 615	217 114	203 848	13,8
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	14 102	14 374	14 475	14 472	14 465	(2,5)

Pour les trois mois terminés le

Pour les douze mois terminés le

	31 octobre 2007	31 juillet 2007	30 avril 2007	31 janvier 2007	31 octobre 2006	31 octobre 2007	31 octobre 2006
--	--------------------	--------------------	------------------	--------------------	--------------------	--------------------	--------------------

Principales mesures financières (%) b)

Rendement total des capitaux propres, annualisé sur cinq ans	14,2	17,2	16,6	17,8	19,1	14,2	19,1
Croissance du résultat dilué par action	(35,6)	(7,2)	3,2	(42,7)	5,5	(20,2)	11,2
Croissance du résultat dilué par action, avant amortissement a)	(35,0)	(7,1)	3,1	(42,9)	3,8	(20,1)	9,4
Rendement des capitaux propres	12,2	18,0	18,3	9,2	19,4	14,4	19,2
Rendement des capitaux propres, avant amortissement a)	12,5	18,2	18,5	9,5	19,6	14,7	19,5
Croissance du profit économique net a)	(78,1)	(19,8)	(4,2)	(+100)	(1,0)	(51,0)	10,3
Croissance du revenu	(10,6)	(0,6)	2,3	(16,7)	(6,1)	(6,4)	1,5
Croissance du revenu (bic) a)	(10,1)	0,2	2,8	(16,2)	(5,9)	(5,8)	1,5
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu	75,2	64,9	63,8	81,0	65,5	70,6	63,6
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (bic) a)	73,7	63,6	62,8	79,5	64,6	69,3	62,8
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu, avant amortissement (bic) a)	73,3	63,2	62,3	78,9	64,2	68,8	62,4
Dotation à la provision pour pertes sur créances en pourcentage du solde moyen des prêts et acceptations (annualisée)	0,29	0,18	0,12	0,10	0,03	0,17	0,09
Solde brut des prêts et acceptations douteux en pourcentage du total des capitaux propres et de la provision pour pertes sur créances	4,07	3,49	3,86	4,19	3,81	4,07	3,81
Encaisse et valeurs mobilières en pourcentage de l'actif total	33,1	31,0	28,6	28,4	27,2	33,1	27,2
Ratio du capital de première catégorie	9,51	9,29	9,67	9,76	10,22	9,51	10,22
Cote de crédit							
Standard & Poor's	A+	A+	AA-	AA-	AA-	A+	AA-
Moody's	Aa1	Aa1	Aa1	Aa3	Aa3	Aa1	Aa3

Autres ratios financiers (% sauf indication contraire) b)

Rendement total des capitaux propres sur douze mois	(5,8)	8,0	11,3	6,0	24,1	(5,8)	24,1
Rendement des actions	4,44	4,08	3,92	3,71	3,57	4,30	3,25
Ratio cours-bénéfice (nombre de fois)	15,3	14,5	14,8	15,1	13,5	15,3	13,5
Ratio cours-valeur comptable (nombre de fois)	2,23	2,31	2,40	2,42	2,40	2,23	2,40
Profit économique net (en millions de dollars) a)	71	280	289	(37)	325	603	1,230
Rendement de l'actif moyen	0,48	0,72	0,77	0,40	0,86	0,59	0,86
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen	1,47	1,61	1,65	1,64	1,78	1,59	1,81
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (bic) a)	1,53	1,68	1,71	1,70	1,83	1,65	1,86
Revenu autre que d'intérêts en pourcentage du revenu total	45,7	51,2	52,4	42,1	50,6	48,2	52,5
Revenu autre que d'intérêts en pourcentage du revenu total (bic) a)	44,8	50,1	51,5	41,3	49,9	47,3	51,8
Croissance des frais autres que d'intérêts	2,6	3,6	3,5	5,9	(0,9)	3,9	0,3
Ratio du capital total	11,74	11,18	11,03	11,20	11,76	11,74	11,76
Ratio des capitaux propres à l'actif	4,2	4,3	4,3	4,3	4,7	4,2	4,7

Tous les ratios figurant dans ce rapport ont été établis d'après des chiffres non arrondis.

a) Se reporter à la section « Mesures non conformes aux PCGR » dans le Rapport de gestion pour une explication des résultats avant amortissement, des données présentées sur une base d'imposition comparable (bic) et du profit économique net. Les organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières exigent que les entreprises préviennent les lecteurs de ces analyses que les résultats et autres mesures rajustés selon une base

autre que les principes comptables généralement reconnus (PCGR) n'ont pas une signification standard en vertu des PCGR et sont difficilement comparables avec des mesures similaires utilisées par d'autres entreprises.

b) Résultats pour la période terminée à la date indiquée ou situation à cette date, selon le cas.

La plupart des secteurs d'activité continuent sur leur lancée

Montréal, le 27 novembre 2007 – La plupart des secteurs d'activité de BMO Groupe financier ont obtenu d'excellents résultats au quatrième trimestre terminé le 31 octobre 2007, malgré une conjoncture difficile sur les marchés financiers.

« En nous concentrant sur nos clients et en respectant nos priorités, nous avons pu poursuivre résolument sur notre lancée dans la plupart de nos secteurs d'activité. Grâce aux résultats de ce trimestre, les Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE Canada) et le groupe Gestion privée ont atteint un revenu net record pour l'exercice 2007, a déclaré Bill Downe, président et chef de la direction de BMO Groupe financier. Nos secteurs d'activité ont bien performé au cours du trimestre, malgré une conjoncture difficile, ce qui devrait être profitable lorsque les conditions des marchés s'amélioreront. »

Pour le quatrième trimestre terminé le 31 octobre 2007, BMO Groupe financier a annoncé un revenu net de 452 millions de dollars, soit 0,87 \$ par action. Les résultats comprennent des pertes de 275 millions de dollars après impôts, occasionnées par des charges liées à la détérioration des conditions des marchés financiers, des pertes dans notre secteur des produits de base, une augmentation de la provision générale et des charges de restructuration. Si on fait abstraction de ces éléments significatifs, le revenu net s'établit à 727 millions de dollars ou à 1,42 \$ par action.

Pour l'exercice 2007, le revenu net se chiffre à 2 131 millions de dollars, soit une baisse de 532 millions par rapport à l'an dernier. Les résultats de l'ensemble de l'exercice comprennent des pertes de 787 millions de dollars après impôts, occasionnées par des charges liées à la détérioration des marchés financiers, des pertes dans notre secteur des produits de base, une augmentation de la provision générale et des charges de restructuration. Abstraction faite de ces éléments significatifs, le revenu net atteint 2 918 millions de dollars, soit une progression de 278 millions, ou de 10,5 %, après un rajustement pour tenir compte de la réduction de la provision générale au précédent exercice.

« Nous avons obtenu un revenu net de 2,1 milliards de dollars et un rendement des capitaux propres de 14,4 % pour l'exercice 2007. Le rendement de nos capitaux propres, obtenu en dépit de conditions difficiles cette année, démontre la vigueur de nos activités de base et les avantages de la diversification de nos activités, a ajouté M. Downe.

« PE Canada a amélioré ses résultats financiers au quatrième trimestre par rapport à la même période l'an dernier, malgré la compression des marges due aux conditions du marché. Pour l'exercice 2007, PE Canada a produit un revenu net record de 1,25 milliard de dollars, soit une progression de plus de 9 %. Nous sommes heureux des progrès accomplis en 2007 et le groupe s'efforce toujours mieux faire les choses, en cherchant particulièrement à faire en sorte qu'il soit plus facile pour nos clients de faire affaire avec nous. Ces initiatives donnent de bons résultats. Nous avons réussi à augmenter nos volumes ainsi que notre part de nos marchés prioritaires, comme les prêts aux particuliers et les cartes de crédit, les prêts aux entreprises et les dépôts d'entreprises. Nous progressons à un bon rythme et nous allons continuer à investir dans notre croissance.

« Les Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE États-Unis) ont connu un excellent trimestre. En dollars américains, leur revenu net a progressé de 51 % par rapport à la même période l'an dernier et de 31 % comparativement au troisième trimestre. Leur revenu net s'est amélioré pour un quatrième trimestre de suite, abstraction faite des coûts d'intégration des acquisitions. Sur cette même base, le ratio de productivité avant amortissement de PE États-Unis est descendu sous 70 % pour le trimestre, ce qui est tout à l'honneur de cette équipe qui a travaillé très dur pour gérer ses frais dans un contexte d'exploitation difficile.

« Le groupe Gestion privée a lui aussi obtenu des résultats remarquables. Son revenu net s'est accru de 27 % et ses revenus ont progressé de 10 % par rapport à la même période l'an dernier, malgré l'affaiblissement du marché au cours du trimestre. Pour l'exercice, le groupe Gestion privée a inscrit un revenu net record de 408 millions de dollars, soit une hausse de 15 % par rapport à 2006, et il continue à innover et à investir pour assurer sa croissance.

« Les pertes de notre secteur des produits de base ont diminué au quatrième trimestre et nous avons continué à appliquer notre stratégie visant à réduire la taille et les risques de ce portefeuille. Les dévaluations et rajustements d'évaluation dans nos activités liées aux marchés financiers au quatrième trimestre sont le reflet du contexte général dans lequel de nombreuses autres institutions financières ont subi des pertes. En dépit d'une conjoncture difficile sur les marchés, nous continuerons à prendre des mesures pour réduire la volatilité dans nos activités de négociation, les pertes subies en 2007 étant liées au dépassement de notre seuil de tolérance au risque. Nous visons, pour BMO Marchés des capitaux, un rendement annuel des capitaux propres supérieur à 20 % »

Les résultats du quatrième trimestre comprennent une hausse de la provision générale pour pertes sur créances de 50 millions de dollars et une charge de restructuration nette de 24 millions comptabilisées dans les résultats des Services d'entreprise. La hausse de la provision générale est attribuable à la croissance du portefeuille et au déplacement du risque. La charge de restructuration nette est liée à la poursuite de nos efforts pour améliorer notre performance et notre service à la clientèle, en investissant dans le personnel affecté à la vente et au service et en simplifiant nos processus dans l'ensemble de l'organisation. C'est pourquoi nous avons inscrit une nouvelle charge de 40 millions de dollars, tout en réintégrant au revenu net 16 millions de dollars de la charge de restructuration initiale comptabilisée au premier trimestre, principalement parce que nous avons pu réaffecter un plus grand nombre d'employés que prévu à l'intérieur de l'organisation.

Sommaire du revenu net

(en millions de dollars canadiens)	T4-2007	T3-2007	T4-2006	Exercice 2007
Revenu net selon les états financiers	452	660	696	2 131
Éléments significatifs (après impôts)				
Pertes sur produits de base	16	97	-	440
Charges liées à la détérioration des marchés financiers	211	-	-	211
Variations de la provision générale	33	-	(23)	33
Charges de restructuration	15	-	-	103
Total des éléments significatifs	275	97	(23)	787
Revenu net excluant les éléments significatifs	727	757	673	2 918

Montants non conformes aux PCGR. Voir plus haut la note 2 des Points saillants des résultats et, plus loin, la section Mesures non conformes aux PCGR qui portent sur l'utilisation des mesures non conformes aux PCGR dans le présent document.

« Nos cibles pour 2008 s'appuient sur la progression rapide de notre revenu net et la forte croissance de l'ensemble de nos secteurs d'activité, tout en tenant compte de la détérioration anticipée des conditions du crédit, a ajouté M. Downe. Ces cibles reflètent notre confiance dans nos activités sous-jacentes et dans nos équipes, l'importance accrue que nous accordons au client et notre engagement à produire des rendements élevés pour nos actionnaires. » Elles reposent également sur nos attentes concernant la conjoncture économique de 2008, telles que nous les présentons plus loin, dans la section Perspectives économiques et conjoncture du marché.

Revue des résultats des groupes d'exploitation pour le quatrième trimestre

PE Canada

Le revenu net de PE Canada se chiffre à 284 millions de dollars, soit une hausse de 12 millions ou de 4,2 % par rapport à la même période l'an dernier. Les résultats comprennent trois éléments qui s'annulent en grande partie : un gain provenant de la vente de notre investissement dans les actions ordinaires de MasterCard International Inc., un recouvrement d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs et un rajustement visant à augmenter le passif lié aux récompenses de notre programme de fidélisation de nos clients titulaires de cartes de crédit.

Les volumes ont fortement augmenté dans tous nos secteurs d'activité. Le revenu du trimestre a subi l'effet du rétrécissement de la marge nette d'intérêts par rapport à la même période l'an dernier, favorisée par l'augmentation des coûts de mobilisation de fonds et les pressions de la concurrence sur les marges des prêts aux particuliers et aux entreprises. En 2007, nous nous sommes fixé comme priorité de placer le client au centre de nos activités. Nous avons obtenu un revenu net record de 1,25 milliard de dollars pour l'exercice, soit une progression de 9 %. Nos secteurs d'activité font preuve d'un grand dynamisme, comme le montrent la progression des prêts aux particuliers et celle de notre part de marché. Les prêts aux entreprises ainsi que les dépôts d'entreprises, qui sont des secteurs prioritaires, ont également poursuivi leur croissance. Par contre, l'augmentation des dépôts de particuliers continue à poser un défi.

La plupart des secteurs des services bancaires aux particuliers affichent une croissance, particulièrement ceux des prêts à plus forte marge et des cartes, alors que nous poursuivons nos efforts pour améliorer l'expérience client et renforcer nos relations d'affaires. Notre offre de milles AIR MILES aux utilisateurs de cartes de débit s'avère populaire auprès des clients actuels et des nouveaux clients, et le nombre des déposants a sensiblement augmenté au quatrième trimestre.

Les services bancaires aux entreprises ont augmenté leur part de marché par rapport à la même période l'an dernier et la croissance s'est poursuivie dans le secteur des dépôts et particulièrement dans celui des prêts, qui a progressé de 11 % comparativement à la même période l'an dernier, toutes les régions ayant contribué à cette progression.

Au cours du trimestre, nous avons comptabilisé une augmentation du passif lié aux futurs échanges de récompenses de notre programme de fidélisation des clients titulaires de cartes de crédit. Afin de réduire au minimum la volatilité du revenu net, nous explorons la possibilité de transférer le passif et de modifier la structure de coûts pour éliminer notre risque lié aux changements dans les habitudes d'échange de récompenses. Nous ne prévoyons pas de changement important dans les coûts d'exploitation du programme en raison de la charge ou de la modification de la structure de coûts.

PE États-Unis

Le revenu net de PE États-Unis s'établit à 32 millions de dollars américains, soit une hausse de 11 millions de dollars américains, ou de 51 %, par rapport à la même période l'an dernier, et de 8 millions de dollars américains, ou de 31 %, comparativement au troisième trimestre. Les résultats d'exploitation de la First National Bank & Trust, la réduction des coûts d'intégration des acquisitions et une gestion de coûts efficace ont contribué à améliorer la performance.

PE États-Unis a fait face à des conditions difficiles en 2007, notamment une forte concurrence, la faiblesse du marché de l'habitation et le ralentissement de la croissance économique. La croissance des volumes par rapport à la même période l'an dernier s'est poursuivie, mais la progression du revenu net a été freinée par la réduction des marges nettes d'intérêts, qui se sont considérablement rétrécies par rapport à la même période l'an dernier. Les marges se sont stabilisées pendant la plus grande partie de 2007 et, en conséquence, la croissance des volumes commence à influencer favorablement sur les revenus. La direction a concentré ses efforts sur la gestion active des dépenses dans un contexte d'exploitation difficile et, au quatrième trimestre, abstraction faite des coûts d'intégration des acquisitions, elle a réussi à améliorer le ratio de productivité avant amortissement en l'abaissant à 69,7 %. Si on fait

abstraction des coûts d'intégration des acquisitions, PE États-Unis a augmenté son revenu net à chaque trimestre de l'exercice 2007.

Un certain nombre d'institutions financières ont éprouvé des difficultés en raison de leur exposition aux prêts hypothécaires à risques. PE États-Unis n'octroie pas de prêts hypothécaires à risques et son exposition à des risques liés à des prêts aux particuliers ayant certaines caractéristiques des prêts à risques est très faible. Veuillez vous reporter à la section Perspectives économiques et conjoncture du marché.

Nous avons déjà annoncé des ententes en vue d'acquérir la Ozaukee Bank et Merchants and Manufacturers Bancorporation, Inc., qui sont toutes deux situées au Wisconsin. Nous prévoyons conclure ces transactions au cours du premier trimestre de l'exercice 2008, sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation des États-Unis et des actionnaires de la Ozaukee Bank. Les actionnaires de Merchants and Manufacturers Bancorporation, Inc. ont approuvé la transaction le 13 novembre 2007. Ces acquisitions ajouteront 40 succursales à service complet et 13 succursales à service limité à notre réseau de services bancaires.

Groupe Gestion privée

Le revenu net du groupe Gestion privée s'établit à 107 millions de dollars, soit une hausse de 23 millions, ou de 27 %, par rapport à la même période l'an dernier, et il atteint le niveau record de 408 millions de dollars pour l'exercice. Ce trimestre a encore une fois été très fructueux pour nos services de gestion de patrimoine. Les revenus ont fortement progressé par rapport à la même période l'an dernier, tous les secteurs d'activité ayant contribué à la croissance. Le groupe poursuit ses efforts pour développer sa force de vente et en augmenter la productivité et pour améliorer les solutions et les services offerts aux clients. Au cours du trimestre, nous avons lancé maConnexion, le premier service de courtage en ligne au Canada qui envoie des messages personnalisés aux investisseurs. Le Groupe de fonds Guardian Ltée a lancé la Société en commandite d'actions accréditatives minières 2007 GGOF, un fonds qui offre la possibilité d'investir dans un portefeuille diversifié d'actions de sociétés minières. Le 2 novembre 2007, nous avons annoncé la conclusion d'une entente en vue d'acquérir Pyrford International plc, un gestionnaire d'actif institutionnel basé au Royaume-Uni, qui accroîtra les capacités du groupe en matière de gestion d'actif international et améliorera notre offre de produits pour nos clients nord-américains. La transaction devrait être conclue au cours du premier trimestre de 2008, sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation.

BMO Marchés des capitaux

Le revenu net de BMO Marchés des capitaux se chiffre à 48 millions de dollars, soit une baisse de 140 millions de dollars, ou de 74 %, par rapport à la même période l'an dernier, ce qui reflète l'incidence de charges de 211 millions de dollars après impôts en rapport avec la détérioration des marchés financiers et des pertes de 16 millions de dollars subies par notre secteur des produits de base. Si on fait abstraction de ces éléments significatifs, le revenu net s'élève à 275 millions de dollars, soit une hausse de 87 millions de dollars ou de 47 % comparativement à la même période l'an dernier.

Le trimestre a été difficile pour le groupe et pour de nombreuses autres banques d'affaires, les inquiétudes concernant la qualité des actifs ayant eu des effets défavorables sur les liquidités, les écarts de taux et les évaluations. Pour la plupart des produits, le niveau d'activité a baissé par rapport aux trois premiers trimestres de l'exercice.

Les pertes sur produits de base ont fortement diminué par rapport aux trois premiers trimestres. Nous avons réduit la taille et les risques de ce portefeuille au cours du trimestre dans le cadre de nos activités de négociation.

Pour l'exercice, le revenu net s'établit à 425 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 435 millions par rapport à l'an dernier. Si on fait abstraction des charges de 211 millions de dollars inscrites au quatrième trimestre et des pertes de 440 millions après impôts dans le secteur des produits de base, le revenu net s'établit à 1 076 millions de dollars, soit une hausse de 216 millions, ou de 25 %, grâce à une bonne performance dans plusieurs secteurs. Les secteurs des fusions et acquisitions et des prises fermes de titres de participation ont eu énormément de succès en 2007, tandis que les commissions sur prêts et les autres commissions

augmentaient fortement. Nous avons maintenu notre rythme et BMO Marchés des capitaux a conservé sa position de chef de file dans le secteur des services de base tarifés à haut rendement au Canada. Notre part de marché a diminué par rapport au trimestre précédent, mais le montant global des fonds mobilisés aux fins des transactions auxquelles nous participons a augmenté. Au cours du trimestre, nous avons participé à 100 nouvelles émissions, soit 26 souscriptions de titres de créance d'entreprises, 3 émissions d'actions privilégiées, 48 transactions portant sur des actions ordinaires et 23 émissions de titres de créance d'administrations publiques, pour un total de 39 milliards de dollars. Nous avons également agi à titre de conseillers financiers pour plusieurs importantes opérations de fusions et acquisitions.

Au cours du trimestre, nos services de recherche sur les actions se sont classés en tête du rapport Brendan Wood International au Canada pour une 27^e année de suite. Nous avons lancé une nouvelle gamme de services de gestion de trésorerie internationaux, grâce auxquels les entreprises du Canada et des États-Unis peuvent plus facilement faire

des affaires dans le monde entier à partir de leur pays. Nos services bancaires mondiaux sont parmi les premiers de leur catégorie à être offerts au Canada, grâce à nos efforts incessants pour assurer un service à la clientèle intégré. Nous avons également établi un bureau de vente et de négociation à Londres, une initiative qui permettra à BMO de consolider son excellente position sur le marché des changes en dollars canadiens.

Cibles de rendement

En raison de l'importance des pertes subies par notre secteur des produits de base cette année et des dévaluations liées aux marchés financiers effectuées au quatrième trimestre, nous n'avons pas pu atteindre la plupart de nos cibles financières de l'exercice. Nos cibles pour 2008 ont été établies en tenant compte de notre performance en 2007 et de nos attentes concernant l'économie pour l'année qui vient.

Cibles pour l'exercice 2007¹

- Croissance du RPA de 5 % à 10 % par rapport au montant de base de 5,11 \$ (excluant les changements à la provision générale)
- RCP de 18 % à 20 %
- Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances de 400 millions de dollars ou moins

À la fin du deuxième trimestre, nous avons estimé que les dotations à la provision spécifique seraient de 300 millions de dollars ou moins pour l'exercice 2007.

- Amélioration de notre ratio de productivité avant amortissement de 100 à 150 points de base

1 Excluant les charges de restructuration

Résultats au 31 octobre 2007²

- RPA de 4,38 \$, soit une baisse de 14,3 % par rapport au RPA de 5,11 \$ il y a un an
- RCP de 15,3 %
- Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances de 303 millions de dollars

- Détérioration du ratio de productivité avant amortissement de 473 points de base

- Ratio du capital de première catégorie³ de 9,51 %

2 Les données ci-dessus relatives aux résultats de 2007 excluent l'incidence des changements à la provision générale et aux charges de restructuration. Après avoir exclu également l'incidence des pertes sur produits de base, le RPA était de 5,24 \$, soit une hausse de 2,5 % par rapport à 5,11 \$ il y a un an, le RCP était de 18,4 % et le ratio de productivité s'était détérioré de 37 points de base.

3 Notre politique était de maintenir un ratio du capital de première catégorie d'au moins 8,0 %. Il ne s'agissait pas d'une cible financière en 2007.

Cibles financières pour l'exercice 2008²

- Croissance du RPA de 10 % à 15 % par rapport au montant de base de 5,24 \$¹ (excluant les changements à la provision générale)
- RCP de 18 % à 20 %
- Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances de 475 millions de dollars ou moins

- Croissance du revenu supérieure de deux points de pourcentage à celle des frais

- Ratio du capital de première catégorie d'au moins 8,0 %

Les données du tableau ci-dessus sont des montants et des mesures non conformes aux PCGR. Voir plus haut la note 2 des Points saillants des résultats et, plus loin, la section Mesures non conformes

aux PCGR qui portent sur l'utilisation des mesures non conformes aux PCGR dans le présent document.

La section qui précède et le tableau ci-dessus contiennent des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Perspectives économiques et conjoncture du marché

L'économie canadienne a progressé à un rythme modéré en 2007, la très forte demande intérieure ayant été partiellement neutralisée par l'affaiblissement des exportations. Le resserrement des conditions de crédit au cours de l'été n'a pas encore eu de répercussions défavorables sur la croissance. Les dépenses des consommateurs ont été soutenues par de solides gains dans les domaines de l'emploi et du revenu, ce qui a favorisé la croissance des prêts aux particuliers. L'activité du marché de l'habitation est restée forte, stimulant le secteur des prêts hypothécaires à l'habitation. Les entreprises ont beaucoup investi pour accroître leurs capacités, ce qui a favorisé la croissance du crédit aux entreprises. La vigueur du dollar canadien a maintenu l'inflation à un bas niveau, en dépit de la hausse du prix du pétrole et du plus bas taux de chômage en 33 ans.

Le niveau élevé des prix des produits de base a stimulé la croissance des revenus du secteur des ressources, favorisant fortement les activités des secteurs des prises fermes et des fusions et acquisitions au cours de la première moitié de l'année. La Banque du Canada a haussé le taux d'emprunt à un jour de 25 points de base en juillet, avant de décider de ne pas intervenir lorsque sont apparues des

inquiétudes concernant le crédit et les liquidités sur les marchés vers la fin de l'été. L'économie des États-Unis a progressé à un rythme modéré en 2007, ralentissant comparativement à l'année précédente en raison de l'affaiblissement du marché de l'habitation et de la hausse des coûts de l'énergie. La hausse des taux de défaillance et la baisse des ventes ont stimulé l'offre de maisons invendues, ce qui a entraîné la baisse des prix des maisons. Même si la croissance des prêts hypothécaires à l'habitation a poursuivi son ralentissement, la progression des prêts aux particuliers et aux entreprises s'est maintenue. En septembre, la Réserve fédérale américaine a baissé les taux d'intérêt pour la première fois en plus de quatre ans, en réaction aux risques que court l'économie en raison du resserrement des conditions de crédit et de l'affaiblissement du marché de l'habitation.

En 2008, l'économie canadienne, freinée par la faiblesse de l'économie des États-Unis et la vigueur du dollar canadien, devrait continuer à croître modérément. Le ralentissement de l'activité du marché de l'habitation, attribuable à une baisse de la capacité financière, atténuera probablement la demande de prêts hypothécaires à l'habitation. En revanche, les investissements des entreprises devraient demeurer considérables grâce à la santé des bilans des entreprises, favorisant ainsi la croissance des prêts aux entreprises. Les taux d'intérêt devraient baisser modérément en 2008. Même si le dollar canadien demeurera fort par rapport à un dollar américain généralement faible, il devrait faiblir quelque peu en 2008 en réaction à la baisse des prix des produits de base. L'économie

américaine devrait continuer à croître modérément en 2008, la faiblesse du marché de l'habitation étant partiellement compensée par les effets favorables de l'assouplissement de la politique monétaire et de l'augmentation de la valeur nette des exportations découlant de la croissance rapide de l'économie mondiale et de l'affaiblissement du dollar américain. La croissance devrait reprendre au cours de la deuxième moitié de l'année, lorsque le marché de l'habitation sortira de son marasme. La demande de prêts aux particuliers et aux entreprises devrait continuer à croître modérément, même s'il est à prévoir que la croissance des prêts hypothécaires à l'habitation ralentira encore. On s'attend à ce que la Réserve fédérale américaine baisse de nouveau ses taux au début de 2008.

Au quatrième trimestre, BMO a comptabilisé des charges de 318 millions de dollars (211 millions après impôts) relativement à certaines activités de négociation et des rajustements d'évaluation attribuables à la détérioration des marchés financiers. Les charges comprenaient une somme de 169 millions de dollars en rapport avec des positions de négociation liées à des crédits structurés et des actions privilégiées; une somme de 134 millions relative à du papier commercial adossé à des actifs (PCAA) canadien; et une somme de 15 millions relative à des billets de capital dans les entités de gestion de placements structurés Links Finance Corporation (Links) et Parkland Finance Corporation (Parkland).

Les charges liées au PCAA canadien sont constituées de 80 millions de dollars pour notre investissement dans du papier commercial émis par des conduits soutenus par BMO, et de 54 millions de dollars pour notre investissement dans du papier commercial émis par des conduits non soutenus par des banques. Les deux dévaluations reposent sur un rajustement estimatif à la valeur de marché de 15 %. BMO ne s'est engagé à fournir de concours de trésorerie à aucun des conduits ci-dessus.

Les positions sous-jacentes du conduit ci-dessus soutenu par BMO sont cotées « super senior » AAA, et les risques qu'elles comportent sont ceux de titres de créances d'entreprise de haute qualité sous forme de titres adossés à des instruments de dettes. Ce conduit ne comporte aucun risque direct lié à des prêts hypothécaires à risques des États-Unis. Nous sommes en discussion avec des contreparties relativement aux façons possibles de restructurer ce conduit.

La réalisation de notre investissement dans les conduits non soutenus par des banques dépendra du résultat de l'entente conclue entre certains conduits canadiens émetteurs de PCAA, non soutenus par les banques, et certains investisseurs, connue sous le nom de « Proposition de Montréal ».

La charge de 15 millions de dollars pour les billets de capital dans les entités de gestion de placements structurés Links et Parkland a réduit la valeur comptable des billets de capital de BMO à 53 millions de dollars. Il y a environ 2,2 milliards de dollars de billets de capital en cours dans le conduit. Au cours du trimestre, BMO a accepté de participer aux billets de créances prioritaires de ces entités jusqu'à concurrence d'environ 1,3 milliard de dollars en plus de notre engagement existant à fournir des concours de trésorerie de 221 millions de dollars, pour un engagement total d'environ 1,6 milliard ou de 8 % de la créance prioritaire totale en cours au 31 octobre 2007. À cette date, BMO avait acheté environ pour 350 millions de billets de capital dans les entités de gestion de placements structurés. Après la fin de l'exercice, BMO a acheté des billets prioritaires pour un autre montant de 900 millions de dollars.

Les actifs des entités de gestion de placements structurés sont des actifs structurés, bancaires et non bancaires, ayant une cote de catégorie investissement. Selon des agences de cotation externes, les actifs de ces entités sont de premier ordre et comprennent plus de 60 % d'actifs ayant une cote AAA, plus de 85 % d'actifs ayant une cote AA ou supérieure et 99 % d'actifs ayant une cote A ou supérieure. Moins de 0,01 % des actifs sont directement exposés à des prêts hypothécaires à risques aux États-Unis.

Étant donné le montant de nos investissements dans les PCAA et les entités de gestion de placements structurés, et étant donné l'incertitude dans les conditions des marchés financiers, l'évaluation de ces investissements pourraient subséquemment être l'objet de gains et pertes en raison des variations de la valeur de marché.

La présente section Perspectives économiques et conjoncture du marché contient des déclarations prospectives. Voir la section Mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Rapport de gestion

Les commentaires contenus dans ce Rapport de gestion sont en date du 27 novembre 2007. Sauf indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens et ont été établis à partir d'états financiers préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Le présent Rapport de gestion doit être lu en se reportant aux états financiers consolidés non vérifiés pour la période terminée le 31 octobre 2007, qui sont inclus dans le présent document, et au Rapport de gestion de l'exercice terminé le 31 octobre 2006, qui est inclus dans le Rapport annuel 2006 de BMO. L'information qui précède cette section fait partie du présent Rapport de gestion.

La Banque de Montréal utilise une marque unifiée reliant toutes les sociétés membres de l'organisation. La Banque de Montréal et ses filiales sont désignées par l'appellation BMO Groupe financier. Ainsi, dans le présent document, les appellations BMO et BMO Groupe financier désignent la Banque de Montréal ainsi que ses filiales.

Sommaire des résultats

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T4-2007	Augmentation (Diminution) c. T4-2006		Augmentation (Diminution) c. T3-2007		Exercice 2007	Augmentation (Diminution) c. exercice 2006	
Revenu selon les états financiers	2 200	(261)	(11 %)	(355)	(14%)	9 349	(636)	(6 %)
Rajustement sur une base d'imposition comparable (bic)	44	11	33 %	(10)	(19%)	180	53	42 %
Revenu (bic) 1)	2 244	(250)	(10 %)	(365)	(14 %)	9 529	(583)	(6 %)
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances	101	50	+100 %	10	11 %	303	92	44 %
Augmentation de la provision générale	50	85	+100 %	50	+100 %	50	85	+100 %
Dotation totale à la provision pour pertes sur créances	151	135	+100 %	60	66 %	353	177	+100 %
Frais autres que d'intérêts	1 631	18	1 %	(28)	(2 %)	6 442	89	1 %
Charge de restructuration	24	24	+100 %	24	+100 %	159	159	+100 %
Total des frais autres que d'intérêts	1 655	42	3 %	(4)	-	6 601	248	4 %
Impôts sur les bénéfices selon les états financiers	(77)	(194)	(+100 %)	(204)	(+100 %)	189	(528)	(+100 %)
Rajustement sur une base d'imposition comparable	44	11	33 %	(10)	(19 %)	180	53	42 %
Impôts sur les bénéfices (bic) 1)	(33)	(183)	(+100 %)	(214)	(+100 %)	369	(475)	(56 %)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	19	-	-	1	5 %	75	(1)	(1 %)
Revenu net	452	(244)	(35 %)	(208)	(32 %)	2 131	(532)	(20 %)
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	9	-	-	(1)	(10 %)	38	2	6 %
Revenu net avant amortissement 1)	461	(244)	(35 %)	(209)	(31 %)	2 169	(530)	(20 %)
Résultat de base par action (en dollars)	0,89	(0,48)	(35 %)	(0,41)	(32 %)	4,18	(1,07)	(20 %)
Résultat dilué par action (en dollars)	0,87	(0,48)	(36 %)	(0,41)	(32 %)	4,11	(1,04)	(20 %)
Résultat dilué par action avant amortissement (en dollars) 1)	0,89	(0,48)	(35 %)	(0,41)	(32 %)	4,18	(1,05)	(20 %)
Rendement des capitaux propres (RCP)	12,2 %		(7,2 %)		(5,8 %)	14,4 %		(4,8 %)
RCP avant amortissement 1)	12,5 %		(7,1 %)		(5,7 %)	14,7 %		(4,8 %)
Ratio de productivité	75,2 %		9,7 %		10,3 %	70,6 %		7,0 %
Ratio de productivité (bic) 1)	73,7 %		9,1 %		10,2 %	69,3 %		6,5 %
Ratio de productivité avant amortissement (bic) 1)	73,3 %		9,1 %		10,1 %	68,8 %		6,4 %
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif	1,47 %		(0,31 %)		(0,14 %)	1,59 %		(0,22 %)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic) 1)	1,53 %		(0,30 %)		(0,15 %)	1,65 %		(0,21 %)
Taux d'imposition effectif	(19,3 %)		(33,4 %)		(35,0 %)	7,9 %		(12,9 %)
Taux d'imposition effectif (bic) 1)	(7,4 %)		(24,8 %)		(28,4 %)	14,3 %		(9,2 %)
Ratios de capital								
Ratio du capital de première catégorie	9,51		(0,71 %)		0,22 %	9,51 %		(0,71 %)
Ratio du capital total	11,74		(0,02 %)		0,56 %	11,74 %		(0,02 %)
Revenu net :								
Services bancaires Particuliers et entreprises	316	20	7 %	(60)	(16 %)	1 364	107	9 %
PE Canada	284	12	4 %	(66)	(19 %)	1 250	108	9 %
PE États-Unis	32	8	35 %	6	22 %	114	(1)	(1 %)
Groupe Gestion privée	107	23	27 %	2	1 %	408	53	15 %
BMO Marchés des capitaux	48	(140)	(74 %)	(148)	(75 %)	425	(435)	(51 %)
Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations	(19)	(147)	(+100 %)	(2)	(11 %)	(66)	(257)	(+100 %)
Revenu net de BMO Groupe financier	452	(244)	(35 %)	(208)	(32 %)	2 131	(532)	(20 %)

1) Montants et mesures non conformes aux PCGR. Voir plus haut la note 2 des Points saillants des résultats et, plus loin, la section Mesures non conformes aux PCGR qui portent sur l'utilisation des mesures non conformes aux PCGR dans le présent document.

Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière

Le Rapport annuel de BMO contiendra une déclaration signée par le président et chef de la direction et par le vice-président à la direction – Finances et trésorier et chef des finances intérimaire, faisant état de la responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière contenue dans le rapport. En outre, le chef de la direction et le chef des finances intérimaire de BMO prévoient de signer des attestations certifiant l'exactitude de l'information financière contenue dans nos documents d'information annuels ainsi que la conception et l'efficacité de nos contrôles et procédures de communication de l'information et le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Le contrôle interne de BMO à l'égard de l'information financière comprend des normes et méthodes qui : concernent la tenue de dossiers suffisamment détaillés pour donner une image précise et fidèle des opérations et des cessions d'actifs de BMO; fournissent une assurance raisonnable que les opérations sont comptabilisées comme il se doit pour permettre l'établissement des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada et aux exigences de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, le cas échéant, et que les encaissements et décaissements de BMO ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et des administrateurs de BMO; et fournissent une assurance raisonnable que toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée des actifs de BMO qui pourrait avoir une incidence importante sur ses états financiers est interdite ou détectée à temps.

En raison de ses limites inhérentes, il est possible que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de détecter les inexactitudes. De plus, les projections d'une appréciation d'efficacité sur les périodes futures comportent le risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements dans les conditions, ou que le degré de conformité aux normes et méthodes se détériore.

En rapport avec l'examen des pertes de son secteur des produits de base effectué par BMO Groupe financier, BMO a déterminé à la fin du deuxième trimestre qu'une méthode plus appropriée d'évaluation en fonction du marché devrait être utilisée pour évaluer le portefeuille des produits de base et que le processus de vérification indépendante des prix auparavant suivi par BMO n'a pas permis de déceler les écarts de prix. Ces facteurs, ainsi que les préoccupations accrues concernant la fiabilité des prix obtenus du principal courtier de BMO et utilisés dans l'évaluation faite pour le premier trimestre, ont entraîné le retraitement des états financiers précédemment publiés par BMO pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007.

À la lumière de ce qui précède, BMO a effectué les changements suivants aux deuxième, troisième et quatrième trimestres :

- suspension de deux de nos spécialistes des produits de base; ces personnes ne travaillent plus pour BMO;
- changement de la structure hiérarchique à l'intérieur de BMO Marchés des capitaux relativement au secteur des produits de base, nomination d'un nouveau chef des négociations pour le secteur de l'énergie et embauche d'employés clés;
- suspension de nos relations avec le principal courtier utilisé pour l'évaluation au premier trimestre;
- modification de notre processus de vérification indépendante des prix afin d'y intégrer une méthode plus appropriée d'évaluation en fonction du marché nous permettant d'évaluer régulièrement notre portefeuille des produits de base à la valeur de marché;
- surveillance accrue de la part de la direction, mise en place de nouvelles limites de risques et réduction des limites de risque existantes.

À l'exception des changements ci-dessus, il n'y a eu aucun changement au cours de l'exercice 2007 à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu un effet important, ou qui est raisonnablement susceptible d'avoir un effet important, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière. La direction de BMO Groupe financier, y compris le chef de la direction et le chef des finances intérimaire, a évalué l'efficacité de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière selon les critères du document intitulé *Internal Control – Integrated Framework*, publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission. En s'appuyant sur cette évaluation, la direction s'attend à conclure que le contrôle interne exercé à l'égard de l'information financière a été efficace en date du 31 octobre 2007.

En décembre 2007, lorsque nous déposerons notre Rapport annuel et d'autres documents d'information annuels, BMO déposera les certifications canadiennes et américaines applicables émises par le chef de la direction et le chef des finances intérimaire auprès des autorités canadiennes en valeurs mobilières et de la SEC des États-Unis.

Comme lors des trimestres précédents, le Comité de vérification de BMO a examiné le présent document et les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ci-joints, et le Conseil d'administration de BMO a approuvé ces documents avant leur publication.

On trouvera une analyse détaillée de nos secteurs d'activité, de nos stratégies et de nos objectifs dans la section Rapport de gestion du Rapport annuel 2006 de BMO, accessible sur notre site Web à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs. Nous invitons également les lecteurs à visiter ce site pour y obtenir d'autres renseignements financiers trimestriels.

Mise en garde concernant les déclarations prospectives

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Le présent document contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans d'autres documents déposés auprès des organismes canadiens de réglementation ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la Private Securities Litigation Reform Act, loi américaine de 1995, et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et elles sont conçues comme des déclarations prospectives aux termes de ces lois. Les déclarations prospectives peuvent comprendre notamment des observations concernant nos objectifs et nos priorités pour l'exercice 2007 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles, nos attentes concernant notre situation financière ou le cours de nos actions et les résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne et américaine.

De par leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes. Il existe un risque appréciable que les prévisions, pronostics, conclusions ou projections se révèlent inexacts, que nos hypothèses soient erronées et que les résultats réels diffèrent sensiblement de ces prévisions, pronostics, conclusions ou projections. Nous conseillons aux lecteurs du présent document de ne pas se fier indûment à ces déclarations, étant donné que les résultats réels, les conditions, les actions ou les événements futurs pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs.

Les résultats réels ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment la situation économique générale dans les pays où nous sommes présents, les fluctuations des taux d'intérêt et de change, les changements de politique monétaire, l'intensité de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons, les changements de législation, les procédures judiciaires ou démarches réglementaires, l'exactitude ou l'exhaustivité de l'information que nous obtenons sur nos clients et nos contreparties, notre capacité de mettre en œuvre nos plans stratégiques, de conclure des acquisitions et d'intégrer les entreprises acquises, les estimations comptables critiques, les risques opérationnels et infrastructurels, la situation politique générale, les activités des marchés financiers internationaux, les répercussions de guerres ou d'activités terroristes sur nos activités, les répercussions de maladies sur les économies locales, nationales ou mondiale, et les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les perturbations des services de transport et de communication et des systèmes d'alimentation en énergie ou en eau et les changements technologiques.

Nous tenons à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. D'autres facteurs pourraient influencer défavorablement sur nos résultats. Pour de plus amples renseignements, le lecteur peut se reporter aux pages 28 et 29 du Rapport annuel 2006 de BMO, qui décrit en détail certains facteurs clés susceptibles d'influer sur les résultats futurs de BMO. Les investisseurs et les autres personnes qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de la Banque de Montréal doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. La Banque de Montréal ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par elle-même ou en son nom.

Les hypothèses relatives au comportement des économies canadienne et américaine en 2008 et aux conséquences de ce comportement sur nos activités sont des facteurs importants dont nous tenons compte lors de l'établissement de nos priorités et objectifs stratégiques et de nos cibles financières, y compris notre dotation à la provision pour pertes sur créances. Selon certaines de nos principales hypothèses, l'économie canadienne croîtra à un rythme modéré en 2008 tandis que l'économie américaine progressera de façon modeste et le taux d'inflation demeurera bas en Amérique du Nord. Nous avons également supposé que les taux d'intérêt diminueraient légèrement au Canada et aux États-Unis en 2008 et que le dollar canadien s'échangerait à peu près à parité avec le dollar américain à la fin de 2008. Pour élaborer nos prévisions en matière de croissance économique, en général et dans le secteur des services financiers, nous utilisons principalement les données économiques historiques fournies par les administrations publiques du Canada et des États-Unis et leurs agences. Les hypothèses relatives aux modalités des ententes que nous concluons pour transférer notre passif lié aux échanges de récompenses dans le cadre de notre programme de fidélisation de clients titulaires de cartes de crédit, ou pour modifier la structure de coûts de ce programme, sont des facteurs importants dont nous avons tenu compte dans l'évaluation des changements prévus quant aux coûts courants du programme. Les lois fiscales en vigueur dans les pays où nous sommes présents, principalement le Canada et les États-Unis, sont des facteurs importants dont nous devons tenir compte pour déterminer notre taux d'imposition effectif normal.

Documents déposés auprès des organismes de réglementation

Nos documents d'information continue, y compris nos documents intermédiaires, Rapport de gestion annuel, États financiers consolidés vérifiés, Notice annuelle et Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et circulaire de sollicitation de procurations, sont accessibles sur notre site Web, à www.bmo.com/relationinvestisseurs, sur le site des autorités canadiennes en valeurs mobilières, à www.sedar.com, et dans la section EDGAR du site Web de la SEC, à www.sec.gov.

Mesures non conformes aux PCGR

Pour évaluer ses résultats, BMO utilise à la fois des mesures conformes aux PCGR et certaines mesures non conformes aux PCGR. Les organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières exigent que les entreprises préviennent les lecteurs que les résultats et les autres mesures rajustés en fonction de critères autres que les PCGR n'ont pas une signification standard selon les PCGR et sont difficilement comparables avec des mesures similaires utilisées par d'autres entreprises. Le tableau suivant rapproche les mesures non conformes aux PCGR, que la direction surveille régulièrement, et leurs équivalents selon les PCGR.

La direction déclare des montants rajustés pour tenir compte de certains éléments significatifs. Les montants et mesures indiqués sur une base qui exclut les éléments significatifs sont considérés comme utiles car ils sont susceptibles de mieux refléter l'évolution des résultats d'exploitation. Ces éléments significatifs comprennent : les pertes sur produits de base en 2007 et la rémunération liée au rendement connexe, les charges liées à la détérioration des marchés financiers au quatrième trimestre de 2007, les charges de restructuration comptabilisées au premier et quatrième trimestres et les changements apportés à la provision générale pour pertes sur créances. Comme ces charges ne sont généralement pas régulières, les rajustements qui en tiennent compte sont utiles pour évaluer les tendances des résultats trimestriels.

Les mesures du revenu net avant amortissement et du ratio de productivité avant amortissement peuvent faciliter la comparaison de deux périodes où il s'est produit une acquisition, surtout parce que l'amortissement des actifs incorporels peut ne pas avoir été considéré comme charge pertinente au moment de la décision d'achat. Les mesures du résultat par action (RPA) avant amortissement sont aussi utiles parce que les analystes s'y intéressent souvent et que le RPA avant amortissement est utilisé par Thomson First Call pour surveiller les prévisions de résultats faites par des tiers et dont les médias font souvent état. Les mesures avant amortissement ajoutent l'amortissement après impôts des actifs incorporels aux résultats selon les PCGR pour en tirer les mesures du revenu net avant amortissement (et du RPA avant amortissement correspondant) et retranchent l'amortissement des actifs incorporels des frais autres que d'intérêts pour en tirer les mesures de la productivité avant amortissement.

BMO, comme plusieurs autres banques, analyse son revenu, et les ratios établis d'après son revenu, sur une base d'imposition comparable (bic). Selon cette méthode, on augmente les revenus calculés selon les PCGR et la provision pour impôts sur les bénéfices déterminée selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains titres exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'imposition prévu par la loi. Pour plus de cohérence, le taux d'imposition effectif est également analysé sur une base d'imposition comparable. L'analyse sur une base d'imposition comparable permet de neutraliser l'effet, sur les ratios, d'avoir investi dans des titres exonérés d'impôt ou assortis d'avantages fiscaux plutôt que dans des titres entièrement imposables et aux rendements plus élevés. Elle atténue les distorsions des ratios, entre les périodes et entre les institutions, liées au choix de placements assortis d'avantages fiscaux ou imposables. Dans le présent Rapport de gestion, tous les montants de revenus et d'impôts et les ratios correspondants sont présentés sur une base d'imposition comparable, à moins d'indication contraire.

Le profit économique net est le revenu net avant amortissement attribuable aux actionnaires ordinaires, moins une charge au titre du capital, et constitue une mesure efficace de la valeur économique ajoutée.

Mesures conformes aux PCGR et mesures connexes non conformes aux PCGR utilisées dans le Rapport de gestion

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T4-2007	T3-2007	T4-2006	Exercice 2007	Exercice 2006
Revenu net d'intérêts selon les états financiers a)	1 196	1 247	1 215	4 843	4 744
Revenu autre que d'intérêts	1 004	1 308	1 246	4 506	5 241
Revenu selon les états financiers b)	2 200	2 555	2 461	9 349	9 985
Rajustement sur une base d'imposition comparable (bic) c)	44	54	33	180	127
Revenu net d'intérêts (bic) (a+c) d) 1)	1 240	1 301	1 248	5 023	4 871
Revenu autre que d'intérêts	1 004	1 308	1 246	4 506	5 241
Revenu (bic) e) 1)	2 244	2 609	2 494	9 529	10 112
Provision pour impôts sur les bénéfices selon les états financiers i)	(77)	127	117	189	717
Rajustement sur une base d'imposition comparable	44	54	33	180	127
Provision pour impôts sur les bénéfices (bic) g) 1)	(33)	181	150	369	844
Frais autres que d'intérêts h)	1 631	1 659	1 613	6 442	6 353
Charge de restructuration i)	24	-	-	159	-
Total des frais autres que d'intérêts j)	1 655	1 659	1 613	6 601	6 353
Amortissement des actifs incorporels	(11)	(11)	(11)	(46)	(44)
Frais avant amortissement k) 1)	1 644	1 648	1 602	6 555	6 309
Revenu net l)	452	660	696	2 131	2 663
Amortissement des actifs incorporels, déduction faite des impôts sur les bénéfices	9	10	9	38	36
Revenu net avant amortissement m) 1)	461	670	705	2 169	2 699
Dividendes sur actions privilégiées	(12)	(9)	(8)	(43)	(30)
Charge au titre du capital 1)	(378)	(381)	(372)	(1 523)	(1 439)
Profit économique net 1)	71	280	325	603	1 230
Charge de restructuration i)	24	-	-	159	-
Impôts sur les bénéfices	9	-	-	56	-
Incidence nette de la restructuration n)	15	-	-	103	-
Pertes sur produits de base o)	24	149	-	853	-
Rémunération liée au rendement p)	-	-	-	(120)	-
Impôts sur les bénéfices connexes	8	52	-	293	-
Incidence nette des pertes sur produits de base q)	16	97	-	440	-
Charges liées à la détérioration des marchés financiers t)	318	-	-	318	-
Impôts sur les bénéfices	107	-	-	107	-
Incidence nette des charges liées à la situation des marchés financiers r)	211	-	-	211	-
Augmentation (diminution) de la provision générale	50	-	(35)	50	(35)
Impôts sur les bénéfices	17	-	12	17	12
Incidence nette de la variation de la provision générale s)	33	-	(23)	33	(23)
Incidence nette des éléments significatifs (n+q+r+s) 2)	275	97	(23)	787	(23)

Mesures conformes aux PCGR et mesures connexes non conformes aux PCGR utilisées dans le Rapport de gestion

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T4-2007	T3-2007	T4-2006	Exercice 2007	Exercice 2006
Ratio de productivité (%) ((j/b) x 100)	75,2	64,9	65,5	70,6	63,6
Ratio de productivité (bic) 1) (%) ((j/e) x 100)	73,7	63,6	64,6	69,3	62,8
Ratio de productivité avant amortissement (bic) 1) (%) ((k/e) x 100)	73,3	63,2	64,2	68,8	62,4
Marge nette d'intérêts annualisée (%) ((a/actif productif moyen) x 100)	1,47	1,61	1,78	1,59	1,81
Marge nette d'intérêts (bic) annualisée 1) (%) ((d/actif productif moyen) x 100)	1,53	1,68	1,83	1,65	1,86
RPA (à partir du revenu net) (en dollars)	0,87	1,28	1,35	4,11	5,15
RPA avant amortissement 1) (à partir du revenu net avant amortissement) (en dollars)	0,89	1,30	1,37	4,18	5,23
Taux d'imposition effectif (%) (f/revenu avant impôts sur les bénéfices)	(19,3)	15,7	14,1	7,9	20,7
Taux d'imposition effectif (bic) (%) 1) (g/revenu avant impôts sur les bénéfices plus rajustement bic)	(7,4)	21,0	17,4	14,3	23,6

Mesures sur une base excluant l'incidence des éléments significatifs 1)

Revenu (bic) (e+o+t) 3)	2 586	2 758	2 494	10 700	10 112
Frais (j-i-p) 4)	1 631	1 659	1 613	6 562	6 353
Frais avant amortissement (k-i-p) 5)	1 620	1 648	1 602	6 516	6 309
Revenu net (l + 2)	727	757	673	2 918	2 640
Revenu net avant amortissement (m + 2)	736	767	682	2 956	2 976
Ratio de productivité (bic) (%) (4/3) x 100	63,1	60,2	64,6	61,3	62,8
Ratio de productivité avant amortissement (bic) (%) (5/3) x 100	62,7	59,7	64,2	60,9	62,4
RPA (à partir du revenu net, excluant les éléments significatifs)	1,42	1,47	1,31	5,66	5,11
RPA avant amortissement (à partir du revenu net avant amortissement, excluant les éléments significatifs)	1,44	1,49	1,33	5,73	5,19
RCP (à partir du revenu net, excluant les éléments significatifs)	19,9	20,6	18,8	19,8	19,1
Taux d'imposition effectif (bic) (%) (g + impôts sur les éléments significatifs)/(revenu avant impôts sur les bénéfices + rajustement bic + incidence des éléments significatifs excluant impôts)	12,6	23,1	16,7	22,0	23,5

1) Montants ou mesures non conformes aux PCGR.

Change

Le taux de change moyen du dollar canadien par rapport au dollar américain a augmenté de 7 % au quatrième trimestre, après avoir gagné presque autant au troisième trimestre. Au 31 octobre 2007, la valeur du dollar canadien avait encore augmenté et atteignait 0,945 \$ par dollar américain. Le tableau suivant fait état des taux de change moyens entre les dollars canadien et américain et de l'incidence des fluctuations de ces taux. Au début de chaque trimestre, BMO prend part à des opérations de couverture destinées à compenser partiellement l'effet avant impôts des fluctuations du taux de change au cours du trimestre sur son revenu net en dollars américains pour ce trimestre. Habituellement, ces opérations atténuent partiellement l'incidence des fluctuations du taux de change à l'intérieur d'un trimestre. Les opérations de couverture ne visent cependant pas à annuler l'incidence des fluctuations du taux de change d'une année à l'autre.

Dans les périodes futures, les gains ou les pertes résultant de ces opérations de couverture seront déterminés à la fois par les fluctuations monétaires futures et par la valeur des opérations de couverture sous-jacentes futures, car les transactions sont conclues chaque trimestre en rapport avec le revenu net prévu en dollars américains des trois prochains mois. Les effets des fluctuations du taux de change sur nos investissements dans des établissements à l'étranger sont analysés dans la section Impôts sur les bénéfices.

Effets des fluctuations du taux de change par rapport au dollar américain sur les résultats de BMO

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T4-2007		Exercice 2007
	c. T4-2006	c. T3-2007	c. exercice 2006
Taux de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)			
Période courante	0,9986	0,9986	1,0926
Période précédente	1,1153	1,0673	1,1322
Revenu diminué	(67)	(39)	(87)
Frais diminués	45	27	57
Dotation à la provision pour pertes sur créances diminuée	7	4	9
Impôts sur les bénéfices diminués	6	3	5
Revenu net diminué avant gains sur opérations de couverture	(9)	(5)	(16)
Gains sur opérations de couverture	13	13	21
Impôts sur les bénéfices	(4)	(4)	(7)
Revenu net augmenté (diminué)	-	4	(2)

Revenu net

Comparaison du quatrième trimestre de 2007 et du quatrième trimestre de 2006

Le revenu net selon les états financiers s'établit à 452 millions de dollars pour le quatrième trimestre de 2007, soit une baisse de 244 millions comparativement à la même période l'an dernier. Le résultat par action se chiffre à 0,87 \$, alors qu'il était de 1,35 \$. Les résultats comprennent des pertes de 275 millions de dollars après impôts, dues à des charges liées à la détérioration des marchés financiers, des pertes dans notre secteur des produits de base, une augmentation de la provision générale et une charge de restructuration. Abstraction faite de ces éléments significatifs, le revenu net s'élève à 727 millions de dollars, soit une augmentation de 54 millions par rapport à la même période l'an dernier, après rajustement pour tenir compte de la réduction de la provision générale l'an dernier.

Le revenu net de PE Canada a augmenté de 12 millions de dollars. Les volumes d'un certain nombre de produits ont nettement augmenté. Les revenus ont subi l'effet du rétrécissement de la marge nette d'intérêts, alors que les frais augmentaient. Les résultats de PE Canada comprennent aussi un revenu net de 6 millions de dollars provenant de trois éléments : un gain de 107 millions de dollars (83 millions après impôts) provenant de la vente d'actions de MasterCard International Inc. et un recouvrement d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs de 43 millions, moins un rajustement de 185 millions de dollars (120 millions après impôts) pour augmenter le passif lié aux futurs échanges de récompenses de notre programme de fidélisation de nos clients titulaires de cartes de crédit.

Le revenu net de PE États-Unis a augmenté de 11 millions de dollars américains, ou de 51 %, grâce à l'acquisition de la First National Bank & Trust, à la réduction des coûts d'intégration des acquisitions et à une gestion de coûts efficace. Les résultats du trimestre sont encourageants et reflètent la stabilité de la marge nette d'intérêts. Si on fait abstraction des coûts d'intégration des acquisitions, le revenu net s'est accru pour un quatrième trimestre de suite et, sur cette base, le ratio de productivité avant amortissement était inférieur à 70 % au quatrième trimestre. Les avantages de la croissance des volumes ont toutefois été en grande partie neutralisés par le rétrécissement de la marge nette d'intérêts.

Le groupe Gestion privée a augmenté son revenu net de 23 millions de dollars ou de 27 %. La croissance des revenus de l'ensemble des secteurs n'a été que partiellement neutralisée par l'augmentation des frais liés aux revenus et celle des coûts des investissements visant à stimuler la croissance des revenus.

Le revenu net de BMO Marchés des capitaux a diminué de 140 millions de dollars. Ce résultat s'explique par une charge de 318 millions de dollars (211 millions après impôts) pour certaines activités de négociation et des rajustements d'évaluation liés à la détérioration des marchés financiers, et par une perte de 24 millions (16 millions après impôts) dans notre secteur des produits de base. Les pertes sont expliquées en détail à la page 4 de la section Perspectives économiques et conjoncture du marché. Abstraction faite de ces éléments significatifs, nous avons obtenu de bons résultats dans un certain nombre de secteurs, notamment ceux du crédit, des opérations de change et des revenus de commissions.

Le revenu net des Services d'entreprise a diminué de 147 millions de dollars. Ce résultat comprend une charge de restructuration nette de 24 millions de dollars (15 millions après impôts) et une augmentation de 50 millions (33 millions après impôts) de la provision générale pour pertes sur créances. Les résultats du quatrième trimestre de 2006 comprenaient une réduction de la provision générale pour pertes sur créances de 35 millions de dollars (23 millions après impôts) et les avantages fiscaux découlant de la résolution de problèmes fiscaux et d'un grand nombre de petites initiatives. Les résultats du quatrième trimestre de 2007 comprennent également des recouvrements d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs de 18 millions.

La charge de restructuration nette de 24 millions de dollars résulte d'une charge de 40 millions et d'un recouvrement de 16 millions sur la charge de restructuration de 135 millions comptabilisée au premier trimestre. Les coûts de la réduction du personnel dans les secteurs sans

interaction directe avec la clientèle ont été moins élevés que prévu en raison, principalement, d'un plus grand nombre d'employés réaffectés.

Comparaison du quatrième trimestre de 2007 et du troisième trimestre de 2007

Le revenu net selon les états financiers a diminué de 208 millions de dollars, ou de 32 %, par rapport au troisième trimestre, en grande partie à cause de la détérioration des marchés financiers. Les résultats de nos activités sous-jacentes ont été généralement moins bons qu'au trimestre précédent, ce qui s'explique par la détérioration des marchés financiers et le manque de vigueur du secteur des services bancaires. Les marges nettes d'intérêts de PE Canada ont rétréci en raison de la hausse des coûts de mobilisation des fonds pour les prêts à taux variable alors que la possibilité de répercuter cette hausse sur les clients est limitée. La faiblesse des marchés financiers a nui aux activités de BMO Marchés des capitaux, même si le groupe a augmenté ses gains sur titres de placement. Les résultats du groupe Gestion privée ont été essentiellement semblables à ceux du troisième trimestre, en raison de la baisse des revenus de commissions.

Comparaison de l'exercice 2007 et de l'exercice 2006

Pour l'exercice 2007, le revenu net s'établit à 2 131 millions de dollars, alors qu'il s'élevait à 2 663 millions en 2006, soit un recul de 532 millions. Les résultats de l'exercice ont été marqués par des pertes de 787 millions de dollars après impôts attribuables à des charges liées à la détérioration des marchés financiers, aux pertes dans notre secteur des produits de base, à l'augmentation de la réserve générale et aux charges de restructuration. Si on fait abstraction de ces éléments significatifs, le revenu net s'établit à 2 918 millions de dollars, ce qui représente une progression de 278 millions de dollars ou de 10,5 %, après rajustement pour la réduction de la provision générale au cours de l'exercice précédent.

Notre secteur des produits de base a subi des pertes de 853 millions de dollars (440 millions après impôts et après un rajustement de 120 millions pour la réduction de la rémunération liée au rendement). Nous avons comptabilisé une charge de 318 millions de dollars (211 millions après impôts) en rapport avec la détérioration de la situation des marchés financiers au quatrième trimestre, une augmentation de 50 millions de dollars (33 millions après impôts) de la provision générale, également au quatrième trimestre, et des charges de restructuration de 159 millions de dollars (103 millions après impôts). En

2006, nous avons comptabilisé une réduction de 35 millions de dollars (23 millions après impôts) de la provision générale.

PE Canada a considérablement amélioré sa performance, inscrivant un revenu net record grâce à la forte croissance des volumes de plusieurs produits alors que sa marge nette d'intérêts restait inchangée, l'augmentation des volumes de produits plus profitables ayant été neutralisée par la hausse des coûts de mobilisation de fonds. Le groupe Gestion privée a lui aussi fortement accru son revenu net, qui a atteint un niveau record. Tous ses secteurs d'activité ont contribué à la progression des revenus, mais particulièrement ceux des services de placement traditionnels et des fonds d'investissement. PE États-Unis a légèrement augmenté son revenu net en dollars américains; abstraction faite des coûts d'intégration des acquisitions, ses résultats se sont améliorés à chacun des trimestres. La hausse est attribuable à la croissance des volumes et à la gestion active des frais. Le revenu a subi le contrecoup du rétrocessionnement de la marge nette d'intérêts. Les résultats de BMO Marchés des capitaux ont chuté considérablement à cause des pertes sur produits de base et des charges inscrites au quatrième trimestre en raison de la détérioration des marchés financiers. Si on fait abstraction de ces éléments significatifs, les résultats se sont fortement améliorés. Un certain nombre de secteurs d'activité ont remarquablement bien performé, notamment ceux des fusions et acquisitions, des prises fermes de titres de participation et des commissions, ainsi que certains autres secteurs. Le revenu net des Services d'entreprise a sensiblement diminué, en raison de l'augmentation des dotations à la provision pour pertes sur créances, des charges de restructuration, de la baisse des revenus de titrisation et de la diminution des avantages fiscaux. L'augmentation des dotations à la provision pour pertes sur créances est en partie attribuable à une hausse de la provision générale en 2007, alors qu'elle avait été réduite en 2006.

Revenu

Tel que nous l'expliquons plus haut dans la section Mesures non conformes aux PCGR, BMO, comme plusieurs autres banques, analyse son revenu sur une base d'imposition comparable (bic) et tous les revenus et ratios calculés d'après son revenu dans le présent Rapport de gestion sont établis sur cette base. Les variations du revenu net d'intérêts et du revenu autre que d'intérêts sont analysées dans les sections qui suivent.

Marge nette d'intérêts (bic) *

(en points de base)

	T4-2007	Augmentation (Diminution) c. T4-2006	Augmentation (Diminution) c. T3-2007	Exercice 2007	Augmentation (Diminution) c. exercice 2006
PE Canada	260	(6)	(13)	266	-
PE États-Unis	334	(23)	(3)	337	(30)
Services bancaires Particuliers et entreprises	271	(9)	(12)	277	(5)
Groupe Gestion privée	912	(68)	(45)	966	(33)
BMO Marchés des capitaux	52	(5)	(9)	60	(2)
Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations (T&O)	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.
BMO Groupe financier	153	(30)	(15)	165	(21)
Total des services de détail au Canada**	296	(5)	(12)	302	(1)

* La marge nette d'intérêts est calculée et présentée par rapport à l'actif productif moyen plutôt que par rapport à l'actif total. Cette méthode produit une mesure plus pertinente des marges et de leurs variations.

** La marge totale des services de détail au Canada représente la marge nette d'intérêts des activités combinées des secteurs canadiens de PE Canada et du groupe Gestion privée.

n.s. - non significatif

Revenu net d'intérêts

Comparaison du quatrième trimestre de 2007 et du quatrième trimestre de 2006

Le revenu net d'intérêts s'établit à 1 240 millions de dollars, soit une baisse de 8 millions ou de 0,7 % par rapport à la même période l'an dernier. Le revenu net d'intérêts de BMO Marchés des capitaux a fortement progressé, tandis que celui des Services d'entreprise diminuait en raison de la diminution des remboursements d'intérêts sur les recouvrements d'impôts et de la baisse des revenus de titrisation. L'actif productif moyen a augmenté de 51 milliards de dollars, ou de 19 %, et s'établit à 322 milliards, grâce principalement à la croissance des actifs

de négociation à faible marge et des prêts aux grandes entreprises de BMO Marchés des capitaux, dont l'actif productif moyen s'est accru de 46 milliards de dollars. L'actif productif moyen de PE Canada a augmenté de 5 milliards de dollars grâce à la croissance des prêts dans tous les secteurs sauf ceux des prêts hypothécaires, qui ont diminué comme prévu.

La marge nette d'intérêts globale sur l'actif productif moyen de BMO pour le quatrième trimestre de 2007 se chiffre à 1,53 %, soit 30 points de base de moins qu'au quatrième trimestre de l'an dernier. Les deux principaux facteurs de ce recul de la marge totale de la Banque sont les marges de chacun des groupes et les variations dans l'ampleur des actifs de chaque groupe d'exploitation. La diminution de 30 points de base sur

un an est principalement attribuable à la croissance des actifs à plus faible marge de BMO Marchés des capitaux. Les marges de PE États-Unis et du groupe Gestion privée ont toutes deux beaucoup diminué, mais comme il s'agit de groupes relativement plus petits, l'effet de ces diminutions sur la marge totale de la Banque a été minime.

La marge nette d'intérêts de PE Canada a diminué en raison de l'augmentation des coûts de mobilisation de fonds et des pressions de la concurrence sur les prêts aux particuliers et aux entreprises, facteurs partiellement compensés par l'élargissement des marges sur les prêts hypothécaires et la répartition favorable des activités, la croissance des dépôts s'étant accélérée. La marge nette d'intérêts de PE États-Unis a subi les répercussions de l'évolution continue des préférences des clients vers les prêts et dépôts à plus faible marge ainsi que les pressions de la concurrence. La marge nette d'intérêts de BMO Marchés des capitaux s'est rétrécie en raison de la croissance des actifs à faible marge, notamment les actifs qui sont à la fois de grande qualité et très liquides.

Comparaison du quatrième trimestre de 2007 et du troisième trimestre de 2007

Comparativement au troisième trimestre, le revenu net d'intérêts a diminué de 61 millions de dollars, ou de 4,8 %, en raison du rétrécissement de la marge nette d'intérêts. L'actif productif moyen a augmenté de 14 milliards de dollars, grâce principalement à la croissance des actifs à revenu fixe de BMO Marchés des capitaux. L'ajout d'actifs de grande qualité et très liquides a constitué une réponse à la situation difficile des marchés financiers. La marge nette d'intérêts s'est contractée de 15 points de base. Le rétrécissement de la marge nette d'intérêts de PE Canada est attribuable principalement à la hausse des coûts de mobilisation de fonds, alors que la possibilité de répercuter cette hausse sur les prêts à taux variable est limitée, ainsi qu'à la diminution des frais de refinancement des prêts hypothécaires et aux pressions de la concurrence sur les prêts aux particuliers et aux entreprises. La diminution de la marge nette d'intérêts de BMO Marchés des capitaux s'explique par le rétrécissement des marges sur les prêts aux grandes entreprises et sur le portefeuille de titres de grandes entreprises, ainsi que par la croissance des actifs à revenu fixe, à plus faible marge.

Comparaison de l'exercice 2007 et de l'exercice 2006

Le revenu net d'intérêts s'est accru de 152 millions de dollars, ou de 3,1 %, grâce à la croissance des volumes des groupes d'exploitation, partiellement neutralisée par la baisse du revenu net des Services d'entreprise. La baisse du revenu net d'intérêts des Services d'entreprise est attribuable à la baisse du revenu des services de cartes de crédit, qui s'explique par la titrisation de prêts sur cartes au quatrième trimestre de 2006 et par la diminution de l'intérêt perçu sur les remboursements d'impôts et les provisions pour impôts.

L'actif productif moyen s'est accru de 43 milliards de dollars, ou de 16 %, dont 38 milliards pour BMO Marchés des capitaux et 5 milliards pour PE Canada. Les actifs de PE Canada ont fortement progressé dans tous les secteurs d'activité à l'exception des prêts hypothécaires. Les actifs de négociation et les prêts aux grandes entreprises de BMO Marchés des capitaux se sont accrus.

La marge nette d'intérêts globale de BMO s'est contractée de 21 points de base à 1,65 %. Ce recul global est principalement attribuable à l'évolution de la répartition des activités de BMO Marchés des capitaux et à la baisse du revenu net des Services d'entreprise. La marge nette d'intérêts de PE Canada est restée stable, l'amélioration des marges sur les prêts hypothécaires ayant été neutralisée par la hausse des coûts de mobilisation de fonds. La marge nette d'intérêts de PE États-Unis s'est rétrécie, en raison de l'évolution continue des préférences des clients vers des prêts et des dépôts à plus faible marge et des pressions de la concurrence. La marge nette d'intérêts du groupe Gestion privée a elle aussi diminué, surtout à cause du rétrécissement des marges sur les prêts.

Revenu autre que d'intérêts

Le revenu autre que d'intérêts se chiffre à 1 004 millions de dollars, soit une baisse de 242 millions comparativement à la même période l'an

dernier. Au cours du trimestre, nous avons comptabilisé des charges de 318 millions de dollars, liées à la détérioration des marchés financiers, dont 310 millions ont été imputés au revenu autre que d'intérêts. Cette somme comprenait une réduction de 295 millions de dollars du revenu autre que d'intérêts lié aux activités de négociation et une réduction de 15 millions des gains sur titres de placement. Le revenu autre que d'intérêts lié aux activités de négociation a diminué de 255 millions de dollars par rapport à la même période l'an dernier. Les frais de services de cartes ont baissé de 210 millions de dollars en raison du rajustement de 185 millions visant à augmenter le passif lié aux échanges de récompenses futurs de notre programme de fidélisation des clients titulaires de cartes de crédit, et en raison de la titrisation de créances sur cartes de crédit de 1,5 milliard au quatrième trimestre de 2007. Les gains sur titres de placement ont augmenté de 102 millions de dollars, grâce au gain de 107 millions provenant de la vente d'actions de MasterCard. Les commissions sur titres, les commissions sur prêts, les revenus de fonds d'investissement et les revenus des opérations de change ont aussi augmenté.

Par rapport au troisième trimestre, le revenu autre que d'intérêts a diminué de 304 millions de dollars. Les revenus de négociation ont diminué de 205 millions de dollars et les frais de services de cartes, de 184 millions, en raison des facteurs expliqués plus haut. Les pertes sur produits de base imputées au revenu autre que d'intérêts se chiffrent à 22 millions de dollars, ce qui constitue une amélioration considérable par rapport aux pertes de 147 millions comptabilisées au troisième trimestre. Les commissions sur titres, les commissions sur fusions et acquisitions et les revenus des prises fermes de titres de participation ont aussi sensiblement diminué. Les gains sur titres de placement ont progressé de 142 millions de dollars, grâce au gain provenant de la vente d'actions de MasterCard et à la réalisation d'un investissement de banque d'affaires. Les revenus des opérations de change ont augmenté, dans un contexte de volatilité accrue sur les marchés des changes.

Pour l'ensemble de l'exercice, le revenu autre que d'intérêts a diminué de 735 millions de dollars ou de 14 %. Les pertes de 853 millions de dollars de notre secteur des produits de base comprenaient 841 millions de dollars imputés aux revenus de négociation dans le revenu autre que d'intérêt, et 12 millions de dollars imputés aux revenus de négociation dans le revenu net d'intérêts. Les revenus de négociation inclus dans le revenu autre que d'intérêts ont reculé de 1 205 millions de dollars, en grande partie à cause des pertes de négociation sur produits de base de 841 millions de dollars et des charges de 295 millions comptabilisées au quatrième trimestre. Les frais de services de cartes ont chuté de 289 millions de dollars, en raison du rajustement pour augmenter le passif lié aux échanges de récompenses futurs dans le cadre de notre programme de fidélisation des clients titulaires de cartes de crédit et de la titrisation de prêts sur cartes de crédit au quatrième trimestre de 2006, qui a fait en sorte que des revenus de services de cartes ont ensuite été comptabilisés dans les revenus de titrisation. Les autres composantes du revenu autre que d'intérêts ont augmenté de 759 millions de dollars. Les revenus de titrisation et des fonds d'investissement, ainsi que les commissions sur prêts et sur titres, ont sensiblement augmenté, de même que les revenus des prises fermes de titres de participation et les commissions sur fusions et acquisitions, qui ont atteint des niveaux particulièrement élevés. Les revenus d'assurance ont aussi progressé.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 42 millions de dollars, ou de 2,6 %, par rapport à la même période l'an dernier et ils se chiffrent à 1 655 millions de dollars. Cette augmentation est due à la charge de restructuration nette de 24 millions de dollars et aux hausses des honoraires professionnels et des frais informatiques et de promotion, partiellement compensées par la réduction des coûts de la rémunération liée au rendement. Le personnel de première ligne affecté à la vente et au service de PE Canada et du groupe Gestion privée a augmenté, mais la hausse des salaires et des coûts des avantages sociaux de ces groupes a été compensée par la diminution des coûts des Services d'entreprise. Le ratio de productivité de BMO s'établit à 73,7 % pour le trimestre, alors qu'il était de 64,6 % à la même période l'an dernier et de 63,6 % au troisième trimestre. Le ratio de productivité avant amortissement se chiffre à 73,3 %, alors qu'il était de 64,2 % il y a un an. Les ratios ont été

marqués par les dévaluations et les rajustements effectués au cours du trimestre.

La charge de restructuration nette s'explique par de nouveaux frais de 40 millions de dollars et par la réintégration au revenu net d'une somme de 16 millions qui avait été soustraite de la charge de restructuration de 135 millions comptabilisée au premier trimestre, principalement parce que le nombre des employés réaffectés à l'intérieur de l'organisation a été plus élevé que prévu.

Par rapport au troisième trimestre, les frais autres que d'intérêts ont diminué de 4 millions de dollars ou de 0,3 %. La rémunération liée au rendement a été réduite de 98 millions de dollars, ce qui est conforme au recul de nos résultats. Cette réduction a été en grande partie neutralisée par la charge de restructuration nette et les hausses des honoraires professionnels et des frais informatiques et de promotion.

Pour l'exercice 2007, les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 248 millions de dollars ou de 3,9 %. L'augmentation est en grande partie attribuable aux charges de restructuration de 159 millions de dollars et à la hausse des salaires liée à l'ajout d'employés de première ligne affectés à la vente et au service au sein de PE Canada et du groupe Gestion privée et à l'augmentation des frais de dotation en personnel dans nos autres secteurs d'activité. Les frais informatiques et d'amortissement ont sensiblement augmenté, de même que les frais promotionnels et de communication.

La rémunération liée au rendement a diminué, l'importante réduction dans les résultats de BMO Marchés des capitaux n'ayant été que partiellement neutralisée par la hausse des frais liés aux revenus du groupe Gestion privée. Le ratio de productivité de BMO s'établit à 69,3 % pour l'exercice, alors qu'il était de 62,8 % un an plus tôt.

Abstraction faite des éléments significatifs, le ratio de productivité avant amortissement s'établit à 62,7 % pour le quatrième trimestre, alors qu'il se chiffrait à 59,7 % au troisième trimestre et à 64,2 % à la même période l'an dernier. Sur la même base, le ratio de productivité avant amortissement s'établit à 60,9 % pour l'exercice et à 62,4 % pour la période comparable en 2006.

Gestion des risques

Les conditions du crédit se sont quelque peu détériorées par rapport à la situation très favorable de 2006. La dotation à la provision pour pertes sur créances, qui totalisait 151 millions de dollars au quatrième trimestre de 2007, était constituée de dotations à la provision spécifique de 101 millions de dollars et d'une augmentation de 50 millions de la provision générale pour pertes sur créances. La dotation à la provision pour pertes sur créances, qui se chiffrait à 16 millions de dollars au quatrième trimestre de 2006, était constituée de dotations à la provision spécifique de 51 millions et d'une réduction de la provision générale de 35 millions. Les dotations à la provision spécifique s'élevaient à 91 millions de dollars au troisième trimestre de 2007, alors qu'il n'y avait eu aucun changement à la provision générale au cours de ce trimestre.

Pour l'exercice 2007, la dotation à la provision pour pertes sur créances totalise 353 millions de dollars, étant constituée de dotations à la provision spécifique de 303 millions et d'une hausse de la provision générale de 50 millions. Pour l'exercice 2006, la dotation à la provision pour pertes sur créances se chiffrait à 176 millions de dollars et elle était constituée de dotations à la provision spécifique de 211 millions et d'une réduction de la provision générale de 35 millions.

Au quatrième trimestre, les dotations à la provision spécifique étaient à leur plus haut niveau depuis un certain temps, représentant, sur une base annuelle, 19 points de base du solde net moyen des prêts et acceptations, y compris les titres pris en pension, empruntés ou achetés. Cependant, près de la moitié de la dotation était liée à un seul crédit qui a été classé dans les prêts douteux au cours du trimestre et dont la plus grande partie a été radiée. Pour l'exercice 2007, les dotations à la provision spécifique représentent 15 points de base du solde net moyen des prêts et acceptations, alors qu'elles en représentaient 11 points l'an dernier, mais elles demeurent nettement en dessous de la moyenne des cinq derniers exercices qui est de 23 points de base. Les composantes de la dotation à la provision spécifique sont présentées dans le tableau intitulé Dotations à la provision pour pertes sur créances.

L'augmentation de la provision générale au cours du trimestre est attribuable à la croissance du portefeuille et au déplacement du risque. La réduction de 35 millions de dollars de la provision générale l'an dernier était due principalement à la titrisation de créances sur cartes de crédit de 1,5 milliard de dollars. La provision générale couvre toute perte de valeur dans le portefeuille de prêts qui ne peut être associée à un crédit en particulier et elle demeure suffisante.

Le solde des nouveaux prêts douteux s'élève à 238 millions de dollars pour le trimestre, soit une hausse de 152 millions par rapport à la même période l'an dernier et de 132 millions comparativement au troisième trimestre. La situation des nouveaux prêts douteux est conforme aux attentes à ce stade du cycle économique. Le solde brut des prêts et acceptations douteux a augmenté comparativement à la même période l'an dernier et au troisième trimestre. Les facteurs qui ont contribué aux variations sont indiqués dans le tableau y afférent.

BMO n'a pas d'exposition importante aux prêts hypothécaires à risques aux États-Unis et nous considérons que le niveau actuel des risques auxquels nous sommes exposés n'est pas inquiétant. Veuillez vous reporter à la section Perspectives économiques et conjoncture du marché, plus haut dans le présent document.

Le cadre de gestion de BMO à l'égard du risque de marché et du risque de liquidité et de financement ainsi que ses principales mesures à l'égard de ces risques sont exposés aux pages 69 à 72 de son Rapport annuel 2006. Le risque lié à la valeur de marché à l'égard des activités de négociation et de prise ferme et le risque lié à la volatilité du revenu net ont diminué par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la réduction du risque dans les portefeuilles de produits de base et de la réduction du risque de taux d'intérêt dans les portefeuilles d'instruments du marché monétaire évalués à la valeur de marché et assujettis aux règles de la comptabilité d'exercice. Au cours des deuxième et troisième trimestres, nous avons modifié notre processus de vérification indépendante des prix, afin d'y intégrer une méthode plus appropriée d'évaluation continue en fonction du marché pour notre portefeuille de produits de base, nous avons fixé de nouvelles limites de risque et réduit les limites qui existaient auparavant pour le portefeuille. Autrement, il n'y a pas eu de changement important à nos pratiques de gestion du risque de marché au cours du trimestre ou depuis l'an dernier.

Aucun changement important n'a été apporté aux niveaux du risque structurel de marché et du risque de liquidité et de financement au cours du trimestre. Nous demeurons d'avis que notre cadre de gestion du risque de liquidité et de financement nous place dans une position solide malgré l'évolution récente du marché. Aucun changement important n'a été apporté à nos pratiques de gestion du risque structurel de marché au cours du trimestre ou depuis l'an dernier.

Les dotations à la provision spécifique de l'exercice 2007 s'élèvent à 303 millions de dollars, une somme légèrement supérieure aux 300 millions indiqués dans l'estimation que nous faisons à la fin du deuxième trimestre, mais inférieure à la cible de 400 millions pour 2007 que nous avons établie au début de l'exercice. Nous nous attendons à ce que les conditions du crédit soient moins favorables en 2008, compte tenu des inquiétudes suscitées par les marchés financiers, du niveau élevé des prix de l'énergie, d'une croissance économique plus lente et de l'incidence de la vigueur du dollar canadien sur les exportations. Dans l'ensemble, nous pensons que les nouvelles dotations à la provision spécifique seront plus élevées en 2008 et que les reprises et recouvrements diminueront par rapport à 2007. Nous prévoyons que les dotations à la provision spécifique pour l'exercice 2008 se chiffrent à 475 millions de dollars ou moins, alors qu'elles étaient de 303 millions en 2007 et que la cible que nous avons établie au début de l'exercice 2007 était de 400 millions ou moins.

Cette section sur la gestion des risques et la section suivante qui traite des impôts sur les bénéfices contiennent des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Dotations à la provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T4-2007	T3-2007	T4-2006	Exercice 2007	Exercice 2006
Nouvelles dotations à la provision spécifique	152	129	96	460	410
Reprises sur provisions établies précédemment	(27)	(14)	(21)	(66)	(87)
Recouvrement de prêts radiés précédemment	(24)	(24)	(24)	(91)	(112)
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances	101	91	51	303	211
Augmentation (réduction) de la provision générale	50	-	(35)	50	(35)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	151	91	16	353	176

Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (annualisée)	0,19 %	0,18 %	0,11 %	0,15 %	0,11 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (annualisée)	0,29 %	0,18 %	0,03 %	0,17 %	0,09 %

Modifications du solde brut des prêts et acceptations douteux (SBPAD)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

SBPAD au début de la période	618	688	663	666	804
Transfert de prêts et acceptations à l'état douteux	238	106	86	588	420
Réduction des prêts et acceptations douteux 1)	(19)	(60)	3	(143)	(220)
Radiations	(117)	(116)	(86)	(391)	(338)
SBPAD à la fin de la période	720	618	666	720	666
SBPAD en pourcentage du solde brut des prêts et acceptations	0,36 %	0,30 %	0,35 %	0,36 %	0,35 %
SBPAD en pourcentage du total des capitaux propres et des provisions pour pertes sur créances	4,07 %	3,49 %	3,81 %	4,07 %	3,81 %

1) Comprend le montant des prêts douteux classés de nouveaux dans les prêts productifs, les ventes de prêts, les remboursements, l'incidence des fluctuations du taux de change et les compensations des radiations des prêts à la consommation qui n'ont pas été comptabilisés dans les nouveaux prêts douteux (T4 07 : 73 millions; T3 07 : 76 millions; T4 06 : 69 millions; exercice 2007 : 216 millions; et exercice 2006 : 267 millions).

Risques globaux liés à la valeur de marché et à la volatilité du revenu net pour les activités de négociation et de prise ferme et pour les placements du portefeuille structurel (en millions de dollars)*

(équivalent en dollars canadiens après impôts)	Risque lié à la valeur de marché			Volatilité du revenu net sur 12 mois		
	31 octobre 2007	31 juillet 2007	31 octobre 2006	31 octobre 2007	31 juillet 2007	31 octobre 2006
Activités de négociation et de prise ferme	(18,2)	(22,5)	(23,4)	(12,6)	(17,1)	(17,5)
Éléments du portefeuille structurel	(249,9)	(258,6)	(267,0)	(24,2)	(28,7)	(24,1)
BMO Groupe financier	(268,1)	(281,1)	(290,4)	(36,8)	(45,8)	(41,6)

* Selon un niveau de confiance de 99 %. Les pertes sont indiquées entre parenthèses.

Sommaire du risque total lié à la valeur de marché – Négociation et prise ferme (en millions de dollars)*

(équivalent en dollars canadiens après impôts)	Pour le trimestre terminé le 31 octobre 2007				Au 31 juillet 2007	Au 31 octobre 2006
	À la fin du trimestre	Moyenne	Haut	Bas	À la fin du trimestre	À la fin du trimestre
Risque lié aux produits de base	(2,7)	(4,7)	(6,2)	(2,7)	(3,3)	(8,4)
Risque lié aux actions	(9,5)	(11,2)	(15,9)	(6,9)	(12,6)	(9,8)
Risque lié au change	(0,9)	(0,7)	(2,0)	(0,3)	(1,0)	(3,3)
Risque lié aux taux d'intérêt (marché)	(4,7)	(5,2)	(10,2)	(3,7)	(3,9)	(7,1)
Corrélation	3,8	5,2	9,3	2,8	4,3	10,4
Risque global	(14,0)	(16,6)	(20,1)	(13,1)	(16,5)	(18,2)
Risque lié aux taux d'intérêt (comptabilité d'exercice)	(9,1)	(10,4)	(11,9)	(8,8)	(9,2)	(12,0)
Risque lié à l'émetteur	(4,9)	(5,9)	(8,4)	(4,2)	(8,9)	(5,8)
Risque total lié à la valeur de marché	(28,0)	(32,9)	(36,3)	(28,0)	(34,6)	(36,0)

* Mesure sur un jour selon un niveau de confiance de 99 %. Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les gains, par des montants positifs.

Sensibilité du revenu net et de la valeur du portefeuille structurel inscrits au bilan à l'évolution des taux d'intérêt (en millions de dollars)*

(équivalent en dollars canadiens après impôts)	Sensibilité de la valeur économique			Sensibilité du revenu net au cours des 12 mois à venir		
	31 octobre 2007	31 juillet 2007	31 octobre 2006	31 octobre 2007	31 juillet 2007	31 octobre 2006
Hausse de 100 points de base	(241,1)	(252,8)	(237,4)	6,6	12,3	10,9
Baisse de 100 points de base	180,1	197,5	181,6	(15,4)	(26,7)	(10,5)
Hausse de 200 points de base	(516,6)	(535,0)	(508,0)	0,4	7,9	12,1
Baisse de 200 points de base	318,6	333,7	318,3	(17,0)	(52,3)	(4,1)

* Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les gains, par des montants positifs.

Impôts sur les bénéfices

Comme nous l'expliquons dans la section Mesures non conformes aux PCGR, BMO rajuste le revenu sur une base d'imposition comparable pour les fins du présent Rapport de gestion et effectue un rajustement compensatoire de la provision pour impôts sur les bénéfices. Ainsi, les provisions pour impôts sur les bénéfices et les taux connexes sont indiqués sur une base d'imposition comparable dans le présent Rapport de gestion.

La provision pour impôts sur les bénéfices a été réduite de 183 millions de dollars par rapport au quatrième trimestre de l'an dernier et de 214 millions depuis le troisième trimestre; le résultat est un recouvrement de 33 millions de dollars. Le taux d'imposition effectif pour le trimestre correspond à un taux de recouvrement de 7,4 %, alors que le taux d'imposition était de 17,4 % au quatrième trimestre de l'an dernier et de 21,0 % au troisième trimestre. Pour l'ensemble de l'exercice, le taux effectif s'établit à 14,3 %, alors qu'il était de 23,6 % l'an dernier. Les baisses des taux pour le trimestre et pour l'exercice sont en grande partie dues aux résultats favorables de vérifications fiscales, qui ont entraîné un recouvrement d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs, et à une proportion relativement plus élevée de revenus provenant de territoires où les taux d'imposition sont plus bas. Nous prévoyons un taux d'imposition normal se situant dans une fourchette de 21 % à 24 % pour l'exercice 2008, une estimation qui n'est pas établie sur une base d'imposition comparable. En 2008, la direction prévoit continuer à évaluer le rendement des groupes d'exploitation sur une base d'imposition comparable et à présenter leurs résultats sur cette base; la direction ne prévoit cependant pas présenter les résultats consolidés de BMO sur une base d'imposition comparable.

BMO couvre le risque de change découlant de ses investissements dans des établissements aux États-Unis en finançant ces investissements en dollars américains. Dans le cadre de ce programme, le gain ou la perte provenant des opérations de couverture et le gain ou la perte non réalisé provenant de la conversion des investissements dans des établissements aux États-Unis viennent diminuer ou augmenter les capitaux propres. Aux fins de l'impôt sur les bénéfices, le gain ou la perte sur les opérations de couverture entraîne une charge ou un crédit d'impôt sur les bénéfices durant la période en cours, qui vient réduire ou augmenter les capitaux propres, tandis que le gain ou la perte non réalisé sur les investissements dans des établissements aux États-Unis n'est pas assujéti à l'impôt sur les bénéfices avant la réalisation de ces investissements. La charge fiscale ou l'avantage fiscal découlant d'un gain ou d'une perte sur des opérations de couverture est tributaire des fluctuations des taux aux États-Unis d'une période à l'autre. Les opérations de couverture effectuées sur les investissements dans des établissements aux États-Unis ont entraîné une charge d'impôts sur les bénéfices affectée aux capitaux propres de 397 millions de dollars pour le trimestre et de 575 millions pour l'ensemble de l'exercice. L'état consolidé de la variation des capitaux propres, qui fait partie des états financiers consolidés non vérifiés, contient plus de détails à ce sujet.

Gestion du capital

Le ratio du capital de première catégorie de BMO s'établit à 9,51 %, alors qu'il était de 9,29 % à la fin du troisième trimestre et de 10,22 % à la fin de 2006. Le ratio demeure solide et est nettement supérieur à notre cible minimale de 8,0 %.

Le ratio du capital total de BMO s'établit à 11,74 %, ce qui représente une hausse par rapport au taux de 11,18 % à la fin du troisième trimestre et une très légère baisse par rapport au taux de 11,76 % à la fin de 2006.

La hausse du ratio du capital de première catégorie par rapport au troisième trimestre est due principalement à la croissance du capital de première catégorie et à la diminution de l'actif pondéré en fonction des risques. Le capital de première catégorie a augmenté en raison de l'émission d'actions privilégiées de catégorie B, série 14, d'une valeur de 250 millions de dollars, et du reclassement, avec l'approbation du Bureau du surintendant des institutions financières, des actions privilégiées d'une filiale, du capital de deuxième catégorie au capital novateur de première catégorie, facteurs partiellement neutralisés par des rajustements de change liés au renforcement du dollar canadien. L'actif pondéré en fonction des risques a diminué principalement en raison de la diminution des actifs hypothécaires pondérés en fonction des risques de PE Canada résultant de l'exécution d'initiatives visant à gérer efficacement les exigences relatives au capital réglementaire, et de la baisse des actifs pondérés en fonction des risques de PE États-Unis due au renforcement du dollar canadien.

La hausse du ratio du capital total par rapport au troisième trimestre résulte principalement de la baisse de l'actif pondéré en fonction des risques et de la croissance du capital total. Le capital total a augmenté à la suite de l'émission d'actions privilégiées de série 14 et de l'émission de billets secondaires de série A, d'une valeur de 800 millions de dollars, par la Fiducie de billets secondaires BMO, une fiducie non consolidée à capital fixe qui est la propriété exclusive de BMO, facteurs partiellement neutralisés par des rajustements liés au taux de change.

La baisse du ratio du capital de première catégorie par rapport à la fin de 2006 est en grande partie attribuable à la croissance de l'actif pondéré en fonction des risques, partiellement compensée par la croissance du capital de première catégorie. Le ratio du capital total est resté relativement inchangé, la croissance de l'actif pondéré en fonction des risques ayant été en grande partie compensée par la croissance du capital total.

Au cours du trimestre, nous avons racheté 1 406 300 actions ordinaires de la Banque de Montréal en vertu de notre programme de rachat d'actions ordinaires, au prix moyen de 64,83 \$ l'action, pour un prix total de 91 millions de dollars. Nous avons racheté 8 087 400 actions ordinaires en vertu d'une offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités qui arrivait à échéance le 5 septembre 2007 et qui autorisait BMO à racheter, à des fins d'annulation, un maximum de 15 millions d'actions ordinaires, soit environ 3 % de ses actions ordinaires en circulation. Le 31 août 2007, nous avons annoncé que la Bourse de Toronto avait accepté l'avis par lequel BMO indiquait son intention de faire une nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités, en vertu de laquelle nous pourrions racheter un maximum de 25 millions d'actions ordinaires, soit environ 5 % du total des actions en circulation, entre le 6 septembre 2007 et le 5 septembre 2008. Nous avons porté le maximum d'actions de 15 millions à 25 millions afin de disposer d'une plus grande souplesse dans la gestion des niveaux de capital de BMO.

Le 27 novembre 2007, le Conseil d'administration de BMO a déclaré un dividende trimestriel de 0,70 \$ par action, payable aux détenteurs d'actions ordinaires, soit un dividende équivalent à celui du quatrième trimestre.

Désignation des dividendes admissibles

Pour les fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de toute loi provinciale ou territoriale similaire, BMO désigne tous les dividendes versés sur ses actions ordinaires et privilégiées au cours de l'année civile 2006, ainsi que tous les dividendes (y compris les dividendes réputés) versés par la suite, comme « dividendes admissibles », à moins d'indication contraire.

Analyse des résultats des groupes d'exploitation

État sommaire des résultats et statistiques des groupes d'exploitation pour le quatrième trimestre de 2007

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T4-2007					Exercice 2007				
	Services bancaires PE	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise, y compris T&O	Total BMO	Services bancaires PE	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise, y compris T&O	Total BMO
Revenu net d'intérêts (bic)	942	155	233	(90)	1 240	3 795	613	974	(359)	5 023
Revenu autre que d'intérêts	390	355	188	71	1 004	1 856	1 441	995	214	4 506
Revenu total (bic)	1 332	510	421	(19)	2 244	5 651	2 054	1 969	(145)	9 529
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	89	1	19	42	151	358	3	77	(85)	353
Frais autres que d'intérêts	857	352	397	25	1 631	3 366	1 427	1 565	84	6 442
Charge de restructuration	-	-	-	24	24	-	-	-	159	159
Total des frais autres que d'intérêts	857	352	397	49	1 655	3 366	1 427	1 565	243	6 601
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	386	157	5	(110)	438	1 927	624	327	(303)	2 575
Impôts sur les bénéfices (bic)	70	50	(43)	(110)	(33)	563	216	(98)	(312)	369
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	19	19	-	-	-	75	75
Revenu net – T4 2007	316	107	48	(19)	452	1 364	408	425	(66)	2 131
Revenu net – T3 2007	376	105	196	(17)	660					
Revenu net – T4 2006	296	84	188	128	696	1 257	355	860	191	2 663
Autres statistiques										
Profit économique net	133	75	(96)	(41)	71	672	286	(133)	(222)	603
Rendement des capitaux propres	17,8 %	35,8 %	3,0 %	n.s.	12,2 %	20,5 %	35,1 %	7,8 %	n.s.	14,4 %
Rendement des capitaux propres avant amortissement	18,3 %	36,1 %	3,0 %	n.s.	12,5 %	21,0 %	35,4 %	7,8 %	n.s.	14,7 %
Ratio de productivité (bic)	64,3 %	68,9 %	94,3 %	n.s.	73,7 %	59,6 %	69,4 %	79,4 %	n.s.	69,3 %
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	63,7 %	68,6 %	94,3 %	n.s.	73,3 %	58,9 %	69,2 %	79,4 %	n.s.	68,8 %
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	2,71 %	9,12 %	0,52 %	n.s.	1,53 %	2,77 %	9,66 %	0,60 %	n.s.	1,65 %
Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	6 775	1 162	5 074	n.s.	14 273	6 461	1 146	4 972	n.s.	14 506
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	137,8	6,8	178,1	(1)	321,7	136,8	6,4	162,3	(1)	304,5
Effectif – équivalent de durée normale	20 294	4 362	2 365	8 806	35 827					

n.s. – non significatif

Les sections ci-après présentent une analyse des résultats financiers de nos groupes et unités d'exploitation pour le quatrième trimestre de 2007.

De temps à autre, il arrive que la responsabilité de certains secteurs d'activité et de certaines unités sous-jacentes soit confiée à d'autres groupes d'exploitation afin d'harmoniser la structure organisationnelle de BMO à ses priorités stratégiques. Toutes les données correspondantes sont alors reclassées pour tenir compte de ces transferts.

La note 14 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ci-joints explique comment les éléments de l'état des résultats requérant une répartition sont distribués entre les groupes d'exploitation, y compris la répartition de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Les écarts entre les dotations à la provision pour pertes sur créances imputées aux groupes clients, qui sont calculées selon la méthode de la perte prévue, et les dotations à la provision pour pertes sur créances pour la période, calculées conformément aux PCGR, sont généralement imputés (ou crédités) aux Services d'entreprise.

Services bancaires Particuliers et entreprises

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T4-2007	Augmentation/(Diminution) c. T4-2006		Augmentation/(Diminution) c. T3-2007		Exercice 2007	Augmentation/(Diminution) c. exercice 2006	
Revenu net d'intérêts (bic)	942	3	-	(39)	(4 %)	3 795	114	3 %
Revenu autre que d'intérêts	390	(54)	(12 %)	(109)	(22 %)	1 856	51	3 %
Revenu total (bic)	1 332	(51)	(4 %)	(148)	(10 %)	5 651	165	3 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	89	3	4 %	(1)	-	358	14	4 %
Frais autres que d'intérêts	857	4	1 %	10	1 %	3 366	88	3 %
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	386	(58)	(13 %)	(157)	(29 %)	1 927	63	3 %
Impôts sur les bénéfices (bic)	70	(78)	(53 %)	(97)	(58 %)	563	(44)	(7 %)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	-	-	-	-
Revenu net	316	20	7 %	(60)	(16 %)	1 364	107	9 %
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	7	(1)	-	(2)	(9 %)	33	1	7 %
Revenu net avant amortissement	323	19	7 %	(62)	(16 %)	1 397	108	8 %
Rendement des capitaux propres	17,8 %		(1,4 %)		(4,3 %)	20,5 %		-
Rendement des capitaux propres avant amortissement	18,3 %		(1,4 %)		(4,3 %)	21,0 %		-
Ratio de productivité (bic)	64,3 %		2,6 %		7,1 %	59,6 %		(0,2 %)
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	63,7 %		2,7 %		7,1 %	58,9 %		(0,2 %)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	2,71 %		(0,09 %)		(0,12 %)	2,77 %		(0,05 %)
Actif productif moyen	137 765	4 946	4 %	180	-	136 805	6 229	5 %

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) englobent nos deux unités d'exploitation de services bancaires aux particuliers et aux entreprises : Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE États-Unis). Ces unités d'exploitation sont passées en revue séparément dans les sections ci-après.

Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE Canada)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T4-2007	Augmentation/(Diminution) c. T4-2006		Augmentation/(Diminution) c. T3-2007		Exercice 2007	Augmentation/(Diminution) c. exercice 2006	
Revenu net d'intérêts (bic)	770	15	2 %	(30)	(4 %)	3 065	124	4 %
Revenu autre que d'intérêts	344	(59)	(15 %)	(110)	(24 %)	1 678	39	2 %
Revenu total (bic)	1 114	(44)	(4 %)	(140)	(11 %)	4 743	163	4 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	81	2	3 %	-	-	323	9	3 %
Frais autres que d'intérêts	696	21	3 %	26	4 %	2 670	73	3 %
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	337	(67)	(17 %)	(166)	(33 %)	1 750	81	5 %
Impôts sur les bénéfices (bic)	53	(79)	(60 %)	(100)	(65 %)	500	(27)	(5 %)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	-	-	-	-
Revenu net	284	12	4 %	(66)	(19 %)	1 250	108	9 %
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	2	(1)	(8 %)	1	-	8	-	-
Revenu net avant amortissement	286	11	4 %	(65)	(19 %)	1 258	108	9 %
Revenus des services aux particuliers, d'assurance et autres	597	-	-	(42)	(7 %)	2 463	93	4 %
Revenus des services aux entreprises	336	15	5 %	(12)	(3 %)	1 352	78	6 %
Revenus des services de cartes	181	(59)	(25 %)	(86)	(32 %)	928	(8)	(1 %)
Ratio de productivité (bic)	62,5 %		4,2 %		9,0 %	56,3 %		(0,4 %)
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	62,3 %		4,2 %		9,0 %	56,1 %		(0,5 %)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	2,60 %		(0,06 %)		(0,13 %)	2,66 %		-
Actif productif moyen	117 325	4 915	4 %	1 315	1 %	115 147	4 714	4 %

Comparaison du quatrième trimestre de 2007 et du quatrième trimestre de 2006

Le revenu net a augmenté de 12 millions de dollars, ou de 4,2 %, et s'établit à 284 millions de dollars. À hauteur de 6 millions de dollars, cette hausse s'explique par la combinaison des trois éléments suivants : un gain de 107 millions de dollars (83 millions après impôts) provenant de la vente des actions de MasterCard International Inc. que nous avons décidé de liquider du fait de la valeur inhérente de notre placement, et un recouvrement de 43 millions de dollars d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs, moins un rajustement de 185 millions de dollars (120 millions après impôts) pour augmenter le passif lié aux futurs échanges de récompenses dans le cadre du programme de fidélisation de la clientèle destiné aux titulaires de cartes de crédit. Afin de réduire au minimum la volatilité future des résultats, nous examinons la possibilité de transférer le passif et de changer la structure de coûts afin d'éliminer le risque lié aux tendances changeantes des échanges de récompenses. Nous ne prévoyons pas que cette charge ou ce changement à la structure de coûts modifiera beaucoup les frais d'exploitation.

Le revenu a reculé de 44 millions de dollars, ou de 3,8 %. Le gain lié à MasterCard et le rajustement du passif du programme de fidélisation de la clientèle ont réduit le revenu de 78 millions de dollars, ou de 6,7 %.

Dans le secteur des services aux particuliers, le revenu est resté stable : la hausse des volumes des prêts aux particuliers et des prêts hypothécaires établis par nos succursales, l'augmentation des revenus de titrisation et l'accroissement des ventes de placements à terme et de fonds d'investissement ont en effet été contrebalancés par les coûts de mobilisation des fonds plus élevés et les pressions accrues de la concurrence sur nos comptes d'épargne à taux avantageux. La croissance des prêts aux particuliers s'est chiffrée à 14,5 % et nous avons accru notre part du marché de 70 points de base par rapport à la même période l'an dernier, la portant à 11,10 %. En raison de notre décision de miser sur le développement des relations avec nos clients en privilégiant les prêts établis par nos succursales plutôt que les prêts qui proviennent de tiers et de courtiers, dont les soldes sont en baisse, notre part du marché des prêts hypothécaires a reculé de 136 points de base par rapport à la même période l'an dernier et s'est établie à 12,17 %. Nous prévoyons que la part du marché des prêts hypothécaires se stabilisera et augmentera au fil du temps avec l'élargissement de notre équipe de vente spécialisée. Les dépôts des particuliers sont restés stables, ce qui s'est traduit par une perte de 66 points de base pour la part du marché par rapport à la même période de l'exercice précédent; elle s'établit à 11,52 %. Nous visons à accroître les dépôts des particuliers en simplifiant nos offres de produits et les processus d'ouverture de compte ainsi qu'en améliorant l'expérience client. Notre initiative de carte de débit AIR MILES connaît du succès auprès des clients nouveaux et existants, le nombre de clients des dépôts des particuliers ayant crû considérablement au quatrième trimestre.

Dans le secteur des services aux entreprises, les revenus ont augmenté de 15 millions de dollars, ou de 4,5 %, grâce à la progression des prêts aux entreprises et des dépôts d'entreprises, partiellement contrebalancée par les coûts de mobilisation des fonds plus élevés et les pressions accrues de la concurrence. La croissance des prêts aux entreprises a été de 11,0 % par rapport à la même période l'an dernier. BMO se classe au deuxième rang pour ce qui est de la part du marché des prêts aux entreprises au Canada et, par rapport à la même période l'an dernier, nous avons accru de 63 points de base notre part du marché, qui s'établit à 19,17 %. Notre objectif est d'atteindre le premier rang. Dans le secteur des prêts de 1 million à 5 millions de dollars, la croissance s'est chiffrée à 8,1 % et notre part de ce marché a augmenté de 81 points de base.

Les revenus tirés des frais de service relatifs aux cartes et aux ordres de paiement ont diminué de 59 millions de dollars, mais si on fait abstraction du gain lié aux actions de MasterCard et du rajustement du passif du programme de fidélisation de la clientèle, ils ont augmenté de 19 millions de dollars, ou de 8,0 %, en raison de la croissance des volumes.

La marge nette d'intérêts s'est rétrécie de 6 points de base. Au cours du trimestre, les marges ont subi les répercussions de la hausse des coûts de mobilisation des fonds, ainsi que celles des pressions de la concurrence.

Les marges ont également subi l'incidence des pressions de la concurrence sur les prêts aux particuliers et aux entreprises. Ces éléments ont été partiellement contrebalancés par la hausse des marges sur les prêts hypothécaires en raison de notre retrait des produits offerts par des tiers et des courtiers ainsi que par la diversification des dépôts liée à l'accélération de leur augmentation.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 21 millions de dollars, ou de 3,2 %, en raison de la hausse des coûts liés au personnel, due principalement au renforcement du personnel de vente et de service de première ligne, de l'augmentation des frais promotionnels, notamment pour l'initiative de carte de débit AIR MILES, et des coûts liés à bcpbank Canada. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par la baisse des coûts répartis liés à la part des impôts sur le capital de PE Canada et par les améliorations apportées à l'efficacité. Le ratio de productivité avant amortissement a reculé de 424 points de base et s'établit à 62,3 %. Le rajustement du passif du programme de fidélisation de la clientèle, déduction faite du gain lié à MasterCard, a eu une incidence négative de 408 points de base sur le ratio de productivité avant amortissement.

Le solde moyen des prêts et acceptations, y compris les prêts titrisés, a progressé de 6,8 milliards de dollars, ou de 5,7 %, par rapport à la même période l'an dernier, tandis que les dépôts des particuliers et des entreprises se sont accrus de 2,8 milliards de dollars, ou de 6,2 %.

Comparaison du quatrième trimestre de 2007 et du troisième trimestre de 2007

Le revenu net a diminué de 66 millions de dollars, ou de 19 %.

Le revenu a reculé de 140 millions de dollars, ou de 11 %. Le gain sur les actions de MasterCard et le rajustement du passif du programme de fidélisation de la clientèle ont réduit le revenu de 78 millions de dollars, ou de 6,2 %; le revenu a aussi subi l'effet négatif de la baisse de la marge nette d'intérêts et des revenus de titrisation. La marge nette d'intérêts a diminué de 13 points de base à 2,60 %, cinq points de cette baisse étant attribuables aux hausses des coûts de mobilisation des fonds et aux possibilités limitées de répercuter ces hausses sur les prêts à taux variable. La baisse des frais de refinancement des prêts hypothécaires et la pression de la concurrence sur nos prêts aux particuliers et aux entreprises ont également contribué à ce recul.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 26 millions de dollars, ou de 3,8 %, en raison principalement de la hausse des frais promotionnels, notamment pour l'initiative de carte de débit AIR MILES, et des coûts liés au personnel en raison du renforcement du personnel de première ligne.

Le solde moyen des prêts et acceptations, incluant les prêts titrisés, a progressé de 2,1 milliards de dollars, ou de 1,7 %, par rapport au troisième trimestre, tandis que les dépôts des particuliers et des entreprises ont augmenté de 0,3 milliard de dollars, ou de 0,6 %.

Nous avons accru notre part du marché des prêts aux particuliers de 32 points de base par rapport au troisième trimestre, tandis que notre part du marché des prêts hypothécaires a reculé de 52 points de base. Notre part du marché des dépôts des particuliers s'est rétrécie de 21 points de base. Notre part du marché des prêts aux entreprises a été réduite de 3 points de base et, dans le secteur des prêts de 1 million à 5 millions de dollars, notre part de marché a diminué de 10 points de base.

Comparaison de l'exercice 2007 et de l'exercice 2006

Le revenu net a augmenté de 108 millions de dollars, ou de 9,4 %, et s'établit à un record de 1 250 millions de dollars. Nous avons accru nos volumes et notre part des marchés prioritaires, notamment les prêts et les cartes de crédit dans le secteur des particuliers ainsi que les prêts et les dépôts dans le secteur des entreprises. Nous progressons à un bon rythme et nous continuerons à investir dans notre croissance future.

Les résultats de 2007 et de 2006 comprennent des éléments notables qui ont accru le résultat dans des proportions comparables. Les résultats de 2007 ont été augmentés de 52 millions de dollars grâce à l'incidence,

au montant de 6 millions de dollars, des trois éléments cités au quatrième trimestre, à un recouvrement de 14 millions de dollars

d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs au troisième trimestre, à un gain sur assurances de 26 millions de dollars (23 millions après impôts) et à un gain sur titres de placement de 14 millions de dollars (9 millions après impôts) au deuxième trimestre. En 2006, les résultats avaient été augmentés de 51 millions de dollars, grâce à un gain de 38 millions de dollars (25 millions après impôts) sur le PAPE de MasterCard et à un recouvrement de 26 millions de dollars d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs.

Le revenu s'est accru de 163 millions de dollars, ou de 3,6 %. Les facteurs présentés ci-dessus ont réduit le revenu de 76 millions de dollars, ou de 1,7 %. Les volumes des prêts aux particuliers et aux entreprises, des dépôts des entreprises et des transactions sur cartes ont augmenté. Les revenus de titrisation ainsi que les ventes de produits de placement à terme et de fonds d'investissement ont également progressé. La marge nette d'intérêts est restée inchangée à 2,66 %, la hausse des

marges sur les prêts hypothécaires ayant été neutralisée par l'augmentation des coûts de mobilisation des fonds.

Les frais autres que d'intérêts ont crû de 73 millions de dollars, ou de 2,8 %, en raison de la hausse des frais de personnel liée au renforcement du personnel de vente et de service de première ligne, des coûts liés à bcpbank Canada et de l'augmentation des frais promotionnels, notamment pour l'initiative de carte de débit AIR MILES. Ces éléments ont été partiellement contrebalancés par la baisse des coûts répartis liés à la part des impôts sur le capital et par les améliorations apportées à l'efficacité. Le ratio de productivité avant amortissement s'est amélioré de 41 points de base à 56,1 % ; l'amélioration se serait cependant chiffrée à 132 points de base abstraction faite des éléments notables. Ce progrès fait suite à une amélioration de 65 points de base en 2006, la croissance du revenu ayant dépassé celle des frais au cours des deux périodes.

Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE États-Unis)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Augmentation/(Diminution) c. T4-2006		Augmentation/(Diminution) c. T3-2007		Exercice 2007		Augmentation/(Diminution) c. exercice 2006	
T4-2007								
Revenu net d'intérêts (bic)	172	(12)	(6 %)	(9)	(5 %)	730	(10)	(1 %)
Revenu autre que d'intérêts	46	5	12 %	1	3 %	178	12	7 %
Revenu total (bic)	218	(7)	(3 %)	(8)	(3 %)	908	2	-
Dotation à la provision pour pertes sur créances	8	1	14 %	(1)	(4 %)	35	5	18 %
Frais autres que d'intérêts	161	(17)	(10 %)	(16)	(9 %)	696	15	2 %
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	49	9	24 %	9	21 %	177	(18)	(9 %)
Impôts sur les bénéfices (bic)	17	1	7 %	3	20 %	63	(17)	(21 %)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	-	-	-	-
Revenu net	32	8	35 %	6	22 %	114	(1)	(1 %)
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	5	-	-	(3)	(38 %)	25	1	4 %
Revenu net avant amortissement	37	8	30 %	3	9 %	139	-	-
Ratio de productivité (bic)	73,8 %		(5,4 %)		(4,5 %)	76,7 %		1,4 %
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	70,4 %		(5,6 %)		(4,4 %)	73,2 %		1,2 %
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	3,34 %		(0,23 %)		(0,03 %)	3,37 %		(0,30 %)
Actif productif moyen	20 440	31	-	(1 135)	(5 %)	21 658	1 515	8 %

États-Unis – Points saillants (en millions de dollars américains)

Revenu net d'intérêts (bic)	173	9	5 %	4	2 %	669	16	2 %
Revenu autre que d'intérêts	47	11	26 %	5	11 %	164	18	12 %
Revenu total (bic)	220	20	9 %	9	3 %	833	34	4 %
Frais autres que d'intérêts	161	1	1 %	(4)	(3 %)	637	35	6 %
Revenu net	32	11	51 %	8	31 %	105	3	3 %
Actif moyen	22 194	2 360	12 %	218	1 %	21 524	2 183	11 %

Comparaison du quatrième trimestre de 2007 et du quatrième trimestre de 2006

Le revenu net a augmenté de 8 millions de dollars, ou de 35 %, par rapport à la même période l'an dernier. En dollars américains, le revenu net s'est établi à 32 millions de dollars, soit une hausse de 11 millions de dollars ou de 51 %. Abstraction faite des coûts d'intégration des acquisitions, le revenu net s'est établi à 33 millions de dollars américains. Sur cette base, le revenu net a augmenté pour le quatrième trimestre de suite, progressant de 9 millions de dollars américains, ou de 38 %, par rapport à 24 millions de dollars américains au quatrième trimestre de 2006.

Le revenu a reculé de 7 millions de dollars, ou de 2,9 %. En dollars américains, le revenu s'est accru de 20 millions de dollars, ou de 8,5 %. L'acquisition de la First National Bank & Trust (FNBT) a ajouté 13 millions de dollars américains au revenu. Les avantages de la croissance des prêts et des dépôts ont été partiellement neutralisés par les effets de l'évolution continue des préférences des clients vers les dépôts à coût plus élevé et par les pressions de la concurrence sur la tarification des prêts aux entreprises. L'incidence d'un repli de 23 points de base de la marge nette d'intérêts a largement neutralisé les effets de la croissance de 11 % des prêts (8,2 % si on exclut ceux de la FNBT) et de la croissance de 9,3 % des dépôts (3,5 % si on exclut ceux de la FNBT).

Les frais autres que d'intérêts ont diminué de 17 millions de dollars, ou de 9,5 %, mais ils ont augmenté de 1 million de dollars, ou de 1,1 %, en dollars américains. Abstraction faite des frais d'exploitation de la FNBT de 9 millions de dollars américains et des coûts d'intégration, les frais ont reculé de 5 millions de dollars américains, ou de 3 %, et témoignent d'une gestion des frais de base active et rigoureuse. Le ratio de productivité avant amortissement s'est amélioré de 560 points de base et s'établit à 70,4 %. Abstraction faite de l'effet des coûts d'intégration dans la période actuelle, le ratio de productivité avant amortissement s'est établi à 69,7 % et reflète les efforts continus de la direction pour maîtriser la hausse des frais par la réduction des coûts de personnel, le ralentissement de l'expansion du réseau des succursales et d'autres initiatives.

Comparaison du quatrième trimestre de 2007 et du troisième trimestre de 2007

Le revenu net a augmenté de 6 millions de dollars, ou de 22 %. En dollars américains et abstraction faite des coûts d'intégration des acquisitions pendant les deux périodes, le revenu net s'est accru de 4 millions de dollars, ou de 15 %.

Le revenu a fléchi de 8 millions de dollars, ou de 3,4 %, par rapport au troisième trimestre, mais il a augmenté de 9 millions de dollars, ou de 3,3 %, en dollars américains. L'augmentation est due à la croissance des volumes et à la hausse des frais de service. La marge nette d'intérêts a diminué de 3 points de base, mais est restée stable pendant la majeure partie de 2007 après avoir reculé pendant une bonne partie de 2006.

Les frais autres que d'intérêts ont diminué de 16 millions de dollars, ou de 9,0 %. En dollars américains, les frais autres que d'intérêts ont diminué de 4 millions de dollars, ou de 2,7 %, principalement en raison d'une réduction de 5 millions de dollars des coûts d'intégration des acquisitions.

Comparaison de l'exercice 2007 et de l'exercice 2006

Le revenu net a diminué de 1 million de dollars, ou de 1,2 %. En dollars américains, le revenu net a progressé de 3 millions de dollars ou de 3,0 %. Nous avons continué à accroître nos volumes pendant l'exercice et les marges se sont stabilisées pendant la majeure partie de 2007. La direction a mis l'accent sur la gestion active des frais compte tenu des conditions d'exploitation difficiles.

Le revenu s'est accru de 2 millions de dollars, ou de 0,3 %. En dollars américains, le revenu a augmenté de 34 millions de dollars, ou de 4,1 %. Les acquisitions ont contribué à la hausse du revenu à hauteur de 39 millions de dollars américains. Ailleurs, l'incidence de la croissance des prêts et des dépôts et de l'augmentation des frais de service a été plus que contrebalancée par l'effet de la baisse des marges nettes d'intérêts. Abstraction faite de la FNBT, les prêts ont augmenté de 1,7 milliard de dollars américains, ou de 10,3 %, et les dépôts, de 0,7 milliard de dollars américains, ou de 4,4 %. La marge nette d'intérêts a été réduite de

30 points de base en raison des pressions de la concurrence sur la tarification et de l'évolution continue des préférences des clients vers les produits de dépôt à plus faible marge, au détriment des produits à marge élevée. La réduction globale de la marge nette d'intérêts a été atténuée par les mesures tarifaires appliquées à certaines catégories de dépôts. La marge nette d'intérêts est restée stable pendant la majeure partie de 2007.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 15 millions de dollars, ou de 2,2 %. En dollars américains, les frais se sont accrus de 35 millions de dollars, ou de 5,9 %. Abstraction faite des acquisitions, qui ont contribué à nos frais à hauteur de 28 millions de dollars américains, la hausse des frais a été de 2,3 %. Le reste de la hausse reflète les frais d'exploitation de la nouvelle plateforme technologique de nos

succursales, la hausse des frais associés aux nouvelles succursales ouvertes au cours de l'exercice 2006 et l'augmentation des volumes d'affaires. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par l'effet de nos initiatives de gestion des frais. Le ratio de productivité avant amortissement s'est détérioré de 120 points de base, et s'est établi à 73,2 %, la hausse des frais ayant dépassé la croissance des revenus. Abstraction faite des coûts d'intégration des acquisitions, le ratio de productivité avant amortissement s'est établi à 71,6 %.

Notre taux de recommandation net, qui mesure la fidélité de la clientèle, s'est établi à 41 %, alors qu'il était de 39 % en 2006.

Groupe Gestion privée (groupe GP)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T4-2007	Augmentation/(Diminution) c. T4-2006		Augmentation/(Diminution) c. T3-2007		Exercice 2007		Augmentation/(Diminution) c. exercice 2006	
Revenu net d'intérêts (bic)	155	10	7 %	1	2 %	613	44	8 %	
Revenu autre que d'intérêts	355	35	11 %	(11)	(3 %)	1 441	117	9 %	
Revenu total (bic)	510	45	10 %	(10)	(2 %)	2 054	161	8 %	
Dotation à la provision pour pertes sur créances	1	-	-	-	-	3	-	-	
Frais autres que d'intérêts	352	17	5 %	(5)	(1 %)	1 427	85	6 %	
Revenu avant impôts sur les bénéfices	157	28	22 %	(5)	(2 %)	624	76	14 %	
Impôts sur les bénéfices (bic)	50	5	12 %	(7)	(9 %)	216	23	11 %	
Revenu net	107	23	27 %	2	1 %	408	53	15 %	
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	1	-	-	-	-	4	-	-	
Revenu net avant amortissement	108	23	26 %	2	1 %	412	53	15 %	
Rendement des capitaux propres	35,8 %		7,2 %		0,1 %	35,1 %		4,6 %	
Rendement des capitaux propres avant amortissement	36,1 %		7,1 %		0,1 %	35,4 %		4,5 %	
Ratio de productivité (bic)	68,9 %		(3,1 %)		0,2 %	69,4 %		(1,4 %)	
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	68,6 %		(3,0 %)		0,2 %	69,2 %		(1,3 %)	
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	9,12 %		(0,68 %)		(0,45 %)	9,66 %		(0,33 %)	
Actif productif moyen	6 770	875	15 %	417	7 %	6 352	649	11 %	
États-Unis – Points saillants (en millions de dollars américains)									
Revenu total (bic)	62	4	6 %	-	-	243	-	-	
Frais autres que d'intérêts	65	7	13 %	6	12 %	240	1	-	
Revenu net	(2)	(2)	(+100 %)	(4)	(+100 %)	2	(1)	(41 %)	
Revenu net avant amortissement	(2)	(2)	(+100 %)	(5)	(+100 %)	4	(1)	(27 %)	
Actif moyen	2 210	151	7 %	107	5,1 %	2 108	8	0,4 %	

Comparaison du quatrième trimestre de 2007 et du quatrième trimestre de 2006

Le revenu net s'est établi à 107 millions de dollars, soit une hausse de 23 millions de dollars, ou de 27 %, le groupe ayant continué sur sa lancée pour produire des résultats remarquables.

Le revenu s'est accru de 45 millions de dollars, ou de 9,7 %. Si on fait abstraction de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain, la progression se chiffre à 53 millions de dollars ou à 11 %. Le revenu autre que d'intérêts a augmenté de 11 %, essentiellement en raison de la hausse des revenus tirés des services tarifés relatifs aux activités de placement traditionnelles, des fonds d'investissement ainsi que des services fiduciaires et des services d'investissement pour la gestion bancaire privée en Amérique du Nord. La forte croissance des volumes de transactions de BMO Ligne d'action a aussi contribué à cette augmentation. Le revenu net d'intérêts s'est accru de 7,0 %, principalement en raison de l'accroissement des soldes des dépôts et des marges dans le secteur du courtage.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 17 millions de dollars, ou de 5,0 %, et de 24 millions de dollars, ou de 7,2 %, abstraction faite de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain, essentiellement en raison de la hausse des dépenses liées aux investissements dans l'équipe de vente qui traite directement avec les clients et dans les technologies de soutien, ainsi que de la hausse des frais liés aux revenus. Le ratio de

productivité avant amortissement s'est amélioré de 301 points de base sur 12 mois.

L'actif sous gestion et sous administration et les dépôts à terme du groupe, qui se chiffrent à 275 milliards de dollars, ont subi l'effet de l'affaiblissement du dollar américain et de la faiblesse des conditions du marché. L'actif a augmenté de 19 milliards de dollars, ou de 6,9 %, sur 12 mois, abstraction faite de l'incidence du change et du transfert à PE États-Unis de nos services de fiducie et de garde de titres aux institutions aux États-Unis au troisième trimestre de 2007.

Comparaison du quatrième trimestre de 2007 et du troisième trimestre de 2007

Le revenu net a augmenté de 2 millions de dollars, ou de 1,4 %.

Le revenu a fléchi de 10 millions de dollars, ou de 1,7 %, et de 4 millions de dollars, ou de 0,8 %, abstraction faite de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain. Ce fléchissement est attribuable principalement à la baisse des revenus de commissions des services de placement traditionnels, partiellement compensée par la hausse des revenus tirés des fonds d'investissement.

Les frais autres que d'intérêts ont baissé de 5 millions de dollars, ou de 1,5 %, et de 1 million de dollars, ou de 0,2 %, abstraction faite de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain. Les frais liés aux

revenus ont diminué, en phase avec la baisse des revenus, et nos secteurs d'activité ont continué d'investir dans l'avenir.

Les résultats du quatrième trimestre ont bénéficié de la baisse du taux d'imposition effectif. Le ratio de productivité avant amortissement s'est détérioré de 18 points de base par rapport au trimestre précédent.

Comparaison de l'exercice 2007 et de l'exercice 2006

Le revenu net a atteint le chiffre record de 408 millions de dollars, soit une hausse de 53 millions de dollars ou de 15 % par rapport à 2006. Le groupe Gestion privée continue d'innover et d'investir dans la croissance.

Le revenu a augmenté de 161 millions de dollars, ou de 8,4 %, et de 172 millions de dollars, ou de 9,1 %, abstraction faite de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain, tous les secteurs d'activité ayant contribué à la croissance. Le revenu autre que d'intérêts a augmenté de 8,8 %, essentiellement en raison de la hausse des revenus tirés des

services tarifés relatifs aux activités de placement traditionnelles, des fonds d'investissement ainsi que des services fiduciaires et des services d'investissement pour la gestion bancaire privée en Amérique du Nord. La forte croissance des actifs et des volumes de transactions de BMO Ligne d'action a été contrebalancée par des changements à la tarification découlant des pressions de la concurrence sur les prix. Le revenu net d'intérêts a augmenté de 7,7 %, essentiellement en raison de l'augmentation des soldes de dépôts et des marges dans le secteur du courtage et des produits de placement à terme.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 85 millions de dollars, ou de 6,3 % et, abstraction faite de l'avantage lié à l'affaiblissement du dollar américain, de 94 millions de dollars, ou de 7,0 %, à cause surtout de l'augmentation des frais liés aux revenus et des investissements accrus pour stimuler la croissance future des revenus.

Le ratio de productivité avant amortissement s'est amélioré de 136 points de base sur 12 mois.

BMO Marchés des capitaux

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T4-2007	Augmentation/(Diminution) c. T4-2006		Augmentation/(Diminution) c. T3-2007		Exercice 2007	Augmentation/(Diminution) c. exercice 2006	
Revenu net d'intérêts (bic)	233	42	22 %	(21)	(8 %)	974	201	26 %
Revenu autre que d'intérêts	188	(254)	(57 %)	(249)	(57 %)	995	(1 012)	(50 %)
Revenu total (bic)	421	(212)	(34 %)	(270)	(39 %)	1 969	(811)	(29 %)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	19	-	-	-	-	77	(2)	(3 %)
Frais autres que d'intérêts	397	6	1 %	(48)	(11 %)	1 565	(37)	(2 %)
Revenu avant impôts sur les bénéfices	5	(218)	(98 %)	(222)	(98 %)	327	(772)	(70 %)
(Recouvrement d') impôts sur les bénéfices (bic)	(43)	(78)	(+100 %)	(74)	(+100 %)	(98)	(337)	(+100 %)
Revenu net	48	(140)	(74 %)	(148)	(75 %)	425	(435)	(51 %)
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	-	-	-	-	-	-	-	-
Revenu net avant amortissement	48	(140)	(74 %)	(148)	(75 %)	425	(435)	(51 %)
Revenus des produits de négociation	(2)	(278)	(+100 %)	(276)	(+100 %)	281	(1 090)	(80 %)
Revenus d'Investissements et services aux grandes entreprises et autres	423	66	18 %	6	1 %	1 688	278	20 %
Rendement des capitaux propres	3,0 %	(13,1 %)	(13,1 %)	(11,8 %)	(11,8 %)	7,8 %	(10,9 %)	(10,9 %)
Rendement des capitaux propres avant amortissement	3,0 %	(13,1 %)	(13,1 %)	(11,8 %)	(11,8 %)	7,8 %	(10,9 %)	(10,9 %)
Ratio de productivité (bic)	94,3 %	32,5 %	32,5 %	29,8 %	29,8 %	79,4 %	21,8 %	21,8 %
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	94,3 %	32,5 %	32,5 %	29,9 %	29,9 %	79,4 %	21,8 %	21,8 %
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	0,52 %	(0,05 %)	(0,05 %)	(0,09 %)	(0,09 %)	0,60 %	(0,02 %)	(0,02 %)
Actif productif moyen	178 100	46 078	35 %	13 143	8 %	162 309	37 527	30 %
États-Unis – Points saillants (en millions de dollars américains)								
Revenu	353	98	38 %	206	+100 %	481	(675)	(58 %)
Frais autres que d'intérêts	191	44	30 %	29	18 %	641	-	-
Revenu net	111	41	59 %	112	+100 %	(56)	(362)	(+100 %)
Actif moyen	81 427	19 666	32 %	5 558	7 %	74 109	19 972	37 %

Comparaison du quatrième trimestre de 2007 et du quatrième trimestre de 2006

Le revenu net s'est établi à 48 millions de dollars, en baisse de 140 millions de dollars ou de 74 % par rapport à la même période l'an dernier, ce qui reflète l'effet après impôts des charges de 211 millions de dollars liées à la détérioration des marchés financiers et des pertes de 16 millions de dollars dans notre portefeuille de produits de base. Abstraction faite de ces éléments significatifs, le revenu net s'est établi à 275 millions de dollars, soit une hausse de 87 millions de dollars ou de 47 % par rapport à la même période l'an dernier.

Le revenu a reculé de 212 millions de dollars, ou de 34 %. Le revenu du quatrième trimestre comprend une charge de 318 millions de dollars liée à la détérioration des marchés financiers et des pertes de 24 millions de dollars dans notre secteur des produits de base. La charge de 318 millions de dollars comprend des pertes de 169 millions en rapport avec des positions de négociation liées à des crédits structurés et des actions privilégiées, une dévaluation de 134 millions de dollars liée à des placements dans du PCAA canadien et une dévaluation de 15 millions de dollars, imputée aux gains sur titres, dans les autres revenus, liée à des placements dans des billets de capital des entités de gestion de placements structurés Links Finance Corporation et Parkland Finance Corporation. Abstraction faite de ces éléments significatifs, le revenu a augmenté de 130 millions de dollars ou de 20 %. L'affaiblissement du dollar américain a réduit le revenu de 26 millions de dollars ou de 4,1 points de pourcentage.

Le revenu tiré des produits de négociation a reculé de 278 millions de dollars, ou de 101 %, mais il a augmenté de 49 millions de dollars, ou de 18 %, abstraction faite des éléments liés aux produits de négociation mentionnés plus haut. Notre secteur de la négociation sur les opérations de change a bénéficié de la volatilité, les marchés des devises affichant une hausse de la demande et un élargissement des marges. Des améliorations ont été enregistrées dans les secteurs sensibles aux taux d'intérêt et les revenus tirés des commissions ont augmenté.

Les revenus d'Investissements et services aux grandes entreprises et autres ont augmenté de 66 millions de dollars, ou de 18 %, et de

81 millions de dollars, ou de 22 %, abstraction faite de la dévaluation de 15 millions de dollars liée aux entités de gestion de placements structurés susmentionnées. Le revenu tiré des prêts a augmenté en raison de la hausse de l'actif lié aux services bancaires aux grandes entreprises et de gains sur titres de placement plus élevés, y compris un gain de 41 millions de dollars sur la vente d'un investissement de banques d'affaires. Les prises fermes de titres d'emprunt et les commissions sur les fusions et acquisitions se sont légèrement améliorées, mais l'activité au chapitre des prises fermes de titres de participation a légèrement reculé.

Le revenu net d'intérêts a augmenté, en raison essentiellement de l'augmentation des revenus dans les secteurs sensibles aux taux d'intérêt, ainsi que d'une hausse relativement plus petite des actifs des services bancaires aux grandes entreprises. La marge nette d'intérêts a baissé de 5 points de base en raison de la croissance des actifs à plus faible marge liés à la négociation, y compris les actifs très liquides et de grande qualité.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 6 millions de dollars, ou de 1,3 %. La hausse des honoraires professionnels a été partiellement compensée par la baisse de la rémunération liée au rendement, baisse due à la diminution du revenu. L'affaiblissement du dollar américain a diminué la valeur de conversion des frais en dollars américains de 19 millions de dollars. Le recouvrement d'impôts au quatrième trimestre de 2007 est dû au fait qu'une proportion élevée du revenu du groupe provenait d'États, de provinces ou de territoires où les taux d'imposition sont plus bas.

Comparaison du quatrième trimestre de 2007 et du troisième trimestre de 2007

Le revenu net a diminué de 148 millions de dollars, ou de 75 %. Les résultats du troisième trimestre ont subi l'incidence de pertes sur produits de base de 149 millions de dollars (97 millions après impôts).

Après rajustement pour tenir compte de l'incidence nette des pertes sur produits de base au cours des deux périodes, ainsi que des dévaluations et rajustements d'évaluation au quatrième trimestre, le revenu net a fléchi de 18 millions de dollars, ou de 6,2 %.

Le revenu a diminué de 270 millions de dollars, ou de 39 %, selon les états financiers, à cause de la baisse des revenus de négociation. Abstraction faite des pertes sur produits de base au cours des deux périodes ainsi que des dévaluations et rajustements d'évaluation au quatrième trimestre, le revenu a reculé de 77 millions de dollars ou de 9,1 %. Les activités des marchés financiers ont considérablement ralenti au quatrième trimestre. Les commissions sur fusions et acquisitions, les activités de prise ferme et les revenus de commissions ont diminué. Notre part du marché des prises fermes de titres d'emprunt et de participation, mesurée en utilisant la partie de l'émission attribuée à chaque membre du syndicat financier correspondant à son pourcentage de l'opération de prise ferme, a diminué par rapport au trimestre précédent. Le montant total des fonds que nous avons mobilisés a cependant augmenté. Les gains nets sur titres de placement ont augmenté, les résultats incluant un gain de 41 millions de dollars sur la vente d'un investissement de banques d'affaires.

Les frais autres que d'intérêts ont fléchi de 48 millions de dollars, ou de 11 %, principalement en raison de la baisse de la rémunération liée au rendement, en phase avec le recul des revenus liés aux services tarifés.

Comparaison de l'exercice 2007 et de l'exercice 2006

Le revenu net a diminué de 435 millions de dollars, ou de 51 %. Après rajustement pour tenir compte de l'incidence nette de dévaluations et rajustements d'évaluation de 318 millions de dollars (211 millions après impôts) au quatrième trimestre de 2007 et de pertes sur produits de base de 853 millions de dollars (440 millions après impôts et rémunération

liée au rendement connexe), le revenu net a augmenté de 216 millions de dollars ou de 25 %.

Le revenu a diminué de 811 millions de dollars, ou de 29 %, mais il a augmenté de 360 millions de dollars, ou de 13 %, abstraction faite des dévaluations et rajustements d'évaluation effectués au quatrième trimestre et des pertes de négociation sur produits de base de l'ensemble de l'exercice. Des hausses importantes des honoraires tirés des activités de fusion et acquisition, de l'activité dans le secteur des prises fermes, des commissions sur prêts et des autres commissions ont été enregistrées. Les revenus de négociation ont baissé en raison des pertes sur produits de base et des dévaluations liées à la négociation de taux d'intérêt, mais les revenus de négociation sur les actions et les opérations de change se sont accrues.

Le revenu net d'intérêts a progressé grâce à la hausse du revenu net d'intérêts lié aux activités de négociation et des revenus des secteurs sensibles aux taux d'intérêt. L'augmentation de l'actif des services bancaires aux grandes entreprises a également contribué à la hausse du revenu net d'intérêts, partiellement contrebalancée par la diminution des marges sur les prêts aux grandes entreprises dans un contexte de forte concurrence.

Les frais autres que d'intérêts ont diminué de 37 millions de dollars, ou de 2,4 %, en raison de la baisse de la rémunération liée au rendement. Le ratio de productivité s'est dégradé en raison de la baisse des revenus de négociation.

Le groupe a gagné un revenu avant impôts sur les bénéficiaires pendant l'exercice; les résultats incluent toutefois un recouvrement d'impôts sur les bénéficiaires parce qu'une proportion élevée du revenu du groupe provenait d'États, de provinces ou de territoires où les taux d'imposition sont plus bas.

Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T4-2007	Augmentation/(Diminution) c. T4-2006		Augmentation/(Diminution) c. T3-2007		Exercice 2007		Augmentation/(Diminution) c. exercice 2006	
Revenu net d'intérêts (bic)	(90)	(63)	(+100 %)	(2)	(6 %)	(359)	(207)	(+100 %)	
Revenu autre que d'intérêts	71	31	81 %	65	+100 %	214	109	+100 %	
Revenu total (bic)	(19)	(32)	(+100 %)	63	75 %	(145)	(98)	(+100 %)	
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	42	132	+100 %	61	+100 %	(85)	165	66 %	
Frais autres que d'intérêts	25	(9)	(26 %)	15	+100 %	84	(47)	(35 %)	
Charge de restructuration	24	24	+100 %	24	+100 %	159	159	+100 %	
Total des frais autres que d'intérêts	49	15	47 %	39	+100 %	243	112	87 %	
Revenu avant impôts sur les bénéficiaires et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	(110)	(179)	(+100 %)	(37)	(56 %)	(303)	(375)	(+100 %)	
(Recouvrement d') impôts sur les bénéficiaires (bic)	(110)	(32)	(43 %)	(36)	(52 %)	(312)	(117)	(60 %)	
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	19	-	-	1	5 %	75	(1)	1 %	
Revenu net (perte nette)	(19)	(147)	(+100 %)	(2)	(11 %)	(66)	(257)	(+100 %)	
États-Unis – Points saillants (en millions de dollars américains)									
Revenu	(24)	-	-	7	23 %	(96)	(10)	(12 %)	
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	44	69	+100 %	35	+100 %	17	101	+100 %	
Frais autres que d'intérêts	(11)	(9)	(+100 %)	(1)	(10 %)	(26)	(41)	(+100 %)	
Charge de restructuration	8	8	+100 %	8	+100 %	26	26	+100 %	
Total des frais autres que d'intérêts	(3)	(1)	(50 %)	7	65 %	-	(15)	(+100 %)	
Impôts sur les bénéficiaires	(19)	(20)	(+100 %)	(6)	(46 %)	(31)	8	20 %	
Revenu net (perte nette)	(50)	(48)	(+100 %)	(28)	(+100 %)	(100)	(104)	(+100 %)	

Services d'entreprise

Les Services d'entreprise comprennent les unités fonctionnelles qui offrent à BMO Groupe financier une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans les domaines tels que la planification stratégique, le droit, les finances, la vérification interne, la gestion des risques, les communications, les ressources humaines et la formation. Les résultats d'exploitation comprennent les revenus et les frais liés à certaines activités de titrisation, aux opérations de couverture visant les revenus de sources étrangères et aux activités relevant de la gestion de certains postes du bilan et de la structure globale de l'actif et du passif de BMO.

Les écarts entre les dotations à la provision pour pertes sur créances imputées aux groupes clients, qui sont calculées selon la méthode de la perte prévue, et les dotations à la provision pour pertes sur créances pour la période, calculées pour l'ensemble de l'organisation conformément aux PCGR, sont généralement imputés (ou crédités) aux Services d'entreprise.

Technologie et opérations

Le groupe Technologie et opérations (T&O) assure à BMO Groupe financier des services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information, de services d'exploitation,

d'opérations immobilières et d'impartition. Le groupe axe ses efforts sur les priorités établies à l'échelle de l'organisation afin de maximiser la qualité et l'efficacité de l'exploitation et de permettre aux clients de vivre une excellente expérience.

Analyse des résultats financiers

Aux fins de la communication de l'information financière, les résultats d'exploitation de Technologie et opérations sont inclus dans ceux des Services d'entreprise. Cependant, les coûts des services de Technologie et opérations sont transférés aux groupes clients (Services bancaires PE, groupe GP et BMO MC), et seules des sommes peu élevées sont conservées dans les résultats de Technologie et opérations. Par conséquent, les résultats de la présente section reflètent en grande partie les résultats des autres unités fonctionnelles susmentionnées.

La perte nette du trimestre s'établit à 19 millions de dollars, alors qu'un revenu net de 128 millions de dollars avait été inscrit au quatrième trimestre de 2006. Le recul du revenu net s'explique principalement par :

un gain de titrisation de 23 millions de dollars comptabilisé l'an dernier et d'autres réductions de revenus liés à la titrisation; l'augmentation des dotations à la provision pour pertes sur créances, y compris une hausse de 50 millions de dollars de la provision générale pour pertes sur créances en 2007, et une réduction de 35 millions de dollars de cette provision au cours de l'exercice précédent; et la charge de restructuration nette de 24 millions de dollars (15 millions après impôts). Ces éléments ont été partiellement compensés par la baisse des charges du siège social.

Le revenu net a fléchi de 2 millions de dollars par rapport au troisième trimestre. La hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances, y compris l'augmentation de la provision générale, et l'augmentation des frais à cause de la charge de restructuration nette ont été en grande partie neutralisées par l'augmentation des revenus liés à la titrisation et des avantages fiscaux.

La perte nette pour l'exercice s'est élevée à 66 millions de dollars, alors que le revenu net s'élevait à 191 millions en 2006. Abstraction faite des charges de restructuration de 159 millions de dollars (103 millions de dollars après impôts), le revenu net a diminué de 154 millions de dollars, principalement en raison de la baisse du revenu et de la hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances, y compris l'incidence des variations de la provision générale, facteurs partiellement compensés par la diminution des charges du siège social.

État consolidé des résultats

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Pour les trois mois terminés le				Pour les douze mois terminés le		
	31 octobre 2007	31 juillet 2007	30 avril 2007	31 janvier 2007	31 octobre 2006	31 octobre 2007	31 octobre 2006
Revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions							
Prêts (note 2)	2 971 \$	2 935 \$	2 839 \$	2 812 \$	2 739 \$	11 557 \$	9 985 \$
Valeurs mobilières	910	786	731	726	589	3 153	2 158
Dépôts à d'autres banques	387	291	230	220	214	1 128	769
	4 268	4 012	3 800	3 758	3 542	15 838	12 912
Frais d'intérêts							
Dépôts	2 328	1 968	1 833	1 776	1 686	7 905	5 743
Dettes subordonnées	51	46	40	43	43	180	169
Actions privilégiées et titres d'une fiducie de capital	24	24	26	25	25	99	99
Autres passifs	669	727	697	718	573	2 811	2 157
	3 072	2 765	2 596	2 562	2 327	10 995	8 168
Revenu net d'intérêts	1 196	1 247	1 204	1 196	1 215	4 843	4 744
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 3)	151	91	59	52	16	353	176
Revenu net d'intérêts déduction faite de la dotation à la provision pour pertes sur créances	1 045	1 156	1 145	1 144	1 199	4 490	4 568
Revenu autre que d'intérêts							
Commissions et droits sur titres	265	299	303	278	247	1 145	1 051
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	183	180	182	183	183	728	729
Revenus de négociation (pertes) (note 2)	(165)	40	(10)	(352)	90	(487)	718
Commissions sur prêts	105	102	100	99	90	406	337
Frais de services de cartes (note 2)	(105)	79	70	63	105	107	396
Gestion de placements et garde de titres	83	81	81	77	76	322	298
Revenus tirés de fonds d'investissement	148	151	140	137	130	576	499
Revenus de titrisation	61	65	83	87	55	296	100
Commissions de prise ferme et de consultation	103	160	159	106	104	528	407
Gains sur titres, autres que de négociation	148	6	48	44	46	246	145
Revenus de change, autres que de négociation	48	30	33	21	27	132	102
Revenus d'assurance	52	55	77	46	49	230	204
Autres (note 2)	78	60	58	81	44	277	255
	1 004	1 308	1 324	870	1 246	4 506	5 241
Revenu net d'intérêts et revenu autre que d'intérêts	2 049	2 464	2 469	2 014	2 445	8 996	9 809
Frais autres que d'intérêts							
Rémunération du personnel (note 8)	901	1 024	969	931	934	3 825	3 824
Bureau et matériel	350	325	320	308	328	1 303	1 211
Amortissement des actifs incorporels	11	11	13	11	11	46	44
Déplacements et expansion des affaires	92	72	64	59	76	287	253
Communications	36	38	42	33	39	149	131
Taxes d'affaires et impôts sur le capital	6	-	17	24	19	47	94
Honoraires	108	62	67	64	92	301	287
Autres	127	127	122	108	114	484	509
	1 631	1 659	1 614	1 538	1 613	6 442	6 353
Charge de restructuration (note 9)	24	-	-	135	-	159	-
Revenu avant provision pour (recouvrement des) impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	394	805	855	341	832	2 395	3 456
Impôts sur les bénéfices (note 2)	(77)	127	165	(26)	117	189	717
	471	678	690	367	715	2 206	2 739
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	19	18	19	19	19	75	76
Revenu net	452 \$	660 \$	671 \$	348 \$	696 \$	2 131 \$	2 663 \$
Dividendes sur actions privilégiées	12 \$	9 \$	13 \$	9 \$	8 \$	43 \$	30 \$
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	440 \$	651 \$	658 \$	339 \$	688 \$	2 088 \$	2 633 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	498 379	499 793	500 510	501 136	500 432	499 950	501 257
Nombre moyen d'actions ordinaires compte tenu des titres dilutifs (en milliers)	506 173	507 913	509 943	510 320	510 166	508 614	511 173
Résultat par action (en dollars canadiens)							
De base	0,89 \$	1,30 \$	1,31 \$	0,68 \$	1,37 \$	4,18 \$	5,25 \$
Dilué	0,87	1,28	1,29	0,67	1,35	4,11	5,15
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,70	0,68	0,68	0,65	0,62	2,71	2,26

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante. Certains chiffres des périodes antérieures ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Bilan consolidé

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)

	Au				
	31 octobre 2007	31 juillet 2007	30 avril 2007	31 janvier 2007	31 octobre 2006
Actif					
Encaisse	22 890 \$	25 041 \$	19 502 \$	22 873 \$	19 608 \$
Valeurs mobilières					
Titres de négociation	70 773	67 716	63 600	58 401	51 820
Titres de placement (note 2)	-	-	-	-	14 166
Titres disponibles à la vente (note 2)	26 010	17 046	17 529	18 235	-
Titres divers (note 2)	1 494	1 456	1 460	1 465	1 414
Titres de substituts de prêts	-	11	11	11	11
	98 277	86 229	82 600	78 112	67 411
Prêts (note 2)					
Prêts hypothécaires à l'habitation	52 429	62 297	62 908	63 109	63 321
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	33 189	33 009	31 913	31 474	30 418
Prêts sur cartes de crédit	4 493	4 347	3 899	3 764	3 631
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	62 650	63 795	60 956	58 108	56 030
Titres pris en pension, empruntés ou achetés	37 093	34 216	35 063	41 843	31 429
	189 854	197 664	194 739	198 298	184 829
Engagements de clients aux termes d'acceptations	12 389	8 993	9 530	8 252	7 223
Provision pour pertes sur créances (note 3)	(1 055)	(1 045)	(1 059)	(1 078)	(1 058)
	201 188	205 612	203 210	205 472	190 994
Autres actifs					
Instruments dérivés (note 2)	32 585	30 030	38 711	37 361	30 411
Bureaux et matériel	1 980	2 015	2 047	2 057	2 047
Écarts d'acquisition	1 140	1 232	1 252	1 306	1 098
Actifs incorporels	124	149	174	207	152
Actifs divers (note 2)	8 340	8 846	9 031	8 103	8 257
	44 169	42 272	51 215	49 034	41 965
Total de l'actif	366 524 \$	359 154 \$	356 527 \$	355 491 \$	319 978 \$
Passif et capitaux propres					
Dépôts (note 2)					
Banques	34 100 \$	30 561 \$	28 256 \$	33 811 \$	26 632 \$
Entreprises et administrations publiques (note 10)	121 748	120 757	114 504	104 994	100 848
Particuliers	76 202	77 709	78 855	78 309	76 368
	232 050	229 027	221 615	217 114	203 848
Autres passifs					
Instruments dérivés (note 2)	33 584	30 543	40 192	38 842	31 446
Acceptations	12 389	8 993	9 530	8 252	7 223
Titres vendus à découvert	25 039	28 551	24 692	19 472	15 398
Titres mis en pension, prêtés ou vendus	31 263	30 992	31 027	40 965	31 918
Passifs divers	12 055	10 682	10 055	11 083	10 758
	114 330	109 761	115 496	118 614	96 743
Dette subordonnée (notes 2 et 10)	3 446	3 446	2 395	2 745	2 726
Actions privilégiées (note 11)	250	450	450	450	450
Titres d'une fiducie de capital	1 150	1 150	1 150	1 150	1 150
Capitaux propres					
Capital-actions (note 11)	5 607	5 318	5 272	5 225	4 827
Surplus d'apport	58	56	55	55	49
Bénéfices non répartis (note 2)	11 166	11 158	11 017	10 836	10 974
Cumul des autres éléments du résultat étendu - Perte (note 2)	(1 533)	(1 212)	(923)	(698)	(789)
	15 298	15 320	15 421	15 418	15 061
Total du passif et des capitaux propres	366 524 \$	359 154 \$	356 527 \$	355 491 \$	319 978 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante. Certains chiffres des périodes antérieures ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

État consolidé du résultat étendu

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le		Pour les douze mois terminés le	
	31 octobre 2007	31 octobre 2006	31 octobre 2007	31 octobre 2006
Revenu net	452 \$	696 \$	2 131 \$	2 663 \$
Autres éléments du résultat étendu				
Variation nette des gains non réalisés sur les titres disponibles à la vente	87	-	32	-
Variation nette des gains (pertes) non réalisés sur les couvertures de flux de trésorerie	39	-	(115)	-
Perte nette provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger	(447)	(27)	(613)	(177)
Total du résultat étendu	131 \$	669 \$	1 435 \$	2 486 \$

État consolidé de la variation des capitaux propres

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le		Pour les douze mois terminés le	
	31 octobre 2007	31 octobre 2006	31 octobre 2007	31 octobre 2006
Actions privilégiées				
Solde au début de la période	946 \$	596 \$	596 \$	596 \$
Actions émises au cours de la période (note 11)	250	-	600	-
Solde à la fin de la période	1 196	596	1 196	596
Actions ordinaires				
Solde au début de la période	4 372	4 169	4 231	4 022
Actions émises en vertu du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires	28	27	113	89
Actions émises en vertu du régime d'options d'achat d'actions	23	43	132	169
Actions émises en échange d'actions d'une filiale	-	-	1	-
Actions rachetées aux fins d'annulation (note 11)	(12)	(8)	(66)	(49)
Solde à la fin de la période	4 411	4 231	4 411	4 231
Surplus d'apport				
Solde au début de la période	56	47	49	35
Frais liés aux options d'achat d'actions	2	2	9	14
Solde à la fin de la période	58	49	58	49
Bénéfices non répartis				
Solde au début de la période	11 158	10 653	10 974	9 801
Incidence cumulative de l'adoption des nouvelles règles comptables relatives aux instruments financiers, (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 39 \$) (note 2)	-	-	(71)	-
Revenu net	452	696	2 131	2 663
Dividendes – Actions privilégiées	(12)	(8)	(43)	(30)
– Actions ordinaires	(348)	(311)	(1 353)	(1 133)
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 11)	(79)	(56)	(458)	(327)
Frais d'émission d'actions	(5)	-	(14)	-
Solde à la fin de la période	11 166	10 974	11 166	10 974
Cumul des autres éléments du résultat étendu – Résultat provenant des titres disponibles à la vente				
Solde au début de la période	(52)	-	-	-
Incidence de la réévaluation des titres disponibles à la vente à la valeur de marché le 1 ^{er} novembre 2006 (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 1 \$)	-	-	3	-
Gains non réalisés sur les titres disponibles à la vente survenus au cours de la période (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 41 \$ et de 6 \$)	80	-	15	-
Reclassement des pertes réalisées dans le revenu net au cours de la période (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 4 \$ et de 12 \$)	7	-	17	-
Solde à la fin de la période	35	-	35	-
Cumul des autres éléments du résultat étendu – Perte provenant des couvertures de flux de trésorerie				
Solde au début de la période	(205)	-	-	-
Incidence de l'adoption des nouvelles règles comptables relatives aux couvertures de flux de trésorerie le 1 ^{er} novembre 2006 (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 28 \$)	-	-	(51)	-
Gains (pertes) sur couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de la période (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 15 \$ et de 64 \$)	28	-	(128)	-
Reclassement des pertes sur couvertures de flux de trésorerie dans le revenu net (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 5 \$ et de 6 \$)	11	-	13	-
Solde à la fin de la période	(166)	-	(166)	-
Cumul des autres éléments du résultat étendu – Perte provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger				
Solde au début de la période	(955)	(762)	(789)	(612)
Perte non réalisée provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger	(1 196)	(72)	(1 697)	(472)
Incidence de la couverture des gains provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 397 \$, 23 \$, 575 \$ et 156 \$)	749	45	1 084	295
Solde à la fin de la période	(1 402)	(789)	(1 402)	(789)
Cumul total des autres éléments du résultat étendu – Perte	(1 533)	(789)	(1 533)	(789)
Total des capitaux propres	15 298 \$	15 061 \$	15 298 \$	15 061 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante. Certains chiffres des périodes antérieures ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

État consolidé des flux de trésorerie

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)

Pour les trois mois terminés le Pour les douze mois terminés le

	31 octobre 2007	31 octobre 2006	31 octobre 2007	31 octobre 2006
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Revenu net	452 \$	696 \$	2 131 \$	2 663 \$
Rajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'exploitation				
Dévaluation de titres, autres que de négociation	18	-	18	9
Gain net sur titres, autres que de négociation	(166)	(46)	(264)	(154)
(Augmentation) nette des titres de négociation	(5 986)	(6 492)	(23 028)	(8 565)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	151	16	353	176
Gain à la vente de prêts titrisés (note 4)	(47)	(44)	(202)	(69)
Variation des instruments dérivés				
(Augmentation) diminution des actifs dérivés	(3 861)	1 637	(4 991)	238
Augmentation des passifs dérivés	5 186	220	6 127	3 328
Amortissement des bureaux et du matériel	99	95	390	360
Amortissement des actifs incorporels	11	11	46	44
Diminution nette des impôts futurs	(36)	(85)	(176)	(153)
Augmentation (diminution) nette des impôts exigibles	(211)	20	(800)	144
Variation des intérêts courus				
(Augmentation) des intérêts à recevoir	(255)	(309)	(129)	(468)
Augmentation des intérêts à payer	378	207	537	303
Variation nette des autres éléments et charges à payer	5 125	1 551	6 051	2 595
Gain à la vente de terrains et d'immeubles	(6)	-	(6)	-
Montant net des flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	852	(2 523)	(13 943)	451
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Augmentation nette des dépôts	16 926	2 259	45 222	13 108
Augmentation (diminution) nette des titres vendus à découvert	(2 981)	1 145	10 328	(708)
Augmentation nette des titres mis en pension, prêtés ou vendus	2 363	3 845	2 325	9 987
Augmentation (diminution) nette du passif des filiales	(27)	(448)	335	(94)
Remboursement de la dette subordonnée	-	-	(483)	(425)
Produit de l'émission de la dette subordonnée	-	-	1 200	700
Rachat d'actions privilégiées classées dans le passif	(200)	-	(200)	-
Produit de l'émission d'actions privilégiées	250	-	600	-
Produit de l'émission d'actions ordinaires	51	70	245	258
Frais d'émission d'actions	(5)	-	(14)	-
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 11)	(91)	(64)	(524)	(376)
Dividendes versés	(360)	(319)	(1 396)	(1 163)
Montant net des flux de trésorerie provenant des activités de financement	15 926	6 488	57 638	21 287
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
(Augmentation) diminution nette des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	(339)	185	(5 709)	901
Achats de titres, autres que de négociation	(17 716)	(9 111)	(50 366)	(20 433)
Échéances de titres, autres que de négociation	3 736	2 616	24 635	9 494
Produit de la vente de titres, autres que de négociation	3 469	3 657	11 824	7 920
(Augmentation) diminution nette des prêts, des engagements de clients aux termes d'acceptations et des titres de substituts de prêts	1 029	(4 031)	(14 570)	(20 184)
Produit de la titrisation de prêts (note 4)	694	2 241	3 330	4 994
(Augmentation) diminution nette des titres pris en pension, empruntés ou achetés	(4 736)	344	(8 280)	(3 723)
Produit de la vente de terrains et d'immeubles	45	-	45	-
Bureaux et matériel – achats nets	(169)	(204)	(420)	(583)
Acquisitions (note 7)	1	-	(386)	(76)
Montant net des flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement	(13 986)	(4 303)	(39 897)	(21 690)
Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(2 085)	(6)	(2 606)	(2)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	707	(344)	1 192	46
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	2 943	2 802	2 458	2 412
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	3 650 \$	2 458 \$	3 650 \$	2 458 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante. Certains chiffres des périodes antérieures ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les douze mois terminés le 31 octobre 2007 (non vérifié)

Note 1 • Normes de présentation

Les présents états financiers consolidés doivent être lus en tenant compte des notes afférentes à nos états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2006, telles qu'elles figurent aux pages 96 à 133 de notre Rapport annuel 2006. Les présents états financiers consolidés ont été dressés en conformité avec les principes comptables généralement

reconnus (PCGR) du Canada, selon les conventions comptables et méthodes de calcul utilisées pour nos états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2006, sous réserve de ce qui est décrit à la note 2.

Note 2 • Changements dans la comptabilité

Modification des estimations

Au cours du trimestre terminé le 31 octobre 2007, nous avons haussé le passif lié aux futurs échanges de récompenses par les clients dans le cadre de notre programme de fidélisation de la clientèle du secteur MasterCard des Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada. L'incidence de cette modification sur notre état consolidé des résultats pour le trimestre terminé le 31 octobre 2007 a été une réduction du revenu autre que d'intérêts, au titre des frais de services de cartes, de 185 millions de dollars, une diminution de la provision pour impôts sur les bénéfices de 65 millions de dollars et une baisse du revenu net de 120 millions de dollars.

Modifications des conventions comptables

Le 1^{er} novembre 2006, nous avons adopté les règles de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) concernant les titres, les instruments dérivés de couverture, les autres éléments du résultat étendu et certains autres instruments financiers. Les données des périodes antérieures n'ont pas été retraitées.

Le 1^{er} novembre 2006, nous avons apporté les rajustements suivants à notre bilan afin de nous conformer aux nouvelles règles :

(en millions de dollars canadiens)	Au	
	1 ^{er} novembre 2006	
Augmentation (diminution)		
Bilan consolidé		
Titres disponibles à la vente a)	4	\$
Prêts b) (ii), d)	(87)	
Actifs divers	51	
Instruments dérivés – actif b)	70	
Dépôts b) (ii)	38	
Instruments dérivés – passif b)	110	
Dette subordonnée b) (ii)	9	
Bénéfices non répartis	(71)	
Cumul des autres éléments du résultat étendu – titres disponibles à la vente a)	3	
Cumul des autres éléments du résultat étendu – perte provenant des couvertures de flux de trésorerie b) (i)	(51)	

Le tableau ci-dessous présente l'incidence de ces modifications sur notre état consolidé des résultats :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le	Pour les douze mois terminés le
	31 octobre 2007	31 octobre 2007
Augmentation (diminution) du revenu net		
État consolidé des résultats		
Revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions – Prêts d)	2	\$
Revenu autre que d'intérêts – Revenus (pertes) de négociation c)	(8)	7
Revenu autre que d'intérêts – Autres b) (i) (ii)	8	1
Impôts sur les bénéfices	(1)	(6)
Revenu net	1	\$

Autres éléments du résultat étendu

En vertu des nouvelles règles, nous devons présenter un état consolidé du résultat étendu, état qui est constitué du revenu net, des variations des gains ou pertes non réalisés relatifs aux titres disponibles à la vente, des variations des gains ou pertes non réalisés relatifs aux couvertures de flux de trésorerie, ainsi que des gains ou pertes de change nets non réalisés relatifs au montant net de nos investissements dans des établissements à l'étranger pour la période. Cet état est présenté au-dessus de notre état consolidé de la variation des capitaux propres.

a) Titres

En vertu des nouvelles règles, nous devons classer les titres autres que de négociation comme des titres détenus jusqu'à leur échéance ou des titres disponibles à la vente.

Les titres disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur, les gains et pertes non réalisés étant comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu provenant des titres disponibles à la vente, dans notre état consolidé de la variation des capitaux propres, jusqu'à ce que ces titres soient vendus. Si une perte non réalisée est considérée comme durable, cette perte non réalisée est comptabilisée dans le revenu. Les gains et les pertes sur cession sont comptabilisés dans notre état consolidé des résultats au poste gains (pertes) sur titres, autres que de négociation. Le revenu d'intérêts et les dividendes reçus sur les titres de participation sont comptabilisés dans notre état consolidé des résultats, dans le revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions, au poste valeurs mobilières. Nous n'avons classé aucun de nos titres de placement comme titre détenu jusqu'à échéance. Les titres disponibles à la vente qui n'ont pas de prix coté sur un marché, y compris les titres dont la vente est soumise à des restrictions, continueront à être comptabilisés au coût après amortissement.

Les nouvelles règles n'ont pas d'incidence sur la comptabilisation de nos investissements de banque d'affaires ou de nos investissements dans des actions de sociétés sur lesquelles nous exerçons une influence notable sans en avoir le contrôle. Ces investissements sont inscrits à notre bilan consolidé dans les titres divers. La note 3 afférente à nos états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2006 contient d'autres renseignements sur nos politiques en matière de valeurs mobilières, de détermination de la juste valeur et de moins-value durable.

Le 1^{er} novembre 2006, nous avons réévalué nos titres disponibles à la vente à leur juste valeur. Un gain non réalisé net de 3 millions de dollars a été comptabilisé dans le solde d'ouverture du cumul des autres éléments du résultat étendu – titres disponibles à la vente.

b) Instruments dérivés de couverture

En vertu des nouvelles règles, nous devons comptabiliser tous nos instruments dérivés de couverture à leur juste valeur. Avant le 1^{er} novembre 2006, nous comptabilisions les instruments dérivés qui répondaient aux conditions de la comptabilité de couverture selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les types de relations de couverture qui répondent aux conditions de la comptabilité de couverture n'ont pas changé en vertu des nouvelles

règles. Nous continuerons à désigner nos couvertures comme des couvertures de flux de trésorerie ou comme des couvertures de la juste valeur. La note 9 afférente à nos états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2006 contient une description des éléments ou des transactions que nous couvrons, et fait état de la politique de gestion des risques que nous appliquons pour chaque type de couverture.

(i) Couvertures de flux de trésorerie

Les couvertures de flux de trésorerie modifient le risque lié à la variabilité des flux de trésorerie pour les instruments productifs d'intérêt à taux variable ou l'émission prévue de passifs à taux fixe.

En vertu des nouvelles règles, nous continuerons à comptabiliser les intérêts à recevoir ou à payer sur les instruments dérivés comme un rajustement du revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions inscrit à notre état consolidé des résultats, sur la durée de la couverture.

Dans la mesure où les variations de la juste valeur de l'instrument dérivé compensent les variations de la juste valeur de l'instrument couvert, elles sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat étendu. Toute partie des variations de la juste valeur de l'instrument dérivé qui ne compense pas les variations de la juste valeur de l'instrument couvert (l'inefficacité de la couverture) est portée directement au revenu autre que d'intérêts, au poste autres, dans notre état consolidé des résultats. Les gains sur la partie inefficace de nos couvertures de flux de trésorerie totalisaient 9 millions de dollars pour les trois mois terminés le 31 octobre 2007 (pertes de moins de 1 million de dollars pour les douze mois terminés le 31 octobre 2007).

Dans le cas des couvertures de flux de trésorerie qui sont interrompues avant la fin de la durée initiale, les gains ou les pertes non réalisés comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu sont amortis par imputation au revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions dans notre état consolidé des résultats, l'élément couvert ayant une incidence sur les résultats. Si l'élément couvert est vendu ou réglé, la totalité des gains ou des pertes non réalisés est constatée dans le revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions, dans l'état consolidé des résultats. Le montant de la perte comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu que nous prévoyons reclasser dans l'état consolidé des résultats au cours des douze prochains mois s'élève à 64 millions de dollars (42 millions après impôts). Ce montant sera compensé par une hausse du revenu net d'intérêts provenant des actifs et des passifs qui ont fait l'objet de couvertures.

Le 1^{er} novembre 2006, nous avons réévalué nos instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie à la juste valeur. La partie de la juste valeur qui compensait la juste valeur de l'élément couvert était un gain de 8 millions de dollars (5 millions après impôts) et elle a été comptabilisée dans le solde d'ouverture du cumul des autres éléments du résultat étendu. La partie inefficace des couvertures des flux de trésorerie qui a été comptabilisée dans le solde d'ouverture des bénéfices non répartis totalisait moins de 1 million de dollars. Nous avons aussi reclassé, dans le solde d'ouverture du cumul des autres éléments du résultat étendu, des pertes reportées relatives à des couvertures de flux de trésorerie interrompues avant le 1^{er} novembre 2006, pour un montant de 86 millions de dollars (56 millions après impôts), pertes qui étaient jusqu'alors comptabilisées dans les actifs divers.

(ii) Couvertures de la juste valeur

Les couvertures de la juste valeur modifient le risque lié aux variations de la juste valeur des instruments à taux fixe causées par les variations de taux d'intérêt. Ces couvertures transforment des actifs et passifs à taux fixe en actifs et passifs à taux variable. Nos couvertures de la juste valeur comprennent des couvertures de prêts aux entreprises et aux particuliers, de titres, de dépôts et de dette subordonnée à taux fixe.

En vertu des nouvelles règles, nous continuerons à comptabiliser les intérêts à recevoir ou à payer sur les instruments dérivés comme un rajustement du revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions inscrit à notre état consolidé des résultats, sur la durée de la couverture.

Dans le cas des couvertures de la juste valeur, non seulement l'instrument dérivé de couverture est comptabilisé à sa juste valeur, mais

les actifs et passifs à taux fixe qui font partie de la relation de couverture sont rajustés en fonction des variations de la valeur du risque qui est couvert (quasi juste valeur). Dans la mesure où les variations de la juste valeur de l'instrument dérivé ne neutralisent pas les variations du rajustement de la quasi juste valeur de l'élément couvert (l'inefficacité de la couverture), le montant net est porté directement au revenu autre que d'intérêts, au poste autres, dans l'état consolidé des résultats. Les pertes sur la partie inefficace de nos couvertures de la juste valeur totalisaient 1 million de dollars pour les trois mois terminés le 31 octobre 2007 (gains de 1 million de dollars pour les douze mois terminés le 31 octobre 2007).

Dans le cas des couvertures de la juste valeur qui sont interrompues, nous cessons de rajuster l'élément couvert à la quasi juste valeur. Le rajustement à la quasi juste valeur de l'élément couvert est comptabilisé comme un rajustement du revenu ou des frais d'intérêts relatifs à cet élément, sur le reste de sa durée. Si l'élément couvert est vendu ou réglé, tout rajustement à la quasi juste valeur est inclus dans la détermination du gain ou de la perte découlant de la vente ou du règlement. Nous n'avons couvert aucun engagement au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2007.

Lorsque nous avons réévalué à la juste valeur les instruments dérivés de couverture de la juste valeur, le 1^{er} novembre 2006, nous avons rajusté en conséquence la valeur comptable des éléments que nous couvrons avec ces instruments dérivés (rajustement à la quasi juste valeur). La différence entre ces deux montants a été comptabilisée dans le solde d'ouverture des bénéfices non répartis et totalisait moins de 1 million de dollars. Le 1^{er} novembre 2006, nous avons aussi reclassé des montants reportés relatifs à des couvertures de la juste valeur interrompues avant le 1^{er} novembre 2006, montants qui étaient jusqu'alors comptabilisés dans les actifs divers, afin de rajuster la valeur comptable des éléments qui étaient auparavant couverts. Les rajustements à la quasi juste valeur relatifs à ces deux opérations étaient constitués d'une augmentation des prêts de 3 millions de dollars, d'une augmentation des dépôts de 38 millions de dollars, d'une augmentation de la dette subordonnée de 9 millions de dollars et d'une augmentation des actifs divers de 6 millions de dollars.

c) Option de la juste valeur

Les nouvelles règles permettent à la direction de choisir d'évaluer des instruments financiers, qui autrement ne seraient pas comptabilisés à leur juste valeur, comme s'ils étaient des instruments de négociation, les variations de la juste valeur étant comptabilisées dans le revenu, pourvu que certains critères soient respectés. Les instruments financiers doivent avoir été désignés le 1^{er} novembre 2006, lors de l'adoption de la nouvelle norme, ou au moment où les nouveaux instruments financiers ont été acquis, et la désignation est irrévocable.

Nous émettons des billets structurés qui comprennent des options incorporées. Nous concluons des contrats sur instruments dérivés qui gèrent notre risque lié aux variations de la juste valeur du billet structuré attribuables aux variations des taux d'intérêt. Les billets structurés sont désignés comme instruments de négociation en vertu de l'option de la juste valeur, ce qui permet de mieux harmoniser le résultat comptable avec la façon dont le portefeuille est géré. Ces billets sont classés dans les dépôts. Au 31 octobre 2007, la juste valeur et le montant dû à l'échéance contractuelle de ces billets étaient respectivement de 762 millions et de 791 millions de dollars. L'incidence de la comptabilisation de ces billets comme instruments de négociation a été une diminution du revenu autre que d'intérêts, au poste revenus de négociation, de 7 millions de dollars pour les trois mois terminés le 31 octobre 2007 (une augmentation de 8 millions pour les douze mois terminés le 31 octobre 2007). La diminution a été compensée par un gain sur les instruments dérivés.

Les titres de nos filiales du secteur de l'assurance qui soutiennent nos passifs d'assurance ont été désignés comme instruments de négociation en vertu de l'option de la juste valeur. Comme le calcul actuariel des passifs d'assurance est fondé sur la valeur comptabilisée des titres qui les soutiennent, la comptabilisation de ces titres à leur juste valeur permet de mieux harmoniser le résultat comptable avec la façon dont le portefeuille est géré. La juste valeur de ces titres au 31 octobre 2007 était de 30 millions de dollars. L'incidence de la comptabilisation de ces titres comme instruments de négociation a été une

diminution du revenu autre que d'intérêts, au poste revenus d'assurance, de 1 million de dollars pour les périodes de trois et douze mois terminées le 31 octobre 2007.

Le 1^{er} novembre 2006, nous avons réévalué le portefeuille des billets structurés et certains titres de nos filiales du secteur de l'assurance à leur juste valeur. Une perte nette non réalisée de moins de 1 million de dollars a été comptabilisée dans le solde d'ouverture des bénéfices non répartis.

d) Méthode du taux d'intérêt effectif

Les frais de montage de prêts sont compris dans nos soldes de prêts et sont constatés dans le revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions, au poste prêts, sur la durée de vie des prêts établis. Avant le 1^{er} novembre 2006, des montants égaux relatifs aux frais de montage étaient comptabilisés pour chacune des périodes de la durée de vie du

prêt établi. En vertu des nouvelles règles, nous devons utiliser la méthode du taux d'intérêt effectif pour comptabiliser les frais de montage des prêts, de sorte que le montant comptabilisé varie tout au long de la durée du prêt en fonction du capital qui reste à rembourser.

Au 1^{er} novembre 2006, nous avons rajusté nos frais de montage reportés afin d'obtenir le solde qui aurait été obtenu si nous avions toujours comptabilisé ces frais selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'incidence a été une diminution des prêts, au poste prêts hypothécaires à l'habitation, de 87 millions de dollars, une diminution du passif d'impôts futurs de 30 millions de dollars et une diminution des bénéfices non répartis de 57 millions de dollars.

Note 3 • Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances inscrite à notre bilan consolidé est maintenue à un montant que nous considérons adéquat pour éponger les pertes sur créances liées à nos prêts, aux engagements de clients aux termes d'acceptations et à nos autres instruments de crédit. La portion liée aux autres instruments de crédit est comptabilisée dans les passifs

divers inscrits à notre bilan consolidé. Au 31 octobre 2007 et au 31 octobre 2006, il n'y avait pas de provision pour pertes sur créances liée aux autres instruments de crédit comptabilisée dans les passifs divers.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de notre provision pour pertes sur créances :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le						Pour les douze mois terminés le					
	Provision spécifique		Provision générale		Total		Provision spécifique		Provision générale		Total	
	31 octobre 2007	31 octobre 2006	31 octobre 2007	31 octobre 2006	31 octobre 2007	31 octobre 2006	31 octobre 2007	31 octobre 2006	31 octobre 2007	31 octobre 2006	31 octobre 2007	31 octobre 2006
Solde au début de la période	157 \$	164 \$	888 \$	943 \$	1 045 \$	1 107 \$	153 \$	169 \$	905 \$	959 \$	1 058 \$	1 128 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	101	51	50	(35)	151	16	303	211	50	(35)	353	176
Recouvrements	24	24	-	-	24	24	91	112	-	-	91	112
Radiations	(117)	(86)	-	-	(117)	(86)	(391)	(338)	-	-	(391)	(338)
Écarts de change et autres	(8)	-	(40)	(3)	(48)	(3)	1	(1)	(57)	(19)	(56)	(20)
Solde à la fin de la période	157 \$	153 \$	898 \$	905 \$	1 055 \$	1 058 \$	157 \$	153 \$	898 \$	905 \$	1 055 \$	1 058 \$

Note 4 • Titrisation

Au cours du trimestre terminé le 31 octobre 2007, nous avons titrisé des prêts hypothécaires à l'habitation d'une valeur totale de 708 millions de dollars pour un produit en espèces total de 694 millions de dollars (respectivement 3 400 millions et 3 330 millions de dollars pour les douze mois terminés le 31 octobre 2007). Aucune perte sur créances n'est prévue puisque les prêts hypothécaires sont garantis par des tiers. Nous avons conservé la responsabilité de la gestion de ces prêts. Nous avons comptabilisé une perte de 1 million de dollars dans le revenu autre que d'intérêts, au poste revenus de titrisation, un prix d'achat différé de 25 millions de dollars dans les titres disponibles à la vente et un passif de gestion de 6 millions de dollars dans les passifs divers relativement à la titrisation de ces prêts (gain de 11 millions, prix d'achat différé de

125 millions et passif de gestion de 26 millions de dollars pour les douze mois terminés le 31 octobre 2007). Les moyennes pondérées des hypothèses clés utilisées pour évaluer le prix d'achat différé de ces opérations de titrisation étaient une durée moyenne de 4,9 années, un taux de remboursement anticipé de 10,0 %, un taux d'intérêt de 5,41 % et un taux d'actualisation de 4,79 % (respectivement 4,6 années, 9,7 %, 5,24 % et 4,62 % pour les douze mois terminés le 31 octobre 2007).

De plus, les gains à la vente de prêts vendus à toutes les entités de titrisation à rechargement ont été de 48 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 octobre 2007 (191 millions de dollars pour les douze mois terminés le 31 octobre 2007).

Note 5 • Entités à détenteurs de droits variables

Entités de titrisation des clients

Les entités de titrisation des clients aident nos clients à triser leurs actifs et à obtenir ainsi des sources de financement de substitution. Les actifs détenus par les entités de titrisation des clients non consolidées totalisaient 25 465 millions de dollars au 31 octobre 2007 (25 791 millions en 2006), dont 17 536 millions en actifs canadiens et le solde en actifs américains. Notre risque de perte est lié à nos investissements dans le papier commercial émis par ces entités, aux contrats sur instruments dérivés que nous avons conclus avec elles et au soutien de trésorerie que nous leur fournissons sous forme de lettres de crédit de soutien ou d'engagements de crédit ferme. Nous avons recours à notre processus d'octroi de crédit avant de prendre la décision de conclure ou non ces ententes, comme nous le faisons à l'égard des prêts. Dans la mesure où nous avons acheté du papier commercial, notre risque lié aux facilités de trésorerie est réduit d'un montant équivalent. Au 31 octobre 2007, le montant net de notre exposition au risque lié au papier commercial que nous détenions, classé dans les titres de négociation, s'élevait à 5 564 millions de dollars (448 millions en 2006), et le montant des concours de trésorerie s'élevait à 31 475 millions de dollars (32 603 millions en 2006), dont 20 756 millions étaient liés à des facilités canadiennes, le solde étant lié à des facilités américaines. Au 31 octobre 2007 et 2006, aucune somme n'était utilisée dans le cadre de ces facilités. En 2006, les concours de trésorerie comprenaient un montant de 634 millions de dollars relatif à une facilité de crédit qui a pris fin depuis. La juste valeur des instruments dérivés conclus avec ces entités à détenteurs de droits variables (EDDV) est comptabilisée dans notre bilan consolidé et représentait un passif dérivé de 20 millions de dollars au 31 octobre 2007 (5 millions en 2006). Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2007, nous avons changé la nature des facilités de liquidité que nous offrons à certaines de nos entités canadiennes. Nous leur offrons maintenant des facilités de liquidité de style international qui comportent des critères objectifs quant à la détermination du moment où les liquidités peuvent être utilisées. Auparavant, nous offrons des facilités de liquidité qui étaient liées aux perturbations des marchés et dont les critères étaient plus subjectifs.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2007, nous avons consolidé deux EDDV puisque nous pouvons subir la majorité de leurs pertes prévues ou bénéficier de la majorité de leurs rendements résiduels du fait que nous possédons du papier commercial adossé à des actifs dans ces deux entités. Au 31 octobre 2007, notre bilan consolidé comportait des actifs de 311 millions de dollars classés dans les autres actifs et du papier commercial d'une valeur de 65 millions de dollars classé dans le passif-dépôts.

Entités de titrisation de la Banque

Nous utilisons des entités de titrisation de la Banque pour triser nos prêts hypothécaires canadiens et nos prêts sur cartes de crédit canadiens, soit à des fins de gestion de capital, soit pour obtenir des sources de financement de substitution. Les actifs détenus par ces entités totalisaient 6 552 millions de dollars au 31 octobre 2007 (6 803 millions en 2006). Nous ne sommes pas tenus de consolider les entités de titrisation de la Banque. Nous fournissons également un soutien de trésorerie aux entités de titrisation de la Banque correspondant à la valeur nominale du papier commercial en cours. Nous avons recours à notre processus d'octroi de crédit avant de prendre la décision de conclure ou non ces engagements, comme nous le faisons à l'égard des prêts. Le montant contractuel global du soutien de trésorerie s'élevait à 5 100 millions et à 5 000 millions de dollars au 31 octobre 2007 et 2006 respectivement. Aucune somme n'était utilisée au 31 octobre 2007 et 2006. Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2007, nous avons changé la nature des facilités de liquidité que nous offrons aux entités de titrisation de la Banque. Nous leur offrons maintenant des facilités de liquidité de style international qui comportent des critères objectifs quant à la détermination du moment où les liquidités peuvent être utilisées. La juste valeur des instruments dérivés en cours avec ces entités et comptabilisés dans notre bilan consolidé était un passif dérivé de 52 millions de dollars au 31 octobre

2007 (27 millions en 2006). Au 31 octobre 2007, nous détenions du papier commercial émis par ces entités pour un montant de 367 millions de dollars.

Entités de gestion d'instruments de crédit

Les entités de gestion d'instruments de crédit offrent des possibilités d'investissement dans des portefeuilles de créances sur mesure et diversifiés dans plusieurs catégories d'actifs et de cotes. Nous détenons des droits dans des entités de gestion de placements structurés de premier ordre et nous agissons à titre de gestionnaire d'actifs. Les actifs qui sont détenus par ces entités totalisaient 22 754 millions de dollars au 31 octobre 2007 (28 892 millions en 2006). Notre risque de perte est lié à nos investissements dans ces entités, aux contrats sur instruments dérivés que nous avons conclus avec elles et au soutien de trésorerie que nous leur fournissons sous forme de lettres de crédit de soutien, d'engagements de crédit ferme ou d'achat de leurs titres de créance de premier rang. Notre investissement dans les billets de capital des entités de gestion de placements structurés, qui est comptabilisé dans les titres disponibles à la vente inscrits à notre bilan consolidé, s'élevait à 53 millions de dollars au 31 octobre 2007 (76 millions en 2006). Nous avons fourni un engagement de financement de 1,3 milliard de dollars pour l'achat de billets de premier rang émis par les entités de gestion de placements structurés. Au 31 octobre 2007, une somme de 350 millions de dollars était utilisée et incluse dans le montant des titres disponibles à la vente. Le montant contractuel global des lettres de crédit dans le cadre des concours de trésorerie s'élevait à 221 millions de dollars au 31 octobre 2007 (184 millions en 2006); aucune somme n'était utilisée au 31 octobre 2007 et 2006. La juste valeur de nos contrats sur instruments dérivés conclus avec ces entités de gestion de placements structurés est comptabilisée dans notre bilan consolidé et représentait un passif dérivé de 11 millions de dollars au 31 octobre 2007 (18 millions en 2006). Nous ne sommes pas tenus de consolider ces EDDV. Postérieurement à l'exercice terminé le 31 octobre 2007, 904 millions de dollars additionnels étaient utilisés dans le cadre de l'engagement de financement pour l'achat de titres de créance de premier rang émis par ces entités.

Fiducies de capital

La Fiducie de billets secondaires BMO a été créée en 2007 pour l'émission de billets secondaires de la fiducie, série A, d'une valeur totale de 800 millions de dollars. La fiducie a utilisé le produit de l'offre pour acheter un billet de dépôt de premier rang de la Banque. Nous ne sommes pas tenus de consolider cette fiducie. Pour de plus amples renseignements sur les billets secondaires émis par cette fiducie, voir la note 10.

Nous fournissons aussi à cette fiducie un soutien de trésorerie de 30 millions de dollars. De cette somme, 5 millions de dollars avaient été utilisés au 31 octobre 2007.

La Fiducie de capital BMO a été créée pour l'émission des titres Fiducie de capital BMO (appelés BOaTS). Au 31 octobre 2007, l'actif de cette fiducie s'établissait à 3 140 millions de dollars (3 180 millions en 2006). Cette fiducie est une EDDV que nous sommes tenus de consolider.

Entités à financement structuré

Nous facilitons le développement de produits de placement par des tiers, y compris de fonds communs de placement, de fiducies d'investissement à participation unitaire et d'autres fonds d'investissement qui visent les investisseurs individuels. Nous concluons des contrats sur instruments dérivés avec ces fonds afin de fournir aux investisseurs le degré de risque qu'ils désirent et couvrir notre risque lié à ces instruments dérivés en investissant dans d'autres fonds. Nous soutenons également des EDDV qui fournissent aux investisseurs un accès à des portefeuilles de créances par l'émission de papier commercial. Nous consolidons les EDDV lorsque notre participation nous expose à subir la majorité des pertes prévues ou nous donne la possibilité de bénéficier de la majorité des rendements résiduels prévus. Le total des actifs et notre risque de perte dans ces EDDV consolidées s'élevaient à 440 millions de dollars au 31 octobre 2007 (470 millions en 2006). Les actifs détenus par les EDDV

dans lesquelles nous avons des droits variables importants mais que nous ne consolidons pas totalisaient 2 365 millions de dollars au 31 octobre 2007 (762 millions en 2006). Notre risque de subir les pertes des EDDV

Note 6 • Garanties

Les garanties comprennent les contrats en vertu desquels nous pourrions devoir effectuer des paiements à une contrepartie, à la suite de changements dans la valeur d'un actif, d'un passif ou d'un titre de participation détenu par la contrepartie dus aux variations d'un taux d'intérêt ou de change sous-jacent ou d'une autre variable. En outre, les contrats en vertu desquels nous pourrions devoir effectuer des paiements si un tiers ne s'acquitte pas de ses obligations conformément aux conditions d'un contrat et les contrats en vertu desquels nous fournissons des garanties indirectes à l'égard des obligations d'une autre partie sont considérés comme des garanties.

Dans le cours normal de nos activités, nous utilisons divers types de garanties, les principaux étant présentés ci-dessous :

Lettres de crédit de soutien et cautionnements bancaires

Les lettres de crédit de soutien et les cautionnements bancaires représentent notre engagement d'effectuer des paiements à un tiers pour le compte d'un client si ce dernier n'est pas en mesure d'effectuer les paiements requis ou d'exécuter d'autres engagements contractuels.

Le montant maximal à payer en vertu des lettres de crédit de soutien et des cautionnements bancaires était de 12 395 millions de dollars au 31 octobre 2007 (11 007 millions en 2006). Les sûretés exigées relativement aux lettres de crédit de soutien et aux cautionnements bancaires sont conformes aux sûretés que nous exigeons pour les prêts.

Au 31 octobre 2007 et 2006, aucun montant n'était inclus dans notre bilan consolidé relativement à ces lettres de crédit de soutien et cautionnements bancaires.

Concours de trésorerie

Les concours de trésorerie sont fournis dans le cadre de programmes de papier commercial adossé à des actifs, qui sont administrés par nous ou par des tiers. Les concours de trésorerie constituent une source de financement de substitution pour les programmes en question lorsque ceux-ci ne peuvent accéder aux marchés du papier commercial adossé à des actifs ou, dans certaines circonstances particulières, lorsque les actifs financiers détenus par ces programmes n'atteignent pas les objectifs de rendement prédéterminés. Les modalités des concours de trésorerie ne nous obligent pas à avancer des sommes aux programmes en question en cas de faillite de l'emprunteur. La durée des concours de trésorerie ne dépasse habituellement pas une année, mais elle peut être de plusieurs années. Le montant maximal à payer en vertu de ces concours de trésorerie totalisaient 38 466 millions de dollars au 31 octobre 2007 (38 606 millions en 2006). Une somme de 16 millions de dollars avait été utilisée dans le cadre des concours de trésorerie au 31 octobre 2007 (aucune somme en 2006).

relativement à cette activité se limite au montant de notre investissement, qui totalisait 553 millions de dollars au 31 octobre 2007 (216 millions en 2006)

Facilités de soutien au crédit

Lorsque les conditions le justifient, nous fournissons des facilités de soutien partiel au crédit pour des transactions effectuées dans le cadre de programmes de papier commercial adossé à des actifs qui sont administrés par nous et par des tiers. Les concours de trésorerie comprenaient, au 31 octobre 2007, un montant de 5 449 millions de dollars relié aux facilités de soutien au crédit (4 088 millions en 2006). Le soutien au crédit est aussi fourni sous la forme de lettres de crédit; aucun montant n'était inclus dans des lettres de crédit de soutien et cautionnements bancaires au 31 octobre 2007 et un montant de 181 millions de dollars était inclus au 31 octobre 2006. La durée des facilités de soutien ne dépasse habituellement pas une année, mais elle peut être de plusieurs années. Aucune somme n'a été utilisée dans le cadre des facilités de soutien au crédit que nous avons octroyées.

Instruments dérivés

Certains de nos instruments dérivés correspondent à la définition comptable d'une garantie lorsque nous sommes d'avis qu'ils sont reliés à un actif, à un passif ou à un titre de participation détenu par la partie visée par la garantie dès l'entrée en vigueur du contrat.

Le swap sur défaillance position vendeur exige que nous indemnisons une contrepartie par suite d'un incident de crédit relié à un engagement de référence, comme une obligation ou un prêt. Le montant maximal à payer en vertu de swaps sur défaillance position vendeur est égal à leur montant nominal de référence, qui était de 42 433 millions de dollars au 31 octobre 2007 (23 657 millions en 2006). La durée de ces contrats varie de un mois à dix ans. La juste valeur du passif lié à ces instruments dérivés incluse dans les montants relatifs aux instruments dérivés inscrits à notre bilan consolidé était de 466 millions de dollars au 31 octobre 2007 (19 millions en 2006).

Les options position vendeur comprennent les engagements contractuels par lesquels l'acheteur obtient le droit, mais non l'obligation, d'exiger que nous achetions un montant déterminé de devises, de créances sur produits de base ou d'instruments de capitaux propres à un prix établi, à une date prédéterminée ou à n'importe quel moment dans un délai donné. Le montant maximal à payer en vertu de ces options position vendeur ne peut être l'objet d'une estimation raisonnable en raison de la nature de ces contrats. La durée de ces contrats varie de un mois à huit ans. La juste valeur du passif lié à ces instruments dérivés incluse dans les montants relatifs aux instruments dérivés inscrits à notre bilan consolidé était de 662 millions de dollars au 31 octobre 2007 (2 407 millions en 2006).

Les options position vendeur comprennent également les engagements contractuels en vertu desquels nous convenons de verser à l'acheteur, selon un montant nominal de référence donné, la différence entre le prix ou le taux du marché et le prix ou le taux d'exercice de l'instrument sous-jacent. Le montant maximal à payer en vertu de ces contrats n'est pas déterminable en raison de leur nature. La durée de ces contrats varie de quatre mois à 25 ans. La juste valeur du passif lié à ces instruments dérivés incluse dans les montants relatifs aux instruments dérivés inscrits à notre bilan consolidé était de 118 millions de dollars au 31 octobre 2007 (114 millions en 2006).

Afin de réduire les risques liés à ces instruments dérivés, nous concluons des contrats qui couvrent les risques en question.

Note 7 • Acquisitions

First National Bank & Trust

Le 4 janvier 2007, nous avons conclu l'acquisition de la First National Bank & Trust (First National) pour une somme totale de 345 millions de dollars en espèces. Les résultats d'exploitation de First National ont été intégrés à nos états financiers consolidés à compter de cette date. L'acquisition de First National nous donne la possibilité d'étendre nos services bancaires dans la région d'Indianapolis (Indiana). Dans le cadre de cette transaction, nous avons acquis des dépôts de base qui constituent un actif incorporel, lequel fera l'objet d'un amortissement accéléré sur une période ne dépassant pas dix ans. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction est déductible à des fins fiscales. First National fait partie de notre unité d'exploitation Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis.

bcpbank Canada

Le 4 décembre 2006, nous avons conclu l'acquisition de bcpbank Canada, une banque à charte à service complet, pour une somme totale de 41 millions de dollars en espèces. Les résultats d'exploitation de bcpbank Canada ont été intégrés à nos états financiers consolidés à compter de cette date. L'acquisition de bcpbank Canada nous permet d'étendre notre réseau de succursales et d'offrir à nos clients un accès accru à nos services bancaires dans toute la région du Grand Toronto. Dans le cadre de cette transaction, nous avons acquis des dépôts de base qui constituent un actif incorporel, lequel fera l'objet d'un amortissement accéléré sur dix ans. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction n'est pas déductible à des fins fiscales. bcpbank Canada fait partie de notre unité d'exploitation Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada.

Villa Park Trust and Savings Bank

Le 1^{er} décembre 2005, nous avons conclu l'acquisition de la Villa Park Trust and Savings Bank (Villa Park), une banque locale de Chicago, pour une somme totale de 76 millions de dollars en espèces. Les résultats d'exploitation de Villa Park ont été intégrés à nos états financiers consolidés à compter de cette date. L'acquisition de Villa Park nous donne la possibilité d'étendre nos services bancaires dans la région de Chicago (Illinois). Dans le cadre de cette transaction, nous avons acquis des dépôts de base qui constituent un actif incorporel, lequel fera l'objet d'un amortissement accéléré sur dix ans. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction n'est pas déductible à des fins fiscales. Villa Park fait partie de notre unité d'exploitation Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis.

Acquisitions futures

Pyrford International plc

Le 2 novembre 2007, nous avons annoncé la conclusion d'une entente finale en vue d'acquérir Pyrford International plc, un gestionnaire d'actif de Londres (Royaume-Uni), pour une somme totale d'environ 50 millions de dollars en espèces. L'acquisition de Pyrford International plc nous donnera la possibilité d'étendre nos capacités en matière de gestion d'investissements à l'extérieur de l'Amérique du Nord. Cette acquisition doit être approuvée par les organismes de réglementation. La transaction devrait être conclue au cours du trimestre se terminant le 31 janvier 2008 et elle sera alors comptabilisée dans nos états financiers consolidés comme une acquisition d'entreprise. Pyrford International plc fera partie de notre groupe d'exploitation Gestion privée.

Ozaukee Bank

Le 10 juillet 2007, nous avons annoncé la conclusion d'une entente finale en vue d'acquérir la Ozaukee Bank. En vertu de cette entente, les actionnaires de la Ozaukee Bank recevront environ 3 millions d'actions de la Banque de Montréal. Le nombre exact d'actions sera déterminé selon une formule, avant la conclusion de la transaction. L'acquisition de la Ozaukee Bank doit être approuvée par les organismes de réglementation et par les actionnaires de la Ozaukee Bank. Cette acquisition nous donnera la possibilité d'étendre notre réseau de succursales bancaires au Wisconsin. La transaction devrait être conclue au cours du trimestre se terminant le 31 janvier 2008 et elle sera alors comptabilisée dans nos états financiers consolidés comme une acquisition d'entreprise. La Ozaukee Bank fera partie de notre unité d'exploitation Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis.

Merchants and Manufacturers Bancorporation, Inc.

Le 10 juillet 2007, nous avons annoncé la conclusion d'une entente finale en vue d'acquérir Merchants and Manufacturers Bancorporation, Inc. (Merchants and Manufacturers) pour une somme totale d'environ 146 millions de dollars en espèces. L'acquisition de Merchants and Manufacturers nous donnera la possibilité d'étendre notre réseau de succursales bancaires au Wisconsin. Cette acquisition doit être approuvée par les organismes de réglementation et par les actionnaires de Merchants and Manufacturers. La transaction devrait être conclue au cours du trimestre se terminant le 31 janvier 2008 et elle sera alors comptabilisée dans nos états financiers consolidés comme une acquisition d'entreprise. Merchants and Manufacturers fera partie de notre unité d'exploitation Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis.

Le tableau ci-dessous résume les justes valeurs estimatives des actifs acquis et des passifs pris en charge à la date de l'acquisition :

(en millions de dollars canadiens)	31 octobre 2007	31 octobre 2006	
	First National	bcpbank Canada	Villa Park
Encaisse	110 \$	47 \$	16 \$
Valeurs mobilières	317	23	54
Prêts	1 009	293	247
Bureaux et matériel	30	9	5
Écarts d'acquisition	175	13	44
Actif incorporel (dépôts de base)	37	5	7
Actifs divers	52	2	4
Total de l'actif	1 730	392	377
Dépôts	1 375	339	296
Passifs divers	10	12	5
Total du passif	1 385	351	301
Prix d'achat	345 \$	41 \$	76 \$

La répartition du prix d'achat de First National et de bcpbank Canada est susceptible d'être établie de façon plus précise au terme de l'évaluation des actifs acquis et des passifs pris en charge.

Note 8 • Rémunération du personnel

Modifications des conventions comptables

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2006, nous avons adopté la nouvelle directive comptable de l'ICCA concernant la rémunération à base d'actions. Selon cette directive, le coût de la rémunération à base d'actions attribuée à des employés qui sont admissibles à la retraite doit être constaté à titre de charge à la date d'attribution. Auparavant, nous amortissions ce coût sur la période d'acquisition des droits.

Options d'achat d'actions

Au cours des douze mois terminés le 31 octobre 2007, nous avons attribué 1 229 500 options d'achat d'actions. La moyenne pondérée de la juste valeur de ces options était de 7,56 \$ l'option et elle a été déterminée au moyen d'un modèle trinomial d'évaluation d'options, en nous fondant sur les moyennes pondérées suivantes des hypothèses retenues :

Pour les options attribuées au cours des douze mois terminés le 31 octobre 2007

Rendement prévu des actions	4,2 %
Volatilité prévue du cours des actions	15,6 %
Taux de rendement sans risque	4,0 %
Période prévue jusqu'à l'exercice	7,4 ans

Charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs

Le tableau ci-dessous résume les charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs que nous avons comptabilisées dans notre état consolidé des résultats :

(en millions de dollars canadiens)	Régimes de retraite		Autres avantages sociaux futurs	
	Pour les trois mois terminés le		Pour les trois mois terminés le	
	31 octobre 2007	31 octobre 2006	31 octobre 2007	31 octobre 2006
Prestations constituées par les employés	35 \$	34 \$	6 \$	4 \$
Frais d'intérêts sur l'obligation au titre des prestations constituées	53	53	12	11
Perte actuarielle constatée dans la charge	13	20	6	2
Amortissement du coût des modifications aux régimes	3	2	(4)	(3)
Rendement prévu des actifs des régimes	(68)	(64)	(1)	(1)
Charge liée aux prestations constituées	36	45	19	13
Charge liée au Régime de pensions du Canada et au Régime de rentes du Québec	8	8	-	-
Charge liée aux régimes à cotisations déterminées	2	2	-	-
Total des charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs	46 \$	55 \$	19 \$	13 \$

(en millions de dollars canadiens)	Régimes de retraite		Autres avantages sociaux futurs	
	Pour les douze mois terminés le		Pour les douze mois terminés le	
	31 octobre 2007	31 octobre 2006	31 octobre 2007	31 octobre 2006
Prestations constituées par les employés	149 \$	137 \$	22 \$	18 \$
Frais d'intérêts sur l'obligation au titre des prestations constituées	217	208	49	46
Perte actuarielle constatée dans la charge	59	82	18	14
Amortissement du coût des modifications aux régimes	11	6	(7)	(7)
Rendement prévu des actifs des régimes	(277)	(253)	(5)	(5)
Charge liée aux prestations constituées	159	180	77	66
Charge liée au Régime de pensions du Canada et au Régime de rentes du Québec	52	49	-	-
Charge liée aux régimes à cotisations déterminées	13	10	-	-
Total des charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs	224 \$	239 \$	77 \$	66 \$

Note 9 • Charge de restructuration

Le 31 janvier 2007, nous avons inscrit une charge de restructuration de 135 millions de dollars à notre état consolidé des résultats. Au cours du trimestre, nous avons poursuivi la mise en œuvre de nos initiatives de restructuration. Les objectifs de la restructuration sont d'améliorer le service à la clientèle en affectant des fonds et d'autres ressources à l'amélioration de la prestation des employés des ventes et du service qui sont en contact direct avec la clientèle, en mettant au point des processus et des systèmes plus efficaces dans l'ensemble de l'organisation et en continuant d'accélérer le rythme de croissance de l'organisation.

Au cours du quatrième trimestre, nous avons modifié notre estimation relative à la restructuration, ce qui a entraîné une réduction de 16 millions de dollars de la charge initiale. Les indemnités de licenciement ont été moindres que les prévisions initiales en raison des niveaux plus élevés que prévu d'attrition et de réaffectation des employés au sein de la Banque.

Le 31 octobre 2007, nous avons comptabilisé une charge de restructuration supplémentaire de 40 millions de dollars dans l'état consolidé des résultats. Cette charge supplémentaire est liée à la suppression d'environ 400 postes, et ce, dans l'ensemble des fonctions de soutien et des

groupes d'exploitation de l'organisation. Cette charge est entièrement affectée aux indemnités de licenciement.

(en millions de dollars canadiens)	Charges liées aux indemnités de licenciement	Charges liées à des locaux	Autres	Total
Solde d'ouverture	117 \$	11 \$	7 \$	135 \$
Somme payée au cours du trimestre	(7)	-	(7)	(14)
Solde au 31 janvier 2007	110	11	-	121
Somme payée au cours du trimestre	(5)	(10)	-	(15)
Solde au 30 avril 2007	105	1	-	106
Somme payée au cours du trimestre	(17)	-	-	(17)
Solde au 31 juillet 2007	88	1	-	89
Somme payée au cours du trimestre	(17)	-	-	(17)
Somme contrepassée au cours du trimestre	(15)	(1)	-	(16)
Charge supplémentaire au cours du trimestre	40	-	-	40
Solde au 31 octobre 2007	96 \$	- \$	- \$	96 \$

Note 10 • Dette subordonnée

Le 26 septembre 2007, nous avons émis des débentures subordonnées novatrices, soit des billets secondaires BMO (appelés BMO TSN – série A), d'une valeur de 800 millions de dollars, par l'entremise de la Fiducie de billets secondaires BMO (la fiducie). La fiducie est une entité à détenteurs de droits variables que nous ne sommes pas tenus de consolider (voir la note 5); par conséquent, les billets BMO TSN – série A émis par la fiducie ne sont pas inscrits à notre bilan consolidé. La fiducie a utilisé le produit de l'émission pour acheter de nous un billet de dépôt de premier rang, qui est inscrit dans le passif à notre bilan consolidé, sous le titre dépôts, au poste entreprises et administrations publiques. Tous les billets BMO TSN – série A seront automatiquement échangés contre nos billets secondaires de série E, sans qu'il soit nécessaire d'obtenir le consentement des détenteurs, s'il se produit des événements spécifiques comme la liquidation de la Banque de Montréal, une exigence réglementaire obligeant celle-ci à augmenter son capital, une contravention de sa part aux exigences réglementaires en matière de capital, ou un changement dans la législation fiscale.

Nous avons garanti le paiement du capital, de l'intérêt, du prix de rachat, le cas échéant, et de toute autre somme relative aux billets BMO TSN – série A, lorsqu'ils deviendront exigibles. Cette garantie est subordonnée à notre passif-dépôts et à tous nos autres passifs, à l'exception des autres garanties, obligations ou passifs qui sont désignés comme étant de rang égal ou inférieur à la dette subordonnée.

Le billet de dépôt de premier rang porte intérêt à un taux annuel de

Note 11 • Capital-actions

Au cours du trimestre terminé le 31 octobre 2007, nous avons émis 10 000 000 d'actions privilégiées perpétuelles de catégorie B à dividende non cumulatif, série 14, portant intérêt au taux de 5,25 %, au prix de 25 \$ l'action, ce qui représente un prix d'émission global de 250 millions de dollars.

Le 6 septembre 2007, nous avons présenté une offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités, qui restera en vigueur pendant une année. En vertu de cette offre, nous sommes autorisés à racheter un maximum de 25 000 000 d'actions ordinaires, soit environ 5 % de nos actions ordinaires en circulation. Du 6 septembre 2006 au 5 septembre 2007, nous avons participé à une offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités, en vertu de laquelle nous étions autorisés à racheter un maximum de 15 000 000 d'actions ordinaires, soit environ 3 % de nos actions ordinaires alors en circulation.

Au cours du trimestre terminé le 31 octobre 2007, nous avons racheté 1 406 300 actions ordinaires au prix moyen de 64,83 \$ l'action, pour une somme totale de 91 millions de dollars. Au cours du trimestre terminé le 31 octobre 2006, nous avons racheté 975 000 actions ordinaires au prix

5,90 % et arrivera à échéance le 26 septembre 2022. Nous devons obtenir l'approbation du Surintendant des institutions financières du Canada avant de pouvoir racheter quelque partie que ce soit de notre dette subordonnée.

Au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2007, nous avons racheté toutes nos débentures de série 22, portant intérêt à un taux de 7,92 % et arrivant à échéance en 2012, d'une valeur totale de 150 millions de dollars. Ces débentures ont été rachetées à un prix de rachat correspondant à 100 % du montant du capital, majoré de l'intérêt couru impayé à la date du rachat.

Au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2007, nous avons émis des titres subordonnés d'une valeur de 1,2 milliard de dollars dans le cadre de notre programme canadien de billets à moyen terme. Ces billets à moyen terme de série D, deuxième tranche, arriveront à échéance en juin 2017. Ces billets portent intérêt au taux fixe de 5,20 % (intérêts versés semestriellement) jusqu'au 21 juin 2012 et, par la suite, à un taux variable égal au taux des acceptations bancaires de trois mois majoré de 1,00 % (intérêts versés trimestriellement) jusqu'à l'échéance.

Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2007, nos billets à 7,80 %, d'une valeur de 300 millions de dollars américains, sont arrivés à échéance.

moyen de 65,84 \$ l'action, pour une somme totale de 64 millions de dollars. Au cours des douze mois terminés le 31 octobre 2007, nous avons racheté 7 621 600 actions ordinaires au prix moyen de 68,80 \$ l'action, pour une somme totale de 524 millions de dollars. Au cours des douze mois terminés le 31 octobre 2006, nous avons racheté 5 919 400 actions ordinaires au prix moyen de 63,58 \$ l'action, pour une somme totale de 376 millions de dollars.

Le 27 août 2007, nous avons racheté la totalité de nos 8 000 000 d'actions privilégiées à dividende non cumulatif de catégorie B, série 4, qui étaient classées dans le passif, au prix de 25 \$ l'action majoré des dividendes déclarés et non versés à la date du rachat. Ceci représente un prix de rachat global d'environ 200 millions de dollars.

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2007, nous avons émis 14 000 000 d'actions privilégiées perpétuelles de catégorie B à dividende non cumulatif, série 13, portant intérêt au taux de 4,5 %, au coût de 25 \$ l'action, le prix d'émission global étant de 350 millions de dollars.

Capital-actions en circulation a)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	31 octobre 2007		
	Nombre d'actions	Montant	Convertibles en...
Actions privilégiées classées dans le passif			
Catégorie B – Série 6	10 000 000	250 \$	actions ordinaires b)
		250	
Actions privilégiées classées dans les capitaux propres			
Catégorie B – Série 5	8 000 000	200	-
Catégorie B – Série 10 c)	12 000 000	396	actions ordinaires b)
Catégorie B – Série 13	14 000 000	350	-
Catégorie B – Série 14	10 000 000	250	-
		1 196	
Actions ordinaires	498 562 702	4 411	-
Capital-actions		5 607 \$	
Options émises en vertu du régime d'options d'achat d'actions		s.o.	20 656 713 actions ordinaires

a) Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 20 et 21 afférentes à nos états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2006, aux pages 118 à 121 de notre Rapport annuel 2006.

b) Le nombre d'actions pouvant être émises en vertu de la conversion ne peut être déterminé avant la date de la conversion.

c) Valeur nominale de 300 millions de dollars américains.
s.o. – sans objet

Note 12 • Passif éventuel

À la suite des informations que nous avons présentées, les 27 avril et 17 mai 2007, sur nos pertes de négociation sur produits de base, à la valeur de marché, qui totalisaient 680 millions de dollars (avant impôts) en date du 30 avril 2007, la Banque a reçu des demandes de renseignements, des demandes de documents et des assignations

provenant des autorités dans les domaines des valeurs mobilières, des produits de base, des activités bancaires et de l'application des lois, relativement à ces pertes de négociation. La Banque coopère avec toutes les autorités mentionnées ci-dessus.

Note 13 • Principes comptables généralement reconnus des États-Unis

Le tableau suivant présente les conséquences qu'aurait eues l'établissement de nos états financiers consolidés selon les PCGR des États-Unis :

(en millions de dollars canadiens, sauf le résultat par action)

	Pour les trois mois terminés le		Pour les douze mois terminés le	
	31 octobre 2007	31 octobre 2006	31 octobre 2007	31 octobre 2006
Revenu net – selon les PCGR du Canada	452 \$	696 \$	2 131 \$	2 663 \$
Ajustements relatifs aux PCGR des États-Unis	12	(15)	(16)	(57)
Revenu net – selon les PCGR des États-Unis	464 \$	681 \$	2 115 \$	2 606 \$
Résultat par action				
De base – selon les PCGR du Canada	0,89 \$	1,37 \$	4,18 \$	5,25 \$
De base – selon les PCGR des États-Unis	0,90	1,35	4,14	5,14
Dilué – selon les PCGR du Canada	0,87	1,35	4,11	5,15
Dilué – selon les PCGR des États-Unis	0,90	1,32	4,08	5,04

Instruments financiers hybrides

Le 1^{er} novembre 2006, nous avons adopté la nouvelle norme comptable des États-Unis sur les instruments financiers hybrides. Les nouvelles règles nous permettent de choisir d'évaluer certains instruments financiers hybrides à leur juste valeur dans leur totalité, les changements à la juste valeur étant constatés dans le revenu net. Selon les règles antérieures, seul l'instrument dérivé incorporé dans l'instrument financier hybride était comptabilisé à la juste valeur. Nous n'avons évalué aucun instrument financier hybride à la juste valeur. La nouvelle norme n'a eu aucune incidence sur nos états financiers consolidés.

Régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs

Depuis le 1^{er} novembre 2006, conformément aux PCGR des États-Unis, nous devons constater l'excédent de la juste valeur des actifs de nos régimes par rapport à l'obligation correspondante au titre des prestations constituées comme un actif, et nous devons constater le déficit de la juste valeur des actifs de nos régimes par rapport à l'obligation correspondante au titre des prestations constituées comme un passif. Cette constatation

est faite pour chaque régime, au cas par cas. Le rajustement compensatoire est comptabilisé dans le cumul des autres éléments du résultat étendu. Cette nouvelle directive remplace l'exigence, selon les PCGR des États-Unis, de constater un passif minimal supplémentaire au titre des régimes de retraite dans les cas où l'obligation, calculée sans tenir compte des hausses de salaire, dépasse la juste valeur des actifs des régimes à la fin de l'exercice. Il n'y a aucun changement dans le calcul de la charge liée aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs.

Instruments financiers

Le 1^{er} novembre 2006, nous avons adopté les nouvelles règles comptables canadiennes concernant les instruments financiers, les couvertures et les autres éléments du résultat étendu, qui sont harmonisées avec les normes comptables américaines (voir la note 2).

Note 14 • Segmentation opérationnelle et géographique

Groupes d'exploitation

Nous exerçons nos activités par l'entremise de groupes d'exploitation, chacun de ces groupes ayant un mandat distinct. Nous déterminons nos groupes d'exploitation d'après notre structure de gestion et, par conséquent, il se peut que nos groupes et les résultats qui leur sont attribués ne puissent pas être comparés à ceux d'autres entreprises de services financiers. Nous évaluons les résultats de nos groupes en utilisant des mesures comme le revenu net, la croissance du revenu, le rendement des capitaux propres, le profit économique net et le ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (ou ratio de productivité).

Services bancaires Particuliers et entreprises

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) sont constitués de deux unités d'exploitation : Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada et Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis.

Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada

Les Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE Canada) offrent une gamme complète de produits et services aux particuliers et aux entreprises au Canada, par l'intermédiaire de succursales et de circuits de services bancaires en direct comme les services bancaires par téléphone, les services bancaires en ligne et un réseau de guichets automatiques.

Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis

Les Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE États-Unis) offrent une gamme complète de produits et services aux particuliers et aux entreprises aux États-Unis, principalement dans la région de Chicago et dans l'Indiana, par l'intermédiaire de succursales et de circuits de services bancaires en direct comme les services bancaires par téléphone, les services bancaires en ligne et un réseau de guichets automatiques.

Groupe Gestion privée

Le groupe Gestion privée (groupe GP) réunit tous nos services de gestion de patrimoine. Le groupe GP, qui exerce ses activités sous les marques BMO au Canada et Harris aux États-Unis, sert une grande diversité de segments de clientèle en Amérique du Nord, qui vont du marché grand public aux clients à valeur nette très élevée en passant par certains segments choisis de clients institutionnels. Nous offrons à notre clientèle une vaste gamme de produits et services de gestion de patrimoine, notamment des services de courtage traditionnels et en ligne au Canada, et des services de gestion privée et des produits de placement au Canada et aux États-Unis.

BMO Marchés des capitaux

BMO Marchés des capitaux (BMO MC) englobe tous nos secteurs d'activité qui offrent des services aux grandes entreprises, aux institutions et aux administrations publiques. Au Canada et aux États-Unis, BMO MC est présent dans un large éventail de secteurs. Ce groupe compte également des clients au Royaume-Uni, en Europe, en Asie et en Australie. Il offre à sa clientèle une gamme complète de services financiers, notamment en matière de prise ferme de titres d'emprunt et de participation, de crédit aux grandes entreprises, de financement de projets, de services-conseils liés aux fusions et acquisitions, de banques d'affaires, de titrisation, de gestion de trésorerie, de gestion du risque de marché, de recherche sur titres d'emprunt et de participation, ainsi que de vente et de négociation de titres institutionnels.

Services d'entreprise

Les Services d'entreprise comprennent l'unité Technologie et opérations (T&O) et les unités fonctionnelles qui offrent une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans des domaines tels que la planification stratégique, le droit, les finances, la vérification interne, la gestion des risques, les communications, l'économie, le marketing d'entreprise, les ressources humaines et l'apprentissage. Les résultats d'exploitation des Services d'entreprise comprennent les revenus et les frais liés à certaines activités de titrisation, aux opérations de couverture visant les revenus de sources étrangères et aux activités relevant de la gestion de certains postes du bilan et de la structure globale de l'actif et du passif.

L'unité T&O nous assure des services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information, d'opérations immobilières, de services d'exploitation et d'impartition. Cette unité axe ses efforts sur les priorités établies à l'échelle de l'organisation afin de maximiser la qualité et l'efficacité de l'exploitation.

Aux fins de la communication de l'information financière, les résultats d'exploitation de T&O sont inclus dans ceux des Services d'entreprise. Cependant, les coûts des services de T&O sont transférés aux groupes Services bancaires PE, GP et BMO MC et seules des sommes peu élevées sont conservées dans les résultats de T&O. Par conséquent, les résultats des Services d'entreprise reflètent en grande partie les résultats d'exploitation des unités fonctionnelles.

Les données des Services d'entreprise comprennent également les frais et les revenus résiduels représentant l'écart entre les montants réellement gagnés ou engagés et les montants affectés à chaque groupe d'exploitation.

Normes de présentation

La présentation des résultats de nos groupes d'exploitation est fondée sur nos systèmes internes de communication de l'information financière. Les conventions comptables utilisées par ces groupes sont généralement conformes à celles qui sont utilisées dans la préparation des états financiers consolidés, tel que nous l'expliquons dans les notes 1 et 2. Les différences notables dans les mesures comptables sont le rajustement sur une base d'imposition comparable et la dotation à la provision pour pertes sur créances, qui sont expliqués ci-dessous.

Base d'imposition comparable

Nous analysons le revenu net d'intérêts sur une base d'imposition comparable (bic). Cette base comprend un rajustement qui augmente les revenus calculés selon les PCGR et la provision pour impôts sur les bénéfices établie selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains titres exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'imposition prévu par la loi.

L'analyse sur une base d'imposition comparable neutralise l'incidence des placements effectués dans des titres exonérés d'impôt ou assortis d'avantages fiscaux plutôt que dans des titres entièrement imposables et aux rendements plus élevés. Elle atténue les distorsions du revenu net d'intérêts liées au choix de placements assortis d'avantages fiscaux ou imposables.

Dotations à la provision pour pertes sur créances

Les dotations à la provision pour pertes sur créances sont généralement établies à l'égard de chaque groupe en fonction des pertes prévues pour chacun des groupes au cours d'un cycle économique. Les écarts entre les dotations pour pertes prévues et les dotations exigées en vertu des PCGR sont attribués aux Services d'entreprise.

Répartitions intergroupes

Diverses méthodes d'estimation et de répartition sont utilisées dans la préparation de l'information financière concernant les groupes d'exploitation. Nous attribuons les frais directement liés à la production de revenus aux groupes qui ont obtenu ces revenus. Les frais qui ne sont pas directement liés à la production de revenus, comme les frais généraux, sont répartis entre les groupes d'exploitation selon des formules de répartition appliquées de manière uniforme. Le revenu net d'intérêts des groupes d'exploitation reflète la répartition interne des charges et des crédits attribués aux actifs, aux passifs et au capital des groupes, aux taux du marché, compte tenu des échéances et des devises appropriées. La compensation de l'incidence nette de ces charges et crédits est reflétée dans les résultats des Services d'entreprise.

Information géographique

Nous exerçons nos activités principalement au Canada et aux États-Unis, mais aussi au Royaume-Uni, en Europe, dans les Caraïbes et en Asie, régions qui sont regroupées sous le poste Autres pays. Nous répartissons nos résultats par région selon l'emplacement du groupe responsable de la gestion des actifs, des passifs, des revenus et des frais y afférents, sauf pour ce qui est de la dotation consolidée à la provision pour pertes sur créances, qui est répartie en fonction du pays où le risque est assumé en dernier ressort.

Note 14 • Segmentation opérationnelle et géographique (suite)

Le tableau ci-dessous présente nos résultats et notre actif moyen répartis par unité d'exploitation :

((en millions de dollars canadiens))

Pour les trois mois terminés le 31 octobre 2007	PE Canada	PE États-Unis	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total (bic) 2)	Rajustements bic (selon les PCGR)	Total
Revenu net d'intérêts	770 \$	172 \$	155 \$	233 \$	(90) \$	1 240 \$	(44) \$	1 196 \$
Revenu autre que d'intérêts	344	46	355	188	71	1 004	-	1 004
Revenu total	1 114	218	510	421	(19)	2 244	(44)	2 200
Dotation à la provision pour pertes sur créances	81	8	1	19	42	151	-	151
Frais autres que d'intérêts	696	161	352	397	49	1 655	-	1 655
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	337	49	157	5	(110)	438	(44)	394
Impôts sur les bénéfices	53	17	50	(43)	(110)	(33)	(44)	(77)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	19	19	-	19
Revenu net	284 \$	32 \$	107 \$	48 \$	(19) \$	452 \$	- \$	452 \$
Actif moyen	121 706 \$	22 159 \$	7 480 \$	220 232 \$	4 308 \$	375 885 \$	- \$	375 885 \$
Écarts d'acquisition (au)	106 \$	628 \$	313 \$	91 \$	2 \$	1 140 \$	- \$	1 140 \$
Pour les trois mois terminés le 31 octobre 2006	PE Canada	PE États-Unis	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total (bic) 2)	Rajustements bic (selon les PCGR)	Total
Revenu net d'intérêts	755 \$	184 \$	145 \$	191 \$	(27) \$	1 248 \$	(33) \$	1 215 \$
Revenu autre que d'intérêts	403	41	320	442	40	1 246	-	1 246
Revenu total	1 158	225	465	633	13	2 494	(33)	2 461
Dotation à la provision pour pertes sur créances	79	7	1	19	(90)	16	-	16
Frais autres que d'intérêts	675	178	335	391	34	1 613	-	1 613
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	404	40	129	223	69	865	(33)	832
Impôts sur les bénéfices	132	16	45	35	(78)	150	(33)	117
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	19	19	-	19
Revenu net	272 \$	24 \$	84 \$	188 \$	128 \$	696 \$	- \$	696 \$
Actif moyen	116 318 \$	22 123 \$	6 708 \$	170 999 \$	3 895 \$	320 043 \$	- \$	320 043 \$
Écarts d'acquisition (au)	93 \$	582 \$	323 \$	98 \$	2 \$	1 098 \$	- \$	1 098 \$
Pour les douze mois terminés le 31 octobre 2007	PE Canada	PE États-Unis	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total (bic) 2)	Rajustements bic (selon les PCGR)	Total
Revenu net d'intérêts	3 065 \$	730 \$	613 \$	974 \$	(359) \$	5 023 \$	(180) \$	4 843 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 678	178	1 441	995	214	4 506	-	4 506
Revenu total	4 743	908	2 054	1 969	(145)	9 529	(180)	9 349
Dotation à la provision pour pertes sur créances	323	35	3	77	(85)	353	-	353
Frais autres que d'intérêts	2 670	696	1 427	1 565	243	6 601	-	6 601
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 750	177	624	327	(303)	2 575	(180)	2 395
Impôts sur les bénéfices	500	63	216	(98)	(312)	369	(180)	189
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	75	75	-	75
Revenu net	1 250 \$	114 \$	408 \$	425 \$	(66) \$	2 131 \$	- \$	2 131 \$
Actif moyen	119 164 \$	23 477 \$	7 091 \$	207 084 \$	3 759 \$	360 575 \$	- \$	360 575 \$
Écarts d'acquisition (au)	106 \$	628 \$	313 \$	91 \$	2 \$	1 140 \$	- \$	1 140 \$
Pour les douze mois terminés le 31 octobre 2006	PE Canada	PE États-Unis	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total (bic) 2)	Rajustements bic (selon les PCGR)	Total
Revenu net d'intérêts	2 941 \$	740 \$	569 \$	773 \$	(152) \$	4 871 \$	(127) \$	4 744 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 639	166	1 324	2 007	105	5 241	-	5 241
Revenu total	4 580	906	1 893	2 780	(47)	10 112	(127)	9 985
Dotation à la provision pour pertes sur créances	314	30	3	79	(250)	176	-	176
Frais autres que d'intérêts	2 597	681	1 342	1 602	131	6 353	-	6 353
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 669	195	548	1 099	72	3 583	(127)	3 456
Impôts sur les bénéfices	527	80	193	239	(195)	844	(127)	717
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	76	76	-	76
Revenu net	1 142 \$	115 \$	355 \$	860 \$	191 \$	2 663 \$	- \$	2 663 \$
Actif moyen	114 364 \$	21 890 \$	6 545 \$	161 811 \$	4 521 \$	309 131 \$	- \$	309 131 \$
Écarts d'acquisition (au)	93 \$	582 \$	323 \$	98 \$	2 \$	1 098 \$	- \$	1 098 \$

1) Les Services d'entreprise comprennent l'unité Technologie et opérations.
Les données des périodes antérieures ont été retraitées afin de tenir compte des changements apportés, au cours de la période à l'étude, à la structure organisationnelle et au mode de présentation.

2) Base d'imposition comparable – voir la section Normes de présentation.

Le tableau ci-dessous présente nos résultats et notre actif moyen répartis par région :

(en millions de dollars canadiens), base d'imposition comparable 1)

Pour les trois mois terminés le 31 octobre 2007	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêts	935 \$	235 \$	70 \$	1 240 \$
Revenu autre que d'intérêts	750	370	(116)	1 004
Revenu total	1 685	605	(46)	2 244
Dotation à la provision pour pertes sur créances	87	63	1	151
Frais autres que d'intérêts	1 204	412	39	1 655
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	394	130	(86)	438
Impôts sur les bénéfices	11	35	(79)	(33)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	15	4	-	19
Revenu net	368 \$	91 \$	(7) \$	452 \$
Actif moyen	233 006 \$	109 894 \$	32 985 \$	375 885 \$
Écarts d'acquisition (au)	423 \$	717 \$	- \$	1 140 \$
Pour les trois mois terminés le 31 octobre 2006	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêts	962 \$	247 \$	39 \$	1 248 \$
Revenu autre que d'intérêts	904	297	45	1 246
Revenu total	1 866	544	84	2 494
Dotation à la provision pour pertes sur créances	20	(3)	(1)	16
Frais autres que d'intérêts	1 170	406	37	1 613
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	676	141	48	865
Impôts sur les bénéfices	107	36	7	150
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	14	5	-	19
Revenu net	555 \$	100 \$	41 \$	696 \$
Actif moyen	193 685 \$	97 805 \$	28 553 \$	320 043 \$
Écarts d'acquisition (au)	410 \$	688 \$	- \$	1 098 \$
Pour les douze mois terminés le 31 octobre 2007	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêts	3 745 \$	973 \$	305 \$	5 023 \$
Revenu autre que d'intérêts	3 836	582	88	4 506
Revenu total	7 581	1 555	393	9 529
Dotation à la provision pour pertes sur créances	257	99	(3)	353
Frais autres que d'intérêts	4 785	1 653	163	6 601
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	2 539	(197)	233	2 575
Impôts sur les bénéfices	546	(150)	(27)	369
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	55	20	-	75
Revenu net	1 938 \$	(67) \$	260 \$	2 131 \$
Actif moyen	216 572 \$	111 150 \$	32 853 \$	360 575 \$
Écarts d'acquisition (au)	423 \$	717 \$	- \$	1 140 \$
Pour les douze mois terminés le 31 octobre 2006	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêts	3 709 \$	1 016 \$	146 \$	4 871 \$
Revenu autre que d'intérêts	3 686	1 375	180	5 241
Revenu total	7 395	2 391	326	10 112
Dotation à la provision pour pertes sur créances	181	(3)	(2)	176
Frais autres que d'intérêts	4 520	1 695	138	6 353
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	2 694	699	190	3 583
Impôts sur les bénéfices	650	207	(13)	844
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	55	21	-	76
Revenu net	1 989 \$	471 \$	203 \$	2 663 \$
Actif moyen	191 929 \$	90 317 \$	26 885 \$	309 131 \$
Écarts d'acquisition (au)	410 \$	688 \$	- \$	1 098 \$

1) Base d'imposition comparable – voir la section Normes de présentation.
Les données des périodes antérieures ont été retraitées afin de tenir compte des changements apportés, au cours de la période à l'étude, à la structure organisationnelle et au mode de présentation.

RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES INVESTISSEURS ET DES MÉDIAS

Documents destinés aux investisseurs

Les parties intéressées peuvent consulter le présent communiqué, les présentations qui l'accompagnent et des données financières complémentaires sur notre site www.bmo.com/relationinvestisseurs. Ces documents sont également disponibles aux bureaux de BMO Groupe financier, 100 King Street West, 1 First Canadian Place, 18^e étage, Toronto, Ontario, M5X 1A1.

Téléconférence et cyberconférence trimestrielles

Les parties intéressées sont invitées à se joindre à notre téléconférence trimestrielle, le mardi 27 novembre 2007 à 14 h (HAE). À cette occasion, les hauts dirigeants de BMO commenteront les résultats du trimestre et répondront aux questions des investisseurs. La conférence sera accessible par téléphone, au 416-695-9753 (région de Toronto) ou au 1-888-789-0089 (extérieur de Toronto, sans frais). L'enregistrement de la conférence sera accessible jusqu'au lundi 3 mars 2008, au 416-641-2196 (région de Toronto) ou au 1-888-742-2491 (extérieur de Toronto, sans frais) (code d'accès : 7581).

La cyberconférence trimestrielle sera accessible en direct à l'adresse suivante : www.bmo.com/relationinvestisseurs. Elle sera accessible en différé sur notre site jusqu'au lundi 3 mars 2008.

Relations avec les médias

Ronald Monet, Montréal, ronald.monet@bmo.com, 514-877-1873

Ralph Marranca, Toronto, ralph.marranca@bmo.com, 416-867-3996

Relations avec les investisseurs

Viki Lazaris, première vice-présidente, viki.lazaris@bmo.com, 416-867-6656

Steven Bonin, directeur général, steven.bonin@bmo.com, 416-867-5452

Krista White, directrice principale, krista.white@bmo.com, 416-867-7019

Chef des finances

Tom Flynn, vice-président à la direction, Finances et trésorier, chef des finances intérimaire

tom.flynn@bmo.com, 416-867-4649

Secrétariat général

Blair Morrison, vice-président et secrétaire général

corp.secretary@bmo.com, 416-867-6785

Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires

Prix d'achat moyen des actions

Août 2007 65,90 \$

Septembre 2007 63,43 \$

Octobre 2007 61,01 \$

Pour obtenir des renseignements sur les dividendes ou signaler un changement d'adresse ou un envoi en double, prière de s'adresser à la :

Société de fiducie Computershare du Canada

100 University Avenue, 9th Floor

Toronto, Ontario M5J 2Y1

Téléphone : 1-800-340-5021 (Canada et États-Unis)

Téléphone : 514-982-7800 (international)

Télécopieur : 1-888-453-0330 (Canada et États-Unis)

Télécopieur : 416- 263-9394 (international)

Courriel : service@computershare.com

Les actionnaires qui désirent obtenir de plus amples renseignements sont priés de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les actionnaires

Secrétariat général

One First Canadian Place, 21st Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Téléphone : 416-867-6785

Télécopieur : 416-867-6793

Courriel : corp.secretary@bmo.com

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les investisseurs

P.O. Box 1, One First Canadian Place, 18th Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Pour consulter les résultats financiers en ligne, visitez notre site Web, à l'adresse www.bmo.com

^{MD} Marque déposée de la Banque de Montréal

Assemblée annuelle 2008

La prochaine assemblée annuelle des actionnaires aura lieu le mardi 4 mars 2008, dans la ville de Québec (Québec).